

UNIVERSITÉ DE PARIS. — FACULTÉ DE DROIT

LA
CRISE VITICOLE

ET LE

DÉGRÈVEMENT DES BOISSONS HYGIÉNIQUES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les matières ci-après sera présenté et soutenu
le lundi 10 juin 1901, à 10 heures*

PAR

ALFRED RIVET

President : M. LEVEILLÉ.

Suffragants : { MM. DESCHAMPS, } *Professeurs.*
 { SOUCHON, }

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901

THÈSE

DE

DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

1820
1820
1820

LA
CRISE VITICOLE

ET LE

DÉGRÈVEMENT DES BOISSONS HYGIÉNIQUES

THÈSE POUR LE DOCTORAT

*L'acte public sur les matières ci-après sera présenté et soutenu
le lundi 10 juin 1901, à 10 heures*

PAR

ALFRED RIVET

President : M. LEVEILLÉ.

*Suffragants : { MM. DESCHAMPS, } Professeurs.
 SOUCHON, }*

PARIS

LIBRAIRIE NOUVELLE DE DROIT ET DE JURISPRUDENCE

ARTHUR ROUSSEAU, ÉDITEUR

14, RUE SOUFFLOT ET RUE TOULLIER, 13

1901



BIBLIOGRAPHIE

- Berthélemy (H.).** — La question des octrois (dans la *Revue de Paris* du 15 février 1899, pp. 880-894).
- Cot (docteur).** — *La situation vinicole*, communication faite à la Société d'agriculture de l'Hérault, broch. in-8°, Montpellier, 1900.
- Dalloz.** — Jurisprudence, Supplément au répertoire, t. XIX. Paris, 1897. V. *Vins et boissons*.
- Foex (G.).** — Cours complet de viticulture. Paris, 1886.
- Gaure (J.).** — Le nouveau régime des boissons, d'après la loi du 29 décembre 1900, brochure in-8°. Paris. Chevalier.
- Gide (Ch.).** — La crise vinicole en France (*Rev. Econ. Polit.*, mars 1901).
- Leroy-Beaulieu (Paul).** — Traité des sciences des finances, 6^e édition, t. I, Paris, Pichon, 1899.
- Portes et Ruysen.** — Traité de la vigne et de ces produits, 3 vol. in-8°, Paris, Octave Doin, 1899.
- Say et Chailey.** — Nouveau dictionnaire d'économie politique, t. II. V. *Viticulture*, Paris, Guillemain, 1892.
- Say (L.).** — Dictionnaire des finances, 2 vol. in-4, Paris.
- Revue municipale**, recueil hebdomadaire d'Etudes Edilitaires, 5^e année, nos 161 à 175 (oct. 1900 à mars 1901).
- Revue Politique et Parlementaire** (7^e année), article de M. Zolla (D.).
- Sahut.** — La défense du vin, brochure in-8°. Montpellier.
- Schaffhauser.** — La loi du 29 déc. (dans les *Lois nouvelles*, numéro du 1^{er} mars 1901).
- Journal officiel**, Recueil des débats et des documents parlementaires depuis 1896.
-

LA CRISE VITICOLE

ET LE

DEGRÈVEMENT DES BOISSONS HYGIÉNIQUES

PREMIÈRE PARTIE

LA CRISE VITICOLE

CHAPITRE PREMIER

NOTIONS GÉNÉRALES ET HISTORIQUES

L'histoire de la vigne a déjà été faite et bien faite dans des ouvrages spéciaux pour lesquels tous les documents connus ont été dépouillés (1). Il nous suffira donc de donner ici un aperçu très rapide de cette partie de notre sujet.

Déjà pratiquée par les Gaulois, avant les conquêtes de César, la culture de la vigne se propagea rapidement sous l'influence romaine. Très appréciés en Italie, les vins des Gaules ne tardèrent pas à y être importés dans des proportions assez fortes pour effrayer les propriétaires

(1) V. L. Portes et Ruysen, *Traité de la vigne et de ses produits*, Paris, 1886, tome I^{er}.

italiens. D'après Suétone, « l'an 92 de notre ère, le vin fut d'une extrême abondance tandis qu'il y avait disette de pain. Domitien, persuadé que la passion des vignes faisait négliger les champs, défendit d'en planter de nouvelles en Italie et ordonna qu'on ne laissât subsister dans les provinces que la moitié au plus des anciens plants. »

Se plaçant au point de vue exclusif de l'intérêt italiote, l'administration romaine n'encouragea donc pas, dans les premiers siècles, la propagation de la vigne en Gaule. Il fallut un empereur, né au delà des Alpes, Probus, qui était Pannonien et dès lors étranger aux préjugés quiri-taires, pour faire regagner à la vigne le terrain perdu. Non seulement Probus autorisa les Gaulois à cultiver librement la vigne, mais encore il alla jusqu'à employer ses légions à créer de nouveaux vignobles en Bourgogne et en Champagne, imitant ainsi Annibal, qui, avec ses soldats oisifs, peupla l'Afrique d'oliviers.

Les invasions barbares jetèrent une grande perturbation dans les diverses cultures. Néanmoins, une fois en possession du pays, les Barbares ne négligèrent rien pour protéger la vigne. La loi Salique et celle des Visigoths frappaient d'amendes très sévères ceux qui arracheraient un cep ou voleraient un raisin.

Sous le régime féodal, la vigne s'implanta jusque dans des régions, d'où aujourd'hui elle a complètement disparu comme la Picardie, la Normandie et la Bretagne. Elle se trouvait généralement sous les murs des châteaux forts ou des couvents. Le clergé, propriétaire à cette époque

des principaux vignobles, publia des canons pour protéger l'agriculture. Malheureusement la croisade des Albigeois, dans le Midi, au ^{xiii}^e siècle, puis la guerre de Cent Ans dévastèrent notre pays. La vigne, plus que toutes les autres cultures, eut à souffrir de l'invasion des Anglais. Ces derniers firent arracher en Normandie les plantations qui faisaient concurrence à celles de Guyenne.

A partir de la Renaissance, l'État commence à s'occuper de l'agriculture ; malheureusement son intervention ne fut pas toujours heureuse. La crainte de la disette des grains, ce spectre qui effrayait tous les gouvernements, au temps où la difficulté des transports obligeait à compter sur la production locale, fit lancer à diverses reprises de véritables proscriptions contre les vignes. On leur dispute le terrain. L'intérêt public estime-t-on, exige qu'à leur place des céréales soient cultivées. Ce n'était pourtant pas la terre qui faisait défaut, et si le blé, à certains moments, était rare, c'est qu'après avoir atteint des prix excessivement élevés, grâce auxquels spéculateurs et accapareurs faisaient fortune ; il ne tardait pas, trop souvent par le fait de malencontreuses mesures prises par le pouvoir, à retrouver des cours qui ne permettaient point à l'agriculteur de recouvrer ses frais dans la vente de ses grains. Découragé, le paysan couvrait ses terres de vignes et le vin devenait trop abondant. A l'insolvabilité des céréales s'ajoutait alors l'insolvabilité de la vigne.

Pour forcer le paysan à cultiver le blé et aussi pour enrayer la surproduction viticole, le gouvernement, à

diverses reprises, a cru devoir recourir à des mesures coercitives. Charles IX, par un édit de 1566, ordonna l'arrachage d'une partie des vignobles et interdit des plantations nouvelles. Henri III, en 1577, émit une ordonnance par laquelle défense était faite à tout propriétaire d'avoir plus du tiers de son domaine en prés et en vignes.

Sous Louis XIV, aucune ordonnance viticide n'intervint, mais la surproduction viticole n'en était pas moins intense. « Les aides ou droits sur le vin, écrit Bois-Guillebert (1), ont dépassé le prix de la marchandise et l'on a vu la mesure de vin monter de quatre sols à dix; car il faut payer le douzième ou le huitième du prix réel, puis le quart en sus, puis le droit de jauge, et, à la porte des villes ou lieux clos, les droits d'entrée pour le roi, les hôpitaux et les villes, sans compter les amendes, que s'adjugent les commis des fermiers pour les contraventions, dans lesquelles ils s'ingénient à faire tomber le contribuable. Les difficultés pour la circulation, l'obligation de prendre des permissions à un certain bureau, et à l'entrée des villes les lenteurs affectées des commis, qui se font attendre des journées entières, ont rendu cette circulation onéreuse aux particuliers....; les vignes ont subi une non-valeur considérable, ça été, en quantité d'endroits, un très bon ménage que de les arracher. En Normandie même, où le peu de vin qui croissait dans les parties intérieures trouvait autrefois à s'écouler du côté de la mer, on

(1) Bois-Guillebert, cité par Gaillardin, *Histoire du règne de Louis XIV*, t. 5, p. 421.

voit entièrement abandonnés des vignobles qui se vendaient mille livres l'arpent... »

Au XVIII^e siècle, les vignobles continuèrent à s'accroître démesurément. Sur le rapport du contrôleur des finances Ory, une ordonnance du 5 juin 1731, interdit toute plantation nouvelle et prescrivit la destruction des vignobles demeurés deux ans sans culture, le tout sous peine de 3.000 livres d'amende. Cette mesure draconienne ne pouvait être un remède contre le mal qu'on voulait enrayer. Elle ne pouvait amener l'agriculteur à semer des céréales, car, dans les terres plantées en vignes, cette culture eût été particulièrement insolvable ; elle ne pouvait non plus réduire la production viticole, car, placés dans l'alternative de faire disparaître leurs souches ou de les cultiver, les vigneronns devaient adopter le dernier parti.

Sous Louis XVI, l'amélioration des voies de communication ouvrit aux vins de nouveaux débouchés, et la viticulture prit une nouvelle extension. En 1775, on comptait seulement 800.000 hectares de vignes dans notre pays ; en 1789 nous en avions 1.500.000.

L'histoire de la vigne sous l'ancienne monarchie nous montre que la question actuelle de la surproduction du vin et la recherche des moyens pour la conjurer n'est pas d'hier.

Pendant la première moitié du XIX^e siècle, l'équilibre se maintint entre la production du vin et la consommation. Les agriculteurs s'efforçaient alors, à cultiver tous les produits de la terre compatibles avec les aptitudes du sol

et du climat ; ils combinaient avec le plus grand soin leurs cultures, de façon à se ménager du travail durant toute l'année, sans à-coup en aucune saison. Aux céréales, alors remuneratrices, étaient réservées les terres profondes et riches de la plaine, tandis que la vigne prospérait sur les flancs des coteaux. On peut dire cependant, qu'à cette époque, la culture de la vigne fut un peu sacrifiée aux autres produits agricoles.

Dans certains départements, la vigne n'était même pas soignée pour elle-même et pour elle seule. Dans l'Ain, dans l'Isère, dans le Lot-et-Garonne, dans la Provence entière, elle était cultivée « en jouelles » à un ou deux rangs, c'est-à-dire qu'entre les lignes de ceps un intervalle de quatre mètres était laissé où l'on faisait venir céréales et légumes, et souvent en Provence, oliviers, figuiers et amandiers. Les souches s'accommodaient assez mal de cette promiscuité. Les herbages sur leurs racines, les arbres au-dessus de leurs tiges nuisaient à leur fécondité. Mais si le produit brut était peu considérable, il avait du moins l'avantage de constituer presque en son entier un produit net. Les racines profitaient des engrais et du travail donnés aux céréales et légumes intermédiaires ; l'unique binage donné en mai à la double rangée de souches, les vendanges et la taille des sarments occasionnaient peu de frais.

Dans les régions viticoles cependant, la vigne était bien cultivée pour elle-même ; on la plantait « en plein », comme de nos jours, mais là encore dans les terres pauvres. Les

soins donnés aux souches étaient tout à fait rudimentaires. Les cultures à la main et à la charrue étaient peu soignées et leur nombre très restreint. Les vignes labourées recevaient en hiver un labour croisé, suivi d'un déssauchage et, en mai ou en juin, un nouveau labour croisé. Les vignes tenues à la main ne recevaient qu'une façon d'hiver et une nouvelle façon, nommée *binage*, au printemps avant les moissons. Ces cultures étaient insuffisantes pour permettre aux souches de donner de gros rendements.

Préciser le revenu net laissé par la viticulture à cette époque n'est pas facile, car les rendements, les prix de vente, les frais de culture varient suivant les années, les régions, voire même les vignobles. Nous trouvons cependant de précieux éléments d'évaluation — tout au moins en ce qui concerne le Sud-Est — dans les écrits agricoles de M. Cazalis-Allut, dont l'autorité en ces matières est bien connue. D'après l'éminent viticulteur, les vignobles établis à flanc de coteau donnaient un rendement moyen d'environ 25 hectolitres à l'hectare. « Un hectare de vigne, écrivait-il encore, coûte de frais de culture, y compris les vendanges, les impositions, l'entretien des bâtiments, cuves, foudres, pressoirs, etc., 175 francs (2). » Quant au prix du vin, il variait évidemment suivant l'abondance de la récolte. Un prix moyen ne doit être établi que sur une période assez importante. C'est ce qu'a fait

(1) *Œuvres Agricoles*, 1865.

(2) Ce chiffre ne peut être admis que comme un minimum malgré la simplicité de la culture et la faible production du temps.

M. Cazalis-Allut. Son calcul repose sur les prix auxquels se sont vendus, de 1818 à 1850, ses vins d'Aresquiès, classés comme bons vins d'ordinaire. Le prix moyen, pendant cette période de 30 ans, a été de 10 francs l'hectolitre en chiffre rond : soit un revenu net de 75 francs par hectare. Sans être très considérable, ce produit net, obtenu dans des terres pauvres, était de nature à satisfaire les vignerons. Les bénéfices réalisés dans les terres fertiles, avec les céréales, la garance, le mûrier étaient plus élevés. Ceci explique pourquoi pendant longtemps la culture de la vigne a été réservée aux terres arides.

Dans la seconde moitié du xix^e siècle, la viticulture est dirigée dans le sens du plus gros bénéfice possible au moyen des plus forts rendements possibles. La vigne gagne les terres fécondes de la plaine; aux cépages fins sont substitués des cépages plus fertiles et des façons soignées et nombreuses remplacent les cultures restreintes données autrefois aux souches.

Les deux principaux facteurs de cette évolution ont été : 1^o l'ouverture des voies ferrées, 2^o la crise de l'Oïdium.

Nous n'insisterons pas sur l'influence qu'a exercée la création des chemins de fer sur le développement de notre viticulture. On comprend aisément que les avantages de ce nouveau mode de transport aient ouvert aux vins de nombreux et vastes débouchés.

L'Oïdium est un parasite végétal, qui s'attaque aux feuilles et aux fruits; il peut amener la perte totale de la récolte. Son apparition fut d'abord signalée en 1850,

dans les vignobles de la Seine et des départements voisins.

De 1852 à 1856, la France, sauf la Bourgogne et la Champagne fut ravagée par le fléau. La production moyenne dans ces quatre années, pendant lesquelles l'Oïdium a le plus sévi, descendit de 45 millions à 17 millions d'hectolitres. C'était un désastre sans précédent et qui semblait devoir amener à bref délai la ruine complète de la viticulture. Chose curieuse, il préparait au contraire, à nos régions viticoles, une ère de prospérité sans égale. L'Hérault le premier trouva le remède à la « maladie » (1). Grâce à la fleur de soufre répandue sur les souches, il produisit de splendides récoltes pendant que l'Oïdium exerçait ses funestes ravages partout ailleurs en France. Dans les plaines de ce département existaient déjà depuis longtemps des vignes composées de certains cépages, d'Aramon et de Terret-Bouret, produisant 200 et même 300 hectolitres à l'hectare. Ces vins jadis étaient exclusivement réservés à la chaudière. On en tirait cette fameuse eau de vie de Montpellier, qui jouissait alors d'une grande réputation. Les propriétaires, en raison du déficit de la récolte en France, songèrent à écouler leur produit comme vin de bouche. Ils transformèrent ces vins alcooliques, doux, sans saveur vineuse, ni parfum en des vins légers, d'une couleur brillante, qui ne tardèrent pas à être très recherchés par le commerce à des prix très élevés (2). De rapides

(1) Nom donné communément à l'oïdium, tant effrayaient ses ravages.

(2) Les vins légers de plaine se vendirent 25 à 30 francs et les gros ou bons vins de coteau 60 à 70 francs l'hectolitre.

et énormes fortunes furent ainsi réalisées dans l'Hérault.

Les départements limitrophes apprirent bientôt à vaincre l'Oïdium; incités par les prix rémunérateurs, ils voulurent eux aussi obtenir ces énormes rendements, sources de gros bénéfices et dans certaines plaines du Gard et de l'Aude, des vignes furent plantées en Aramon, cépage qui faisait la fortune de l'Hérault. La fougue de plantation gagna ensuite le Sud-Ouest et le Centre; là encore, on créa des vignobles et de préférence dans les terres fortes, les plus susceptibles de donner de gros rendements. On peut dire que cette période a été l'âge d'or de la viticulture; malheureusement elle fut de courte durée. Déjà les vins s'écoulaient difficilement et à bas prix (1), et la surproduction était inévitable, lorsqu'un ennemi autrement terrible que l'Oïdium, un insecte microscopique mais d'autant plus redoutable, le Phylloxera, se chargea d'anéantir nos anciens et luxuriants vignobles.

A Pujault, dans le Gard, apparurent, en 1863, les premières traces d'un mal alors inconnu : une tache jaune en forme de cercle, très accentuée en son milieu, pour aller se perdre progressivement dans la splendeur des souches indemnes, tel était le signe extérieur de la maladie.

En 1866, plusieurs atteintes se manifestent dans la Vaucluse et les Bouches-du-Rhône. En 1867, ces diverses taches se réunissent, forment deux vastes étendues entiè-

(1) Les années qui précédèrent l'invasion du Phylloxéra les vins de plaine étaient tombés à 7 à 8 francs et les vins de côteaUX à 11 ou 12 francs l'hectolitre.

rement envahies, tandis que l'on trouve, aux portes mêmes de Bordeaux, un nouveau point d'attaque.

Devant cette rapide progression du mal, la Société d'agriculture de Vaucluse appela en consultation une Commission de la Société centrale d'agriculture de l'Hérault. Réunis, au mois de juillet 1868, les délégués étudièrent avec attention les vignes atteintes. Un coup de pioche heureux mit à nu quelques racines sur lesquelles M. PLANCHON, l'illustre savant qui a eu l'honneur d'attacher son nom à la découverte du *Phylloxera*, aperçut des taches et des trainées de points jaunâtres, vites décomposées par la loupe en une poussière d'insectes que leur parenté avec les pucerons et les cochenilles rendit suspects. Dès ce moment, un fait capital était établi, c'est qu'un insecte presque invisible, se dérochant sous terre, s'y multipliant par myriade d'individus, amenait l'épuisement des ceps les plus vigoureux. M. Planchon nous a décrit, dans divers articles de la *Revue des Deux-Mondes* (1), comment il a été amené à reconnaître le *Phylloxera vastatrix* dans cet insecte et à découvrir son origine américaine.

La nature du mal connue, on ne fut pas moins impuissant à en combattre les effets. En 1879, la tache du Sud-Ouest et celle du Sud-Est se rejoignaient et couvraient le Midi tout entier.

L'idée de combattre le *Phylloxera* par des insecticides

(1) J.-E. Planchon, le *Phylloxera* en Europe et en Amérique, *Rev. des deux Mondes*, 1^{er} et 15 fév. 1874; la question du *phylloxéra* en 1876, *ibid*, 15 janvier 1877.

vint tout naturellement à l'esprit, dès la découverte de l'insecte qui minait sourdement les vignes. On se servit surtout du sulfure de carbone et du sulfo-carbonate de potassium. Les insecticides n'ont pas donné les résultats heureux que l'on espérait. Le sulfure de carbone tuait trop souvent les souches avant le *Phylloxera*. Quant au sulfo-carbonate de potassium, il a donné de meilleurs résultats, mais l'élévation du prix de revient de ce traitement, le fit considérer comme le remède des vignes de luxe. Très heureuse au contraire a été l'idée de noyer l'insecte sous une nappe d'eau, dans les régions forcément restreintes où la submersion est possible. Les vignobles, établis à proximité du Rhône, de la Gironde et des petits fleuves côtiers de la Méditerranée, furent ainsi préservés. Ailleurs, dans les Landes de Gascogne et dans les alluvions sablonneuses de la vallée du Rhône, on a employé avec succès, comme procédé de reconstitution, la plantation dans les sables.

Mais la véritable solution de la crise *Phylloxérique* a été dans la reconstitution des vignobles au moyen des cépages américains.

En 1872, des cépages américains, envoyés par nos consuls sur la demande de la Société centrale d'agriculture de l'Hérault furent distribués à un certain nombre de propriétaires du Midi, En 1873 M. Planchon, chargé d'une mission, parcourt l'Amérique, y étudie les différentes variétés de vignes sauvages et cultivées, apprécie leur résistance respective aux attaques du *Phylloxera*,

s'initie aux détails de la culture qui leur convient et reconnaît la possibilité de greffer sur les cépages américains nos variétés européennes, supérieures par la qualité de leur produit.

Sous l'influence des renseignements précis que rapportait cet homme éminent, dont tout le monde honorait la science et le caractère, les plantations se multiplièrent dans les milieux, malheureusement si étendus, où les insecticides n'avaient pu empêcher la disparition des anciens vignobles.

Malgré toute l'activité apportée, un peu partout, aux recherches, malgré les nombreuses expériences faites à l'École d'Agriculture et les nombreuses réunions où les viticulteurs échangeaient les résultats de leurs essais, il fallut un certain temps pour sortir du chaos des premières tentatives. Beaucoup de propriétaires durent replanter deux ou trois fois leurs vignobles avant d'aboutir à un résultat satisfaisant. Les Américains nous envoyèrent d'abord en grand nombre leurs producteurs directs, mais il fallut bientôt les mettre de côté, soit à raison de l'infériorité de leur production en quantité ou qualité, soit à raison de leur résistance insuffisante au *Phylloxera* : Concord, Othello, Clinton, Elvira, Cunningham, durent être arrachés. Il ne reste aujourd'hui que quelques Jacquez et Herbemont dans les milieux qui leur ont été spécialement favorables.

Les porte-greffes, qui permettaient d'utiliser les précieuses qualités de nos anciens cépages, furent dès lors

très en faveur. Ici encore, on débuta mal et nombreux furent les échecs qu'occasionnèrent le Vialla, le Solonis, le Taylor et le Jacquez. La reconstitution au moyen des vignes américaines, greffées en espèces européennes, a eu deux difficultés principales à surmonter: 1° Le choix, entre des centaines de variétés, de la plus résistante au Phylloxera; 2° l'adaptation des cépages au sol et au climat. La question d'adaptation a longtemps préoccupé les viticulteurs, car il n'est pas rare qu'un seul hectare renferme des sols de différentes natures.

A force d'expériences et de tentatives malheureuses, on a trouvé des porte-greffes à grande résistance, s'accommodant d'une façon satisfaisante aux milieux que l'on rencontre d'une façon usuelle. Les divers Riparia, sont presque exclusivement adoptés aujourd'hui dans les terres fertiles et profondes de notre région méditerranéenne; les Rupestris et les Berlandieri sont réservés aux terrains pauvres, caillouteux et calcaires.

Le succès a donc parfaitement couronné l'œuvre de reconstitution entreprise par nos viticulteurs, mais après bien des angoisses et au prix de grands sacrifices pécuniaires.

Quant aux pertes causées par l'invasion du phylloxera, il est assez difficile de les évaluer d'une façon certaine. M. Foex estime qu'un capital d'au moins 5 milliards a été détruit, sans tenir compte de la perte à peu près totale du fonds lui-même dans le cas où la vigne était la seule culture possible.

CHAPITRE II

LA CRISE VITICOLE. — LA MÉVENTE DES VINS

SECTION I^{re}. — La mévente

La natura fa l'uva e l'arte fa il vino, disait Pollacci, tant étaient simples et peu coûteux, de son temps, les soins donnés aux vignes. Depuis l'invasion du Phylloxera, il n'est plus vrai que la nature fasse le raisin. L'Oïdium n'a pas disparu de notre planète ; dans le midi de la France surtout, il ferait de grands ravages, si l'agriculteur cessait de répandre sur les souches la fleur de soufre salulaire. Le Phylloxera, il est vrai, attaque en vain les racines des cépages américains, mais par contre ces cépages ont apporté en Europe des maladies cryptogamiques très redoutables : le peronospora ou Mildew, le Blac-rot menacent chaque année d'anéantir la récolte. Légions enfin sont les autres ennemis de la vigne : parasites végétaux, parasites animaux, et affections d'ordre météorique. Abandonnées à la nature, même aidée des infimes soins cultureux dont elles se contentaient autrefois, les souches

resteraient de nos jours stériles. Pour les amener *toutes bedonneuses* de grappes à l'époque des vendanges, le viticulteur doit prodiguer les badigeonnages au sulfate de fer, les chaulages, les souffrages, les applications de sulfate de cuivre, fumer abondamment les ceps, tenir toujours meuble la surface du sol, etc., etc.

Ces traitements des maladies cryptogamiques, l'emploi plus large des engrais animaux et industriels, tous les frais accessoires dont sont grevés maintenant les vignobles, alors qu'ils en étaient dispensés autrefois, la main-d'œuvre plus chère et les impôts plus élevés, ont considérablement augmenté les frais d'exploitation.

Quelques chiffres montreront qu'actuellement le prix de revient de l'hectolitre de vin est le double de ce qu'il était avant le Phylloxera.

En 1863, M. le docteur Guyot (1) estimait le rendement moyen dans les plaines de l'Hérault à 90 hectolitres à l'hectare. Les frais s'élevaient à 550 francs (2) : soit le prix de revient de l'hectolitre, environ 6 francs.

Sur les coteaux du Gard et de l'Aude le prix de revient était d'environ 9 francs, la production moyenne étant alors dans ces vignobles de 35 hectolitres et les dépenses de 300 francs par hectare.

Aujourd'hui dans les plaines du Bas-Languedoc, les frais de culture atteignent 1.000 francs par hectare. Voici, du

(1) *Étude des vignobles de France*, t. I, p. 117.

(2) M. Guyot évaluait à 400 francs les frais de culture, mais c'était là la moyenne des frais côtes et plaines compensées.

reste, le détail de ces dépenses emprunté à la comptabilité de trois grands domaines de l'Hérault.

FRAIS DIVERS ANNUELS PAR HECTARE

	DOMAINE		
	A	B	C
	fr. c.	fr. c.	fr. c.
Achat de plants et greffage .	» »	» »	20 »
Tuteurs.	» »	» »	5 »
Taille et façons diverses . .	82 08	30 »	40 »
Déchaussement, nettoyage, etc.	109 60	22 »	25 »
Fumures	232 91	172 »	200 »
Cultures et salaires	» »	252 »	225 »
Traitements contre maladies .	135 99	101 »	125 »
Vendanges, vinification . .	248 44	86 »	135 »
Amortissement, entretien, matériel de cave	» »	96 »	100 »
Amortissement du matériel			
Decauville	22 56	25 »	25 »
Entretien, assurances bâtiments et produits,	4 53	20 »	50 »
Régisseur, frais généraux. .	45 49	40 »	45 »
Impôts, prestations	13 85	25 »	22 50
Entretien, routes, fossés, etc.	16 77	» »	» »
Provinage	3 10	» »	» »
Enjonquage	164 59	» »	» »
Mesures contre la gelée. . .	9 31	» »	» »
Sarclage	10 55	» »	» »
Frais divers	7 45	» »	12 50
Travaux neufs	21 73	» »	» »
Pépinière	11 17	» »	» »
Assurance contre la grêle. .	» »	» »	45 »
	1.140 12	872 »	1.075

Établir le coût de production en tenant uniquement compte de ces frais annuels de culture, serait commettre une erreur, très répandue parmi les propriétaires eux-mêmes. De nos jours, d'autres charges pèsent sur les exploitations viticoles. La reconstitution, au moyen de plants américains, a coûté 2.000 francs par hectare ; les tâtonnements dans le choix des cépages a doublé et même triplé ce chiffre pour beaucoup de viticulteurs. Si l'on fixe une période de 20 ans pour l'amortissement de ces premiers débours, c'est donc une somme de 100 francs à ajouter au budget annuel par hectare. Enfin, il convient de tenir compte des intérêts des capitaux incorporés au sol et d'exploitation, soit environ 200 francs. Bref, dans les vignobles à grande production, les dépenses de toute sorte s'élèvent à 1.300 francs.

Le rendement dans ces plaines très fertiles a été souvent surfait. A tous propos l'on cite des récoltes de 200 et 300 hectolitres à l'hectare. Elles sont exceptionnelles. Le rendement moyen ne dépasse pas 100 hectolitres.

Le prix de revient est donc monté ici de 6 à 13 francs.

Sur les coteaux on constate de même une augmentation très sensible du coût de production. Les dépenses s'y élèvent à 6 ou 700 francs, dont 450 à 550 francs pour frais de culture et 150 francs pour l'amortissement et les intérêts des capitaux engagés. La production moyenne est de 40 hectolitres à l'hectare. Ainsi le prix de revient de l'hectolitre a passé de 9 à 15 ou 16 francs.

Il suffit de rappeler que, dans les années qui précé-

dèrent l'invasion du *Phylloxera*, les vins de plaine se vendaient 7 à 8 francs et les « vins de montagne » 12 à 13 francs, pour montrer l'impossibilité où se trouve aujourd'hui la viticulture de supporter, sans désastre, le rétablissement prolongé des anciens prix de vente.

Jusqu'à ces dernières années, les viticulteurs ont vendu, dans le midi, l'hectolitre de vin d'abondance de 14 à 17 francs et l'hectolitre de bon vin d'ordinaire de 18 à 21 francs. Les récoltants trouvaient, dans l'élévation des prix la compensation nécessaire à l'accroissement des dépenses et partant réalisaient d'honnêtes bénéfices.

Cependant, il y a déjà longtemps, l'avenir viticole effrayait bien des esprits avisés. L'élévation du prix du vin tenait à sa rareté relative. Qu'advierait-il le jour où la fougue, toujours plus grande des plantations, aurait ramené la production ce qu'elle était jadis? N'aboutirait-on pas à une nouvelle crise? En 1887, M. Sahut écrivait (1) : « N'est-il pas à craindre que si l'on reconstituait la totalité des vignobles disparus ou en voie de disparaître et qu'on obtint ainsi le résultat tant désiré d'une production égale à celle d'autrefois, le prix de vente diminuerait en proportion et reviendrait ce qu'il était jadis? Mais alors le viticulteur produirait en perte et, comme conséquence naturelle, il se verrait obligé de réduire l'étendue de ses plantations. »

Il faut bien le reconnaître, la crainte de ne pouvoir plus,

(1) *De l'adaptation des vignes américaines au sol et au climat*, 1887, p. 70.

dans un avenir prochain, écouler le vin à un prix rémunérateur n'a été partagée ni par nos gouvernants, ni par la masse des viticulteurs.

Le Gouvernement avait mille bonnes raisons pour désirer voir la viticulture reconquérir son ancienne importance. La culture de la vigne assure dans les campagnes des salaires élevés. L'abondance du vin rend son usage plus facile aux classes ouvrières, dans les villes. Le commerce, les industries de transport ont intérêt à ce que la production augmente. Enfin le vin offrait une matière imposable des plus productives. Aussi le Parlement, loin de chercher à atténuer l'ardeur apportée par la population rurale dans son œuvre de reconstitution, s'est au contraire efforcé à la développer. Une loi du 1^{er} décembre 1887 a exempté de l'impôt foncier les terrains plantés ou replantés en vignes, âgées de moins de quatre ans.

Les agriculteurs, incités par des prix rémunérateurs, ont suivi avec empressement le conseil de planter qui leur venait de toute part. L'avenir ne les effrayait pas sérieusement. On était si loin des récoltes obtenues avant le *Phylloxera* et qui cependant s'écoulèrent assez facilement ! Et, la consommation nationale satisfaite, ne trouverait-on pas des débouchés à l'extérieur ?

En 1893, les viticulteurs reçurent un premier avertissement. Des conditions atmosphériques particulièrement favorables portèrent la récolte à 50 millions d'hectolitres, de 32 millions qu'elle atteignait en moyenne, les années précédentes. Cet accroissement, si brusque, des quantités

disponibles, provoqua un affaissement des cours des vins. En 1894, en effet, les vins de plaine se vendirent dans le Midi 10 ou 11 francs ; les vins de coteau 13 ou 14 francs. L'émotion fut grande. En général, cependant, on n'attribua pas cette baisse à la trop grande abondance des vins récoltés. D'après nos viticulteurs, la consommation des Français ne pouvait être qu'imparfaitement satisfaite avec 50 millions d'hectolitres. Il fallait donc voir la cause du désarroi du marché dans la concurrence désastreuse des vins « dits factices » et dans les importations des vins étrangers. Les hommes politiques partagèrent ce sentiment. Les droits de douane furent élevés et des mesures — dont nous reparlerons plus loin — furent prises afin d'éviter aux vins naturels la concurrence déloyale des vins fabriqués.

Les années suivantes, les récoltes furent beaucoup moins belles. En 1895, en 1897 et en 1898 la gelée fit de grands ravages. La production resta ainsi bien au-dessous de ce qu'elle aurait dû être normalement. Les prix rémunérateurs reparurent et nos viticulteurs espéraient s'être alarmés en vain, en 1894, quand éclata, au printemps dernier, la crise actuelle qu'on a caractérisée par ce mot nouveau : « *la mévente des vins* ».

Voici, brièvement, quelle a été la situation vinicole durant ces deux dernières années (1).

(1) Nous empruntons certains détails sur l'année 1899 à une intéressante communication faite par le doct. Cot, ancien député de l'Hérault à la Société centrale d'agriculture de ce département. V. *La Situation viticole*, broch., Montpellier, 1900, p. 13.

La récolte de 1898 avait à peine dépassé 32 millions d'hectolitres : quantité insuffisante pour satisfaire notre consommation. A la fin de la campagne, en août 1899, le vin manquait partout ; le stock commercial était descendu à 3 millions d'hectolitres de 10 millions qu'il est ordinairement à la veille des vendanges. Jamais on ne l'avait vu aussi réduit. D'autre part, sauf dans le Midi où les apparences étaient très belles, la récolte 1899 s'annonçait médiocre ou mauvaise, un peu partout, en Auvergne, en Bourgogne, en Champagne. On pouvait donc légitimement s'attendre à voir les acheteurs affluer nombreux dans les départements du Sud-Est et du Sud-Ouest. Tout faisait croire à la hausse. Sous cette impression, le commerce fit de nombreux achats sur souches ; la spéculation fut très active, en août et en septembre.

« Les vendanges commencèrent un peu trop tôt, chacun ayant hâte d'arriver bon premier sur un marché totalement dépourvu de marchandises et l'on s'aperçut dès le début que la maturation s'était mal faite, que les vins pesaient peu, qu'ils manquaient de couleur, qu'ils étaient de qualité médiocre et, chose plus grave, que les rendements dépassaient d'un tiers les prévisions (2). »

De nombreux excédents ou non-logés furent d'abord cédés à vil prix. Ces ventes faites dans de mauvaises conditions influèrent sur le marché. Effrayées par les tendances à la baisse, des maisons, trop chargées de marchan-

(1) Doct. Cot, *op. et loc. cit.*

dises achetées au début à un prix élevé, en liquidèrent une partie forcément au-dessous du cours. Dès lors la baisse s'affirma; chaque jour elle s'aggrava davantage.

Au printemps, les apparences de récolte étaient fort belles; la reprise escomptée par tous ne se produisit pas.

La débâcle du marché devint alors complète. Les propriétaires, affolés à l'idée de ne pouvoir loger la récolte pendante, cédèrent à 7 ou 8 francs les vins dont ils avaient refusé plus de 20 francs au début de la campagne. Beaucoup d'entre eux, même, ne réussirent pas à se débarrasser de leur marchandise et durent faire distiller le contenu de leurs foudres, afin de pouvoir de nouveau les remplir.

La récolte de 1900 a été partout superbe. Le Centre et le Sud-Ouest retrouveront rarement le rendement, obtenu cet automne. Dans le Bas-Languedoc, non seulement il y a eu beaucoup de vin mais encore beaucoup de mauvais vins. Pendant plus de vingt jours, les pluies incessantes ont, en partie, pourri les raisins, prêts à être vendangés. Les grains gonflés d'eau ont donné, dans bien des localités, des vins d'une saveur peu agréable, pesant moins de cinq degrés.

Abondance extraordinaire et qualité plus que médiocre dans certaines régions, n'étaient pas des conditions propices au relèvement des cours. En septembre et en octobre, les vins sont tombés à des prix fabuleux de bon marché, tels qu'ils paient à peine les frais de ramassage. « Des centaines de milliers d'hectolitres, a écrit M. Charles Gide,

se sont vendus sous nos yeux et nous en avons vendu nous-mêmes, à 4 francs, et même il s'en est vendu à 3 francs et jusqu'à 2 fr. 50, ce qui représente *deux litres de vin pour un sou* ! (1) » Ces transactions, il est vrai, avaient pour objet des *non-logés* ou des vins menaçant de tourner à bref délai.

Après avoir écoulé leurs excédents à ces prix dérisoires, les viticulteurs ont dû céder et cèdent encore leur récolte à 6, 7 et 8 francs l'hectolitre. Seuls, les bons vins de coteau atteignent 12 à 13 francs.

Si nous rapprochons ces prix de vente des prix de revient, mentionnés plus haut, nous constatons que, depuis deux ans, les viticulteurs ne recouvrent pas les deux tiers de leurs frais d'exploitation.

Telle est la situation faite actuellement à la viticulture. Insister sur sa gravité serait superflu; il est élémentaire, en effet, que dans toute industrie le producteur ne peut vendre longtemps, à perte, sans se ruiner.

Si maintenant, l'on considère que nos vignobles représentent une valeur de cinq milliards; que leur produit brut constitue le quart du produit total agricole — abstraction faite du bétail —; qu'enfin dans notre région méditerranéenne, en raison du climat et de l'absence à peu près complète de pluie, pendant tout l'été, la culture de la vigne est depuis longtemps la seule rémunératrice, disons même la seule possible, on comprendra aisément que les

(1) *L'Émancipation*. 15 octobre, 1900, p. 147.

pouvoirs publics se soient émus de la crise économique qui menace l'existence même de la viticulture française.

Le gouvernement a écouté les doléances des viticulteurs, il a compris la légitimité de leurs vœux et a fait adopter par le Parlement presque toutes les réformes réclamées.

Avant d'envisager ces réformes et pour pouvoir apprécier, en connaissance de cause, le mérite des mesures prises, il importe de bien déterminer les faits économiques qui ont engendré la mévente dont nous souffrons aujourd'hui.

SECTION II. — Les causes économiques de la crise.

L'effondrement des cours en 1899 a été une surprise pour le monde viticole. On n'a pas cru, tout d'abord, à une baisse des prix sérieusement motivée, et l'on s'est efforcé d'attribuer la mévente à des causes anormales et passagères.

D'aucuns ont prétendu que l'entente seule des négociants avait causé la mévente. Nous n'insisterions pas sur ce dire, s'il n'avait trouvé créance chez beaucoup de récoltants. L'entente des négociants dans leurs syndicats ne nous paraît pas aussi facile que certains le disent. Chacun achète et vend selon ses besoins, ses commandes, son tempérament, ses idées. D'ailleurs, la baisse des prix paraît contraire aux intérêts de la spéculation. Les barricailleurs

qui achètent au jour le jour, au fur et à mesure des commandes peuvent trouver un avantage à acheter à bas prix et chaque jour meilleur marché, mais les spéculateurs, au contraire, ont intérêt à la hausse. Dans les années de baisse, ils ont beau avoir acheté à bas prix, comme la baisse se répercute dans les régions où ils vendent et qu'elle n'a pas de limite déterminée, ils risquent fort de revendre à perte. Les nombreuses ruines éprouvées par les négociants depuis le début de la crise, la prudence qu'ils apportent dans leurs achats depuis que le marché est désarmé, prouvent surabondamment qu'ils ne tiennent pas plus à la situation actuelle que les propriétaires eux-mêmes.

On a encore attribué la mévente aux trois causes suivantes :

Les excédents et non-logés, provenant de l'insuffisance d'outillage vinaire ;

La panique des propriétaires ;

Le resserrement du crédit, dont a souffert le commerce, à la suite des spéculations malheureuses du début de la campagne.

Examinons rapidement chacun de ces trois facteurs, qui, d'après M. le docteur Cot, ancien député de l'Hérault, sont venus peser sur le marché, en 1899 (1).

(1) *La situation viticole* (communication faite à la Société Centrale d'Agriculture de l'Hérault), p. 4 ss.

Dans les plaines d'Arles, de Tarascon, de Beaucaire, de Saint-Gilles, dans l'Hérault, dans l'Aude la production a marché plus vite que l'outillage vinaire. Les années d'abondance, les propriétaires ne peuvent pas loger leur récolte entière : de là les excédents.

Dans certaines régions, l'outillage vinaire fait presque totalement défaut. Des propriétaires qui récoltent 200 à 300 hectolitres n'ont pas même une cuve. A l'époque des vendanges, s'ils ne réussissent pas à vendre les raisins, il leur faut en chercher une. Parfois ils sont plusieurs inscrits pour la même, attendant leur tour de rôle. Quand le premier a fini, que son vin est vendu et retiré, le second commence ses vendanges et ainsi de suite. D'autres propriétaires dont la production s'élève quelquefois à plusieurs milliers d'hectolitres, ont des cuves, mais pas un foudre. Le vin ne pouvant rester plus d'un mois dans des cuves en béton de ciment, sans s'altérer, il faut à tout prix trouver un acheteur et cela dans le plus bref délai possible. Ces vins ne peuvent s'appeler des excédents, ce sont des non-logés : Excédents et non-logés, les années où ils s'élèvent à plusieurs millions d'hectolitres, influent sérieusement sur le marché. Les négociants, par le fait même que des quantités énormes de vin leur sont offertes, sont amenés en septembre et octobre à n'offrir que des prix très inférieurs; les propriétaires obligés d'écouler leurs produits se voient contraints de céder leur vins aux conditions qui leur sont imposées. En 1899, les excédents ont certainement provoqué la baisse des cours. On peut même

admettre avec M. Cot « qu'achetés en baisse, dans une situation très obscure, ils aient répercuté la baisse au dehors, en l'exagérant dans les pays de destination, en même temps qu'ils permettaient au commerce de faire face aux premières demandes et d'attendre. » Cependant, si on ne peut nier leur influence sur le marché des vins durant les mois de septembre, d'octobre, voire même de novembre de ces deux dernières années, il paraît impossible de leur imputer la persistance de la baisse. Les excédents n'ont jamais atteint le dixième de la production; leur consommation par conséquent a dû être relativement rapide. Or, une fois absorbés, comment auraient-ils pu agir sur les cours ?

Restent la panique des propriétaires et le resserrement du crédit des négociants.

Après avoir cédé leurs excédents à vil prix, en automne 1899, les propriétaires, loin de s'affoler, ont conservé l'espoir de vendre, au printemps, leur récolte à des prix rémunérateurs. Pendant l'hiver, l'arrêt des affaires a été presque complet. En mai et en juin, les récoltants, voyant approcher le moment des vendanges et ne recevant pas de demande de la part du commerce, se sont émus. Ils ont multiplié leurs offres et réduit leurs prétentions. Peut-on dire qu'à cette époque une certaine panique ait régné ? Peut-être. Mais, motivée par la rareté persistante des demandes, elle ne peut être rendue responsable de la baisse des prix.

C'est pour expliquer la rareté des demandes de la part

du commerce, qu'on a mis en avant le resserrement du crédit. Sans doute, les importants achats sur souche, faits à des prix élevés en juillet et en août 1899 ont éprouvé le commerce, et il est fort admissible que bien des négociants aient vu leur crédit se resserrer au fur et à mesure que leurs affaires devenaient plus difficiles; mais il est clair aussi, que, si la consommation avait eu réellement besoin de vin, le commerce aurait acheté pour faire face aux demandes immédiates de la clientèle et c'est ce qui ne s'est pas produit.

En somme, les excédents, la panique des propriétaires, le resserrement du crédit pourraient bien expliquer une baisse des prix momentanée, mais ils ne peuvent être les causes réelles d'une crise qui dure depuis deux ans, et ne semble pas près de prendre fin.

La véritable cause de la mévente est la surproduction. Les stocks disponibles ont considérablement augmenté dans ces deux dernières années tandis que la consommation est restée stationnaire. Il n'est donc pas étonnant qu'une baisse des prix en soit résultée et que les ventes soient devenues plus difficiles.

Nous allons examiner les différents faits économiques qui ont déterminé la rupture de l'équilibre entre les quantités de vins disponibles et les quantités nécessaires à la consommation. Nous rechercherons dans quelle mesure chacun d'eux est responsable de la situation actuelle du marché des vins.

I Production des vins dits factices. 1° Vins de raisins secs (1).

Avant l'apparition du *Phylloxera*, alors que le produit de la récolte des vins suffisait aux besoins de la consommation, nul ne songeait sérieusement à fabriquer avec des matières autres que le raisin frais des boissons destinées à imiter plus ou moins le vin de vendanges (2). Mais à partir de 1875, les récoltes de vin qui atteignaient auparavant une moyenne de 50 millions d'hectolitres, descendirent à 30 millions. La consommation se vit ainsi privée d'une vingtaine de millions d'hectolitres qu'il fallut dès lors demander à d'autres sources.

On songea immédiatement à fabriquer du vin avec les raisins secs, tirés en grande partie de la Grèce et de l'Asie Mineure. Ces raisins conservent les principes essentiels de la vendange ; la fabrication ne nécessite l'emploi d'aucune matière étrangère et consiste principalement à rendre aux raisins la partie aqueuse que la dessication leur a enlevée. On compta bientôt environ 150 fabriques et les importations de raisins secs qui, avant 1877, variaient entre 5 et 10 millions de kilogrammes prirent des pro-

(1) Cf. Léon Say, *Dictionnaire des finances*, Paris-Nancy, t. II, 1894, v. *Raisins secs*, p. 1019, ss.

(2) De 1852 à 1857, période pendant laquelle a sévi l'*Oïdium*, on fit bien quelques tentatives pour obtenir des vins de betteraves, d'oranges et autres substances, mais elles ne furent pas heureuses.

portions énormes, ainsi que le démontrent les chiffres suivants.

1878	.	.	.	30.000.000	de kilog.
1879	.	.	.	51.000.000	—
1880	.	.	.	78.000.000	—
1885	.	.	.	95.000.000	—
1887	.	.	.	98.000.000	—
1889	.	.	.	96.000.000	—
1890	.	.	.	106.000.000	—

La fabrication donna de 2 à 3 millions d'hectolitres par an. Voici, en effet, les quantités fabriquées jusqu'en 1890:

Années.	Hectolitres.
1864	1.500
1871	238.000
1884	1.619.000
1885	2.273.000
1886	2.820.000
1887	2.662.000
1888	2.227.000
1889	1.826.000

Le monde viticole s'émut bientôt des progrès que faisait en France la fabrication de ces vins. Une loi du 14 août 1889 obligea les expéditeurs à indiquer au consommateur, la véritable nature du produit livré par eux, en inscrivant sur les fûts ou récipients : « Vins de raisins secs. » Une autre loi du 26 juillet 1890 réglementa la

fabrication de ces vins et les frappa d'un droit spécial. Une nouvelle loi du 11 juillet 1891 vint compléter celle du 11 août 1889 et la loi du 11 janvier 1892, releva à 15 francs le droit de douane sur les raisins secs.

Toutes ces mesures n'eurent que peu d'effet; seule la loi de 1892 pouvait donner des résultats en élevant le prix de revient de l'hectolitre de vin de raisin sec. Quant aux peines qui menaçaient ceux qui livreraient des vins fabriqués comme vins naturels, elles ne pouvaient effrayer les fraudeurs, qui, mieux que personne, savaient l'impossibilité où l'on est de reconnaître si un vin est « naturel ou artificiel ».

En 1891, la fabrication donna : 1.704.000 hectolitres et en 1892 : 1.035.000.

En 1893, la production de nos vignobles s'éleva, grâce à des conditions climatiques exceptionnellement favorables à 50 millions d'hectolitres; il en résulta une baisse des prix considérable en 1894. Comme nous l'avons dit, on accusa les vins fabriqués d'encombrer le marché et les dispositions législatives prises contre eux furent reconnues insuffisantes. C'est alors, que la loi du 14 novembre 1894 vint relever de 15 à 40 francs par 100 kilogrammes au tarif maximum et à 25 francs au tarif minimum, le droit de douane sur les raisins secs. Enfin une dernière loi du 6 avril 1897 a soumis au régime de l'alcool, la fabrication, la circulation et la vente des vins de raisins secs ou autres vins artificiels.

Ce système législatif a produit les résultats qu'on en attendait. Il ne reste plus aujourd'hui qu'un très petit nombre de fabriques; les importations de raisins secs depuis 1894 ont considérablement diminué. Quant aux quantités fabriquées, voici les chiffres relevés par l'administration des contributions indirectes.

1895	458	milliers	d'hectolitres
1896	888	—	—
1897	451	—	—
1898	128	—	—
1899	108	—	—

Le chiffre des vins de raisins secs est actuellement tellement modeste qu'on ne peut redouter de ce chef aucune concurrence pour nos vins naturels.

2° *Vins dits de sucre* (1). — Les vins dits de sucre, ou encore vins de marc, ou vins de seconde cuvée, ont, au contraire, sérieusement contribué à la surproduction et à la mévente actuelle.

Dès le XVIII^e siècle, le sucrage des vendanges a été préconisé comme moyen de suppléer au défaut de maturité des raisins et de relever le degré alcoolique de la récolte. Les essais, à cette époque, ne réussirent pas. En 1845, le Congrès des vignerons, réuni à Dijon, condamna solennel-

(1) V. sur cette question, un article de M. G. Villain, dans le *Temps* du 19 déc. 1900,

lement la pratique du sucrage (1). Vers 1880, les ravages du *Phylloxera* firent renouveler les tentatives, qui cette fois furent couronnées de succès.

La loi du 29 juillet 1884 — qui a établi les bases de notre législation sur les sucres — est venue favoriser le sucrage des vendanges dans son art. 2, ainsi conçu : « Les droits sur les sucres bruts raffinés, de toute origine, employés au sucrage des vins, cidres et poirés, *avant la fermentation*, sont réduits à 20 francs les 100 kilogrammes de sucre raffiné (2). — Un règlement d'administration publique déterminera préalablement les mesures applicables à l'emploi de ces sucres (3) ».

L'article 2 de la loi accordait donc une détaxe, mais limitée aux sucres employés *avant la fermentation*, c'est-à-dire destinés à relever le degré alcoolique des vins de première cuvée, obtenus avec des raisins frais. Le règlement d'administration publique qu'il annonçait et qui a été mis en vigueur par le décret du 22 juillet 1885 a considérablement étendu la portée de la loi. Ce décret dans son article 1^{er} déclare formellement que le bénéfice de la détaxe s'applique aux viticulteurs qui emploient du sucre « soit pour relever le degré de la totalité ou d'une partie

(1) V. pour plus de détails, Léon Say, *Dict. des finances*, Paris-Nancy, t. II, 1894, v. *Sucres*, p. 1265.

(2) La loi du 5 août 1890, a porté le tarif à 24 francs par 100 kilog.

(3) Dès 1876, on avait demandé à diverses reprises, une modération de taxe pour les sucres destinés au sucrage, mais la loi du 19 juillet 1880 ayant accordé un dégrèvement général des sucres, la détaxe ne fut rendue nécessaire que lors du relèvement du tarif établi par la loi du 29 juillet 1884.

du vin provenant de leur récolte, *soit pour utiliser les marcs de leur vendange en faisant des vins de marc.* »

Pour faire saisir l'importance de l'altération, apportée au sens de la loi 1884 par le décret de 1885, il nous faut donner quelques explications. Dès avant le *Phylloxera*, certains vignerons versaient de l'eau sur leur marc, c'est-à-dire sur cette masse de peau, de pépins, de débris de pulpe et de rape qui reste dans le pressoir, quand on a exprimé tout le premier vin ; ils obtenaient ainsi une boisson un peu aigre, connue sous le nom de *piquette* et dont la force alcoolique ne dépasse pas généralement 4 à 5 degrés. Cette boisson ne pouvait s'écouler dans le commerce, mais servait à la consommation familiale du vigneron. En 1885, on pensa, en présence de l'insuffisance de la récolte, qu'il y aurait avantage à « corser » la composition de ces piquettes, en les obtenant non plus par simple lessivage des marcs, mais bien par une nouvelle fermentation que l'on produirait en ajoutant une certaine quantité de sucre industriel à l'eau versée sur le marc. Le sucre, en effet, se transformerait en alcool, le reste des matières viniques contenues dans le marc serait utilisé à nouveau. On obtiendrait ainsi un vin de sucre, ou de marc sucré presque semblable au premier vin, et que l'on céderait au commerce presque au même prix.

C'est cette fabrication des vins de sucre, ou de seconde cuvée qu'est venue faciliter le décret de 1885, en étendant la détaxe aux sucres qui y seraient employés et en mettant

à la disposition du viticulteur de grandes quantités de sucre à prix réduit.

Le règlement art. 6, du décret du 22 juillet 1885, accorde, pour relever le degré alcoolique des vins, 20 kilogrammes de sucre à taxe réduite par trois hectolitres de vendange et pour la fabrication des vins de marc, 50 kilogrammes pour la même quantité de vendange. Trois hectolitres de vendange représentent, comme on sait, deux hectolitres de vin. Le règlement accorde donc en définitive :

10 kilogrammes de sucre par hectolitre de vin pour relever le degré.

25 kilogrammes de sucre par hectolitre de vin de marc.

Sur ces bases, 1.000 kilogrammes de vendange représentant 7 hectolitres de vin naturel donnent droit à 70 kilogrammes de sucre pour relever le degré, 175 kilogrammes pour vin de seconde cuvée, total 245 kilogrammes.

Or, 245 kilogrammes de sucre donnent 144 degrés d'alcool, ou l'équivalent de 18 hectolitres de vin à 8 degrés. En résumé, le viticulteur qui emploie toute la quantité de sucre mise à sa disposition avec réduction de taxe, à la fabrication des vins de seconde cuvée, obtient avec 1.000 kilogrammes de vendange : 1° 7 hectolitres de vin naturel ; 2° 18 hectolitres de vin fabriqué à 8 degrés ; soit au total 25 hectolitres. Il triple ainsi sa production.

C'est là, sans doute, le secret de la production canadienne de certains vignobles. Nous connaissons des propriétaires qui emploient des milliers de kilogrammes de sucre et vendent des milliers d'hectolitres de vin de seconde cuvée.

On reconnut, bien vite, que la réduction de taxe accordée aux sucres employés au sucrage des vendanges ne servait qu'à encourager la fabrication d'énormes quantités de vins artificiels, qui sous le nom de vin naturel, venaient concurrencer les produits loyaux de la vigne. Une loi du 14 août 1889, essaya de remédier à ces abus. Elle obligea le marchand en gros et en détail à faire savoir, au moyen d'une étiquette, placée sur l'« engin » que le vin mis en vente par lui était du vin de sucre. Cette loi ne produisit aucun effet.

Les chiffres suivants le prouvent suffisamment :

Années	Production de vin de seconde cuvée
1887	1.885.000
1888	1.828.000
1889	1.103.000
1890	1.886.000
1891	1.774.000

Ainsi les marchands continuaient à vendre des vins de sucre comme vin naturel et les producteurs à sucrer leur marc. Le Parlement crut remédier à cet état de chose en prenant une mesure, en apparence, radicale.

Une loi du 6 avril 1897, dont le but était de réduire la fabrication des vins de seconde cuvée aux besoins de la consommation familiale, vint interdire dans son article 3 : « La fabrication et la circulation des vins de sucre *en vue de la vente*. » Pas plus que la loi de 1889, la loi de 1897 ne pouvait avoir de résultat et cela parce qu'il n'existe pas de procédé chimique exact pour reconnaître un vin artificiel intelligemment fabriqué, d'un vin naturel.

D'après la direction des contributions indirectes, les quantités de sucres mises en œuvre en 1898 ont été de 36.483.128 kilogrammes. En 1899, le sucrage des vendanges à prix réduit a absorbé un total de 39.077.290 kilogrammes. Jamais depuis la première application de la loi de 1885, pareil chiffre n'avait été atteint. L'augmentation, en 1899, porte principalement sur les sucres employés en deuxième cuvée. Rien ne montre mieux l'impuissance absolue de la loi du 6 avril 1897, qui au lieu d'avoir réduit la production des vins de marcs sucrés aux besoins de la consommation familiale du producteur semble avoir été un stimulant à la fabrication en vue de la vente.

Des 39.077.290 kilogrammes de sucre employés avec réduction de taxe pour les vendanges 1899 :

12.383.641 kilogrammes auraient été employés à relever 2.458.945 hectolitres de vin de 3 degrés ;

26.693.649 kilogrammes auraient servi à fabriquer 1.873.988 hectolitres de vin de seconde cuvée à 8°,4.

Le chiffre total du sucre employé avec réduction de taxe n'est pas discutable ; il a comme garantie les droits perçus à raison de 24 francs par 100 kilogrammes. Mais les évaluations émises par la direction des contributions indirectes sur les quantités employées pour relever un certain nombre d'hectolitres d'un certain nombre de degrés, ou pour fabriquer un certain nombre d'hectolitres de vin de deuxième cuvée, sont purement fantaisistes. Des quantités déclarées pour relever le degré, près de la moitié servent à la fabrication des vins de marc. En réalité, ce sont au moins deux millions d'hectolitres de vins de seconde cuvée, qui ont été fabriqués et qui sont venus peser sur le marché en 1899.

3^e Le « *mouillage* ». — Le mouillage se produit avec des vins très corsés, remontés à 12 degrés d'alcool, le plus souvent au moyen de glucoses, et que par addition d'eau on ramène à 8 ou 9 degrés ! Parfois le mélange se complique de matières colorantes et d'acides sulfurique, nitrique, chlorhydrique, salicylique, etc. La fabrication de ces vins — qui n'ont du produit de la vigne, pour ainsi dire que, le nom, — tombe sous le coup de la loi du 11 juillet 1891 et est ainsi passible des peines applicables à la falsification des denrées alimentaires. Mais la fraude se dissimule et il faut reconnaître l'impuissance où l'on est de l'atteindre.

Le mouilleur gagne et sur la marchandise, et sur l'octroi et les droits. Ses bénéfices étant considérables et les gens

malhonnêtes, disposés à frauder, nombreux, on en a conclu que le nombre des hectolitres de vin mouillé livrés dans les grandes villes à la consommation, devait être important. Mais ces vins échappent tout autant à la statistique qu'à la répression, et on n'a jamais pu donner un chiffre précis.

Cependant on a fait valoir que dans les grandes villes de France la consommation a diminué, qu'elle ne représente plus par tête d'habitant la même proportion que celle observée dans la période antiphyllloxérique. Le fait est surtout sensible à Paris et à Lyon. La consommation moyenne à Paris est de 190 litres par tête et par an alors qu'elle a été d'environ 220 litres dans la période de 1875-1879. A Lyon, la moyenne est tombée de 240 à 185 litres ! Dans les autres villes, la différence est moins sensible. Cet écart serait la moyenne du mouillage. (1) Si l'on accepte cette base d'évaluation, le mouillage représente un million d'hectolitres pour Paris et un autre million pour les grandes villes. Si nous ajoutons ces 2 millions aux 2 millions provenant des vins de sucre, nous nous rendons compte que la production des vins dits « factices » n'a pas été sans contribuer à la baisse des prix, dans ces dernières années.

II *Importation*. — Il s'agit, ici, de savoir si la concurrence étrangère est responsable de la baisse actuelle et

(1) V. article de M. Villain paru dans le *Temps*, 29 déc. 1900.

si la difficulté que présente la vente des vins « ordinaires » doit lui être attribuée.

Il y a 40 ans, les importations des vins en France étaient insignifiantes ; elles se chiffraient, à peine, par quelques milliers d'hectolitres. De 1867 à 1876, le montant des importations a été seulement, de 365.000 hectolitres.

Dès 1878, pour combler le déficit de la production nationale, les négociants français ont dû s'adresser à l'étranger, ils ont demandé à l'Italie et à l'Espagne, l'appoint des vins nécessaires à notre consommation. Les importations prirent alors un grand essor. Voici leur marche progressive jusqu'en 1891. (1)

Années.	Hectolitres.	Années.	Hectolitres.
—	—	—	—
1877	645.000	1887	12.282.000
1878	1.603.000	1888	12 064.000
1880	7.225.000	1889	10.430.000
1885	8.184.000	1890	10.830.000
1886	11.042.000	1891	12.280.000

En 1891, les vignobles reconstitués et agés de 3 à 4 ans étaient déjà très importants. Il fallait donc s'attendre à un développement notable et chaque année plus rapide de la production. L'importation des vins étrangers n'allait-elle pas provoquer une baisse des prix, au moment où l'accroissement de la production intérieure faisait prévoir une diminution des cours dont l'élévation jusqu'alors se justifiait par le déficit énorme des récoltes ? Les viticul-

(1) *Bulletin de statistique*, 1889, t. II, p. 538.

teurs le craignirent ; en gens avisés, ils demandèrent et obtinrent l'établissement de droits protecteurs, destinés à limiter la concurrence étrangère. La mise en vigueur, en 1892, d'un nouveau tarif douanier vint restreindre les envois de l'étranger :

1892 . . .	9.400.000 hect.	1896 . . .	8.814.000 hect.
1899 . . .	5.895.008 —	1897 . . .	7.531.000 —
1894 . . .	4.496.000 —	1898 . . .	8.603.000 —
1895 . . .	6.333.000 —	1899 . . .	8.465.000 —

Nous voyons, d'après ce tableau, qu'après être tombées, en 1894, à 4 millions d'hectolitres, les importations se sont bientôt relevées et oscillent aujourd'hui autour du chiffre de 8 millions d'hectolitres. L'importance actuelle des importations ne tient cependant pas à l'inefficacité des droits protecteurs ; elle provient de ce que les vins d'Algérie, affranchis de tout droit de douane, sont venus prendre la place des vins d'Espagne et d'Italie, au fur et à mesure que l'importation de ceux-ci diminuait.

Il convient donc, actuellement, de distinguer d'une part, la concurrence des vins étrangers et de l'autre, la concurrence des vins algériens. Tandis que la première, bridée par les droits protecteurs, perd chaque jour du terrain, la seconde, au contraire, prend depuis quelques années un développement singulièrement inquiétant.

Le jeune vignoble algérien a été atteint par le Phylloxera vers 1883, à l'époque même de sa création. Fort heureusement, le gouvernement dès les premières atteintes du mal, à Tlemcen, Mascara, Sidi-bel-Abbès, Oran,

Philippeville, prit l'initiative de mesures énergiques dites « d'extinction ». Une législation spéciale fut édictée à cet effet et l'on parvint à sauver le vignoble en formation (1). Depuis, il s'est étendu très rapidement; voici les superficies qu'il a couvertes successivement :

1850. . . .	792 hectares		1889. . . .	100.000 hectares
1878. . . .	17.614 —		1893. . . .	110.000 —
1886. . . .	79.000 —		1899. . . .	140.000 —

Cette propagation de la vigne en Algérie tient à deux causes principales :

1° La vigne n'a guère à redouter dans notre colonie « que l'influence du sirocco et seulement lorsqu'il souffle au moment où les raisins commencent à mûrir, influence qui n'est généralement pas comparable à celle des gelées printanières, qui causent en France de véritables désastres (2). » La viticulture y'est donc favorisée par le climat.

2° Le gouvernement a assuré aux vins d'Algérie le libre accès du marché métropolitain; ils ne paient donc aucun droit d'entrée en France.

Le développement de la viticulture en Algérie et le libre accès de notre marché accordé à ses produits

(1) V. Loi du 31 mars 1883, ordonnant la destruction des vignes atteintes par le *Phylloxera*; Loi du 25 juillet 1888, organisant des syndicats en Algérie pour la défense contre le *Phylloxera*. Ces deux lois ont été complétées par la loi du 23 mars 1890. — V. encore le 3 août 1899.

(2) Léon Say, *Dict. des finances*, t. II, 1894, v. *Vins*, p. 1525.

expliquent la progression ascendante des importations des vins algériens en France.

Voici leur mouvement depuis 1877 :

Années.	Hectolitres.	Années	Hectolitres.
—	—	—	—
1877	2.000	1890	1.959.000
1879	5.000	1891	1 759.000
1880	17.000	1892	2.821.000
1883	83.000	1893	1.897.000
1884	190.000	1894	1.994.000
1885	324.000	1895	2.892.000
1886	490.000	1896	3.125.000
1887	760.000	1897	3.205.000
1888	1.220.000	1898	3.901.000
1889	1.580.000	1899	4.648.000

Si on rapproche ce tableau des importations algériennes de celui des importations totales, que nous avons donné plus haut, on constate que les vins algériens, figurent depuis quelques années pour plus de la moitié, parmi les importations « étrangères ».

En 1899, notamment, le total des importations a été de 8.463.000 hectolitres ; si on en déduit les 4.648.000 hectolitres des vins algériens, on voit que les importations des vins étrangers sont tombées à environ 3.000.000 et demi d'hectolitres.

La concurrence étrangère n'est donc plus redoutable, les viticulteurs, eux-mêmes, ne songent pas aujourd'hui à lui attribuer la crise dont ils souffrent.

Quant à la concurrence algérienne, la conclusion ne peut être la même. Le développement viticole de notre colonie africaine n'est pas un fait insignifiant. Si déjà en

1899, ses envois n'ont pas été sans influence sur les cours, que sera-ce dans quelques années, lorsque toutes les jeunes plantations seront en état de produire ?

Enfin, à côté de l'Algérie, il faut mentionner la Tunisie. Depuis 1882, cette dernière trouve dans la culture de la vigne, l'un des principaux éléments de sa colonisation. Elle peut actuellement nous envoyer de 60 à 90 mille hectolitres par an. Ses expéditions seront probablement plus considérables dans quelques années. Un décret du 29 juin 1900, fixe à 185.000 hectolitres, la quantité de vins, de raisins frais, d'origine et de provenance tunisienne, qui pourra être admise en France, du 1^{er} juillet 1900 au 30 juin 1901, dans les conditions de la loi du 19 juillet 1890 (1).

III. *Marche ascendante de la production et état relativement stationnaire de la consommation.* — Nous avons déjà parlé de la véritable « furia » de plantation qui, depuis quinze ans, a régné des bords de la Méditerranée à la Loire et des Pyrénées aux Alpes. Presque partout les anciens vignobles ont été remplacés par de nouveaux, plus féconds encore. L'évolution viticole vers les gros rendements, dont nous avons constaté la naissance dans la

(1) La loi du 19 juillet 1890 a modifié le tarif général des douanes en faveur de certains produits tunisiens. D'après l'art. 2 de cette loi, les vins de Tunisie paient à leur entrée en France, un droit de 0 fr. 60 par hectolitre, si leur titre alcoolique ne dépasse pas 11°,9; ceux dont le titre est supérieur paient une taxe supplémentaire de 0 fr. 70 par degré.

— L'art. 5 décide que, chaque année, la quantité de produits tunisiens admise ainsi en France, sous un tarif de faveur, sera fixée par décret.

période qui suivit l'Oïdium, s'est en effet prodigieusement accentuée depuis le Phylloxera. Tandis qu'il y a 50 ans, la vigne était la culture des terres pauvres, aujourd'hui elle couvre les terres d'alluvion les plus profondes et les plus riches ; les cépages employés sont les plus fertiles : tel l'Aramon à gros grains que l'Hérault seul, jadis, avait adopté ; et, pour accroître encore le rendement des ceps, on a innové depuis une quinzaine d'années les engrais chimiques et les irrigations qui dans le Midi poussent au développement excessif des grappes de raisin.

De tels efforts devaient avoir pour conséquence un accroissement, aussi rapide que considérable, de la production (1). Tombée en 1889 à 23 millions d'hectolitres, elle atteignait 50 millions d'hectolitres en 1893. Alors

(1) Voici le tableau de la Production depuis 1864.

1 ^{re} Période Anti-Phylloxérique.		2 ^{de} Période du Phylloxera.		3 ^{de} Période de la Reconstitution des Vignobles.	
Années	Production	Années	Production	Années	Production
1864 . . .	50.653.000	1876 . . .	42.847.000	1888 . . .	30.102.000
1865 . . .	68.924.000	1877 . . .	56.405.000	1889 . . .	23.224.000
1866 . . .	63.917.000	1878 . . .	48.721.000	1890 . . .	27.416.000
1867 . . .	38.869.000	1879 . . .	25.770.000	1891 . . .	30.140.000
1868 . . .	50.109.000	1880 . . .	29.677.000	1892 . . .	29.082.000
1869 . . .	71.375.000	1881 . . .	34.139.000	1893 . . .	50.070.000
1870 . . .	53.537.000	1882 . . .	30.886.000	1894 . . .	39.053.000
1871 . . .	57.084.000	1883 . . .	36.029.000	1895 . . .	26.688.000
1872 . . .	50.528.000	1884 . . .	34.781.000	1896 . . .	44.656.000
1873 . . .	35.769.000	1885 . . .	28.536.000	1897 . . .	32.351.800
1874 . . .	64.146.000	1886 . . .	25.063.000	1898 . . .	32.282.000
1875 . . .	83.632.000	1887 . . .	24.333.000	1899 . . .	47.908.000
				1900 . . .	67.352.000

exceptionnelle, cette production ne pouvait tarder à devenir normale, car beaucoup de vignobles reconstitués n'étaient pas encore en âge de produire et l'on plantait toujours. En 1897 et 1898 des affections d'ordre météorique maintinrent la récolte à 32 millions d'hectolitres, mais les gelées printanières ayant épargné depuis lors nos souches, la production s'est élevée brusquement à 48 millions d'hectolitres en 1899 et à 67 millions d'hectolitres en 1900.

Et encore ces chiffres ne représentent pas la totalité de notre production dans ces dernières années. Ne considérons-nous pas l'Algérie comme le prolongement de la France au-delà de la Méditerranée ? N'accordons-nous pas aux vins algériens le libre accès de notre marché ? Il convient donc de majorer le chiffre de notre récolte du montant des importations de notre colonie africaine. Nous obtenons ainsi 35 millions d'hectolitres en 1898, 53 millions en 1899 et 70 millions pour 1900.

La production a donc fait un bond de 18 millions d'hectolitres en 1899 et un nouveau bond de 17 millions d'hectolitres en 1900 : soit une augmentation de 35 millions d'hectolitres en deux ans. Cet accroissement brusque des quantités disponibles explique suffisamment la crise actuelle du marché des vins. Déjà en 1893, une récolte de 50 millions d'hectolitres avait provoqué une baisse énorme des cours, les récoltes supérieures de ces deux dernières années ne pouvaient que produire le même effet. La rareté relative du vin justifiait jusqu'ici les prix élevés

dont bénéficiait la viticulture; l'abondance revenue, les hauts prix devaient disparaître.

Mais, dira-t-on peut-être, dans la période anti-phyloxérique des récoltes de 60 et 70 millions d'hectolitres s'écoulaient assez aisément; il faut, pour que la crise ait éclaté en 1899, que notre consommation se soit considérablement restreinte. On serait, en effet, tenté de penser que notre consommation est en décroissance. Tout semble indiquer que l'on boit moins de vin qu'autrefois.

Jadis l'ouvrier, au cabaret, se faisait servir un litre de vin, aujourd'hui les absinthes et les petits verres d'eau-de-vie seuls se succèdent sur les tables des débits. Autrefois, tout le monde considérait le vin comme une boisson saine et fortifiante, on le recommandait aux malades et aux vieillards, actuellement la médecine et la mode après avoir proscrit le vin rouge, s'en prennent au vin en général. Dans les classes aisées on boit beaucoup de thé, voire même de l'eau pure. La bière, le cidre ont aussi vu augmenter leur clientèle. Le vin n'est donc plus l'unique boisson nationale. Or, comme notre population s'obstine à ne pas dépasser le chiffre de 38 millions, et que par conséquent le nombre des buveurs n'a pas augmenté, on ne voit pas comment auraient pu être compensées les causes déprimantes que nous venons d'exposer.

Cependant, d'après les statistiques officielles notre consommation intérieure loin de diminuer serait en légère progression. Il est vrai, que l'on ne peut que présumer la consommation totale des vins en France; les quantités

absorbées en franchise par les récoltants — et elles sont importantes — échappent à une évaluation précise. Il est cependant possible de se faire une idée de la marche de la consommation d'après les quantités qui acquittent annuellement des taxes indirectes (1). Or, d'après l'administration des contributions indirectes les quantités qui auraient acquitté des droits auraient été en moyenne de 31.467.000 hectolitres dans les années comprises dans la période 1890-99 alors qu'elles n'auraient atteint que 28.884.000 hectolitres dans la période antiphyllloxérique de 1872-78. Ces statistiques ont pour base des droits perçus, elles doivent donc être acceptées sans trop de réserves. Ainsi la consommation des vins en France est plus importante qu'elle ne l'a jamais été. Et encore ces chiffres ne représentent qu'une moyenne. Si l'on examine les relevés de chaque année, on voit que la quantité des vins soumis aux taxes était inférieure à 28 millions dans les années 1890 et 1891, qu'elle atteint 30 millions en 1893, 34 millions deux ans après et qu'elle n'a pas été moindre de 35 millions d'hectolitres en 1899. Il semble difficile,

(1) Voici le relevé du nombre d'hectolitres ayant acquitté des droits dans la période anti-phyllloxérique 1872-78 et dans ces dernières années de 1891-99.

Années	hectolitres	Années	hectolitres
1872.	27.593.000	1891.	28.000.000
1873.	27.277.000	1893.	30.000.000
1874.	23.415.000	1895.	34.142.000
1875.	29.425.000	1896.	33.293.000
1876.	32.070.000	1898.	34.960.000
1877.	29.904.000	1899.	35.290.000
1878.	28.746.000		

qu'on puisse, dans ces conditions, dire que la mévente résulterait d'une réduction dans la consommation.

Si notre consommation n'a pas diminué, objectera-t-on, c'est donc qu'elle est en grande partie satisfaite par les vins artificiels et par les importations étrangères ?

Nous avons déjà vu que la fabrication des pseudo-vins avait atteint 4 millions d'hectolitres dans ces deux dernières années, et que les vins étrangers introduits en France, s'étaient élevés au chiffre de 3 millions d'hectolitres. Evidemment ces 7 millions d'hectolitres n'ont pas facilité l'écoulement des vins récoltés chez nous. Il ne faudrait cependant pas s'exagérer leur influence. Si il y a deux ans, ils ont pu influencer sur les cours, l'année dernière avec une nouvelle augmentation de 17 millions d'hectolitres dans la production vinicole, leur disparition — se fut-elle produite — aurait passé inaperçue. La vérité, c'est qu'il y a 30 ans, on brûlait plus de vin qu'à notre époque, parce que le coût de production de l'hectolitre d'alcool était près de deux fois inférieur à celui d'aujourd'hui et que le prix de vente versé entre les mains du récoltant était le double. De nos jours, la concurrence des alcools à vil prix (de betterave, de grain ou de bois) rend désastreuse pour le viticulteur la distillation de sa récolte.

Enfin les prix auxquels se vendaient les vins, avant 1878, n'étaient pas élevés. Les vins de plaine du Bas-Languedoc, se cédaient à 7 ou 8 francs et les vins de coteau à 12 ou 13 francs. Si à cette époque le producteur pouvait se contenter de tels prix, c'est que le prix de revient était deux

fois moindre qu'il ne l'est aujourd'hui. Pour nous, il est naturel que deux récoltes, dont la moyenne dépasse 60 millions d'hectolitres, aient fait reparaître ces anciens cours.

Pour que les prix rémunérateurs se fussent maintenus, il eut fallu que notre consommation au lieu d'augmenter de 5 à 6 millions d'hectolitres seulement, eut suivi une marche proportionnellement progressive à celle de la production.

Deux causes ont nui au développement de la consommation du vin en France et sont partant dans une certaine mesure responsables de la crise actuelle :

1° La concurrence des cidres, bières et spiritueux ;

2° Le poids des taxes perçues au profit de l'État et des communes.

IV. *Concurrence des cidres, bières et spiritueux.* — La production du cidre a fait de grands progrès, en France, depuis une vingtaine d'années. Il suffit, pour s'en rendre compte, de parcourir les statistiques publiées chaque année par le ministère des finances. Voici quelle a été la production annuelle depuis 1891.

1891	9.280.000	1896	8.074.000
1892	15.141.000	1897	6.789.000
1893	31.609.000	1898	10.637.000
1894	15.541.000	1899	20.836.000
1895	25.587.000		

La moyenne de la production pendant cette période est d'environ 14 millions d'hectolitres par an. Elle est en voie de progression, car de 1871 à 1880 elle était de 9 millions et de 1881 à 1890 de 12 millions. L'augmentation est donc très marquée. Il ne faudrait pas cependant exagérer l'importance de la concurrence faite au vin par cette boisson, car la concurrence n'a pas pris le même développement que la production. La consommation du cidre est en effet localisée ; on en boit surtout en Normandie, en Bretagne et en Picardie. Indépendamment de cette consommation locale et traditionnelle, on ne boit pas plus de 4 millions d'hectolitres soumis aux droits, chiffre qui ne dépasse pas de beaucoup celui donné par les statistiques avant 1875.

Quant à la concurrence de la bière, elle n'a pas non plus l'importance que l'on croit généralement. Sa production n'a guère progressé ; de 1880 à 1890 elle était en moyenne de 8.200.000 hectolitres par an, de 1890 à 1900, elle a atteint 8.800.000 hectolitres. D'autre part, les importations ne dépassent pas 150.000 hectolitres et encore faut-il déduire 50.000 hectolitres pour les exportations. Voici d'ailleurs les quantités imposées :

Années	Hectolitres	Années	Hectolitres
1864	7.212.010	1881	8.624.000
1870	6.764.011	1890	8.490.000
1876	8 620.000	1896	8.991.000

Ainsi nous ne croyons pas que le développement de la consommation du vin ait été sérieusement limité par la concurrence du cidre et de la bière. En revanche, le vin a trouvé un concurrent terrible dans les spiritueux. Tout le monde connaît le développement de plus en plus rapide qu'a pris la consommation de l'alcool pendant ces vingt-cinq dernières années, et cela malgré l'énorme surélévation de l'impôt sur l'alcool. Les statistiques officielles sont édifiantes à cet égard. Voici d'abord les chiffres indiquant la production annuelle.

1865	1.540.000	1893	2.476.000
1875	1.848.000	1898	2.336.000
1881	1.821.000	1899	2.508.000
1890	2.214.000		

Si l'on passe à la consommation, on constate que la quantité moyenne absorbée par habitant était de 1 litre 46 par an en 1850 ; qu'à partir de cette époque, il y a eu une progression constante, si bien que la consommation moyenne par habitant s'est élevée à 4 litres 35 en 1890, et a atteint en 1898, 4 litres 70 et en 1899, 4 litres 59.

Ce développement de la consommation de l'alcool est lamentable. M. Claude (des Vosges) a montré « toute la gravité et toute l'étendue des ravages matériels et moraux qu'exerce l'alcoolisme, la profondeur de l'atteinte qu'il a déjà portée dans certaines parties de notre population à l'individu, à la famille, à l'espèce. L'alcool est le facteur principal du paupérisme, des crimes, de la folie et de

toutes les dégradations humaines. » En tous cas, la conséquence immédiate de l'alcoolisme est que notre population laborieuse perd peu à peu l'habitude de boire du vin. Écoutons plutôt M. Charles Gide (1). « D'ailleurs l'homme qui a pris l'habitude de boire de l'alcool se dégoute généralement du vin. La preuve, c'est que les départements où l'on boit le plus d'alcool sont précisément ceux où l'on boit le moins de vin et inversement. Or, songez que la quantité d'alcool que l'on boit en France augmente tous les jours, elle atteint presque le chiffre effrayant de 2 millions d'hectolitres. Je n'exagère certainement pas en disant que ces 2 millions d'hectolitres d'alcool consommés représentent une consommation supprimée de 20 millions d'hectolitres de vin (1). »

V^e Élévation des taxes perçues sur les vins, soit au profit de l'État, soit au profit des communes.

(A) Occupons-nous tout d'abord de l'impôt que prélevait l'État sur les vins, jusqu'à cette année-ci.

Les vins étaient frappés de trois sortes de droits : droit de circulation, droit de détail et droit d'entrée.

Le *droit de circulation* est dû, en principe, à l'occasion de tout déplacement du liquide. Autrefois ce droit variait, quant au tarif, selon les départements, lesquels avaient été divisés d'abord en quatre classes, puis à partir de 1881,

(1) V. *Revue d'Économie Politique*, mars 1901, p. 222.

en trois classes. En établissant cette division des départements en classes, on avait voulu arriver à une sorte de justice distributive; le droit, en effet, était fixé pour chaque classe proportionnellement à la valeur moyenne des vins dans l'ensemble des départements qui la composaient. Il s'abaissait dans les régions où la valeur du vin est faible, il haussait dans les autres. Cet essai de proportionnalité était, à vrai dire, singulièrement grossier et incomplet, « car dans un même département, la valeur des vins varie fort ordinairement du simple au triple ou au quadruple, souvent du simple au décuple, parfois du simple au centuple. (1) » Avant 1870, le droit était fixé pour la 1^{re} classe à 0 fr. 60 par hectolitre; pour la 2^e classe à 0 fr. 80; pour la 3^e classe à 1 franc; pour la 4^e classe à 1 fr. 20. Il fut doublé après la guerre, ce qui le portait avec les décimes à 1 fr. 50, 2 francs et 2 fr. 50 et 3 francs suivant les classes. Enfin la loi du 19 juillet 1880 l'avait ramené à 1 franc, 1 fr. 50 et 2 francs pour les trois classes qui succédaient aux quatres d'autrefois : « Si l'on admet, dit M. Paul Leroy-Beaulieu que les prix extrêmes du vin sont en France de 10 et de 500 francs par hectolitre (ces deux termes étaient parfois dépassés avant le *Phylloxera*, le premier en moins, le second en plus), on voit que la proportion du droit de circulation *variait* de 10 0/0 environ à 1/4 0/0 ». Le droit de circulation était, on le voit, modéré; le *droit de détail*, au contraire,

(1) Paul Leroy-Beaulieu, *Traité de la science des finances*, 8^e édition, 1899, t. I^{er}, p. 738.

était exorbitant. Ainsi que son nom l'indique, ce droit était perçu sur le débitant au détail, c'est-à-dire sur celui qui vendait soit à consommer sur place, soit à l'enlèvement par cercles ou paniers contenant moins de 25 litres. Le droit de détail remplaçait les droits de circulation et d'entrée qui ne s'appliquaient qu'au marchand en gros.

Le taux du droit de détail a varié selon les époques. De 1852 à 1881, il était de 18 0/0, décimes compris; à partir du 1^{er} janvier 1881, il avait été réduit à 12 fr. 50 0/0 décimes compris, par la loi du 29 juillet 1880. C'était le seul des impôts sur les boissons qui fut *ad valorem*, calculé sur la valeur vénale du liquide. Malgré cela, c'était certainement le plus critiquable de tous. D'une part son taux était très élevé, si l'on songe qu'il frappait surtout les consommateurs les moins aisés; d'autre part il était très difficile à percevoir. Pour appliquer les tarifs, il fallait que la Régie connût les quantités vendues et la valeur vénale du liquide. Les prix de vente étaient constatés au moyen de l'obligation imposée aux débitants de les afficher aux endroits les plus apparents de leur boutique. Quant aux quantités vendues, pour en savoir le chiffre, on notait les entrées et les manquants. Les expéditions qui accompagnaient les chargements indiquaient les quantités introduites chez le débitant, mais pour connaître les quantités vendues, on était obligé de recourir à l'*exercice*, c'est-à-dire aux visites domiciliaires. L'exercice, qui nécessite un personnel très nombreux, était la plus condamnable et la plus vexatoire des prescriptions de la loi de 1816, celle

qui est la plus contraire à nos idées sur la liberté individuelle et l'inviolabilité du domicile. Aussi la loi favorisait-elle, pour la perception des droits, l'*abonnement* c'est-à-dire le remplacement des droits de détail par le paiement d'une certaine somme.

L'abonnement était individuel ou collectif. *Individuel* quand il intervenait entre la Régie et un débitant; le prix de l'abonnement était alors soit une somme fixe, soit un tant par hectolitre de liquide entrant dans la consommation. Dans ce cas, il portait alors uniquement sur le prix de vente; il n'affranchissait donc le débitant que des formalités relatives à la constatation de ce prix, l'exercice subsistant pour les quantités vendues.

L'abonnement était *collectif*, quand la Régie traitait soit avec une commune (abonnement général par commune) pour le remplacement des droits de détail et de circulation dans la commune, soit avec la corporation des débitants pour le remplacement du droit de détail.

Le troisième droit qui frappait les vins était *le droit d'entrée* établi à l'entrée des villes de plus de 4.000 (1) habitants. Le tarif, souvent remanié, comprenait, depuis la loi du 29 juillet 1880, 21 échelons, car il variait avec le département et la population de la localité; il oscillait entre 0 fr. 40 et 3 francs par hectolitre de vin. Les chargements qui traversaient simplement la commune ne

(1) Cette taxe était établie au profit du Trésor, il ne faut pas la confondre avec les droits d'octroi.

devaient pas le droit ; il était alors nécessaire de se munir d'un *passé-debout*, pour le cas où le chargement ne faisait que passer, ou d'un *transit* pour celui où il devait séjourner plus de vingt-quatre heures. Quand le droit était dû, le paiement s'en faisait normalement à l'entrée, au moment de la déclaration ; cependant la faculté d'entrepôt, soit réel, soit fictif (2) était accordée aux marchands en gros, et même, par tolérance, aux débitants et aux particuliers. Le droit d'entrée n'était alors acquitté qu'au fur et à mesure de la consommation.

Observation générale : Villes rédimées. — Dans les villes soumises aux droits d'entrée, les conseils municipaux pouvaient demander le remplacement des droits d'entrée et de détail par une *taxe unique* (L. 21 avril 1832, art. 35, modifiée par art. 18, l. 25 juin 1841).

Cette taxe unique était payable à l'introduction dans le lieu sujet, ou à la sortie des entrepôts intérieurs. Depuis 1875, elle était devenue obligatoire dans les agglomérations de 10.000 âmes et au-dessus (L. 9 juin 1875). Dans toutes ces villes, dites *rédimées*, il n'y avait donc que deux droits : taxe unique et droit de circulation.

Régime spécial des villes de Paris et de Lyon. — Les villes de Paris et de Lyon étaient, à raison de leur énorme popu-

(2) L'entrepôt est *réel* quand les liquides sont déposés dans les locaux appartenant à la Régie, et *fictif* quand le propriétaire est autorisé à les conserver chez lui, sous le contrôle (exercice) de l'administration.

lation, placées sous un régime exceptionnel en ce qui concerne l'impôt sur les boissons. Comme il eût été impossible de surveiller efficacement le mouvement des boissons à l'intérieur de ces vastes cités, les droits étaient concentrés à l'entrée de ces villes ; le mouvement des vins dans l'intérieur de Paris et de Lyon était donc complètement libre. En vertu de la loi du 22 avril 1832, *une taxe unique de remplacement* tenait lieu des droits de circulation, d'entrée et de détail.

A Paris, le taux de cette taxe était en 1860, de 8 francs par hectolitre. En 1871, il fut porté à 11 fr. 875 par hectolitre pour les vins en cercles et 20 francs pour les vins en bouteilles. La loi du 29 juillet 1880 le réduisit à 8 fr. 25, sans distinction entre les vins en bouteilles et les vins en futaillles.

La taxe de remplacement était un peu moins élevée à Lyon ; son taux y avait été fixé en dernier lieu à 7 fr. 13 par hectolitre.

Telles étaient les différentes taxes perçues au profit du Trésor, sur les vins, avant la loi du 29 décembre 1900 (1). Grâce à un tel régime fiscal, l'État encaissait chaque année des sommes énormes, au grand détriment de la viticulture française et du bien-être général du pays. Le vin était, disait-on à bon droit, la bête de somme du budget ; le montant des taxes annuellement perçu par l'État s'éle-

(1) Nous étudierons la réforme du Régime des boissons dans notre deuxième partie.

vait au chiffre respectable de 136 millions depuis plusieurs années.

B. Jusqu'à cette année-ci (1), à coté de l'État, les communes prélevaient sur les vins des taxes énormes, sous forme de droits d'octroi. Ces droits d'octroi ont augmenté d'une façon sensible depuis une cinquantaine d'années. En 1850, ils s'élevaient à peine à 26 millions de francs, passaient en 1871 à 48 millions et depuis 1875 oscillent entre 75 et 80 millions.

Dans ces chiffres le produit de l'octroi de Paris figure pour plus de la moitié. Ainsi en 1896, d'après le *Bulletin de statistique* (mai 1898), le rendement de l'octroi sur le vin à Paris a atteint 51.082.484 francs; ce qui représente une taxe moyenne de 21 fr. 54 par habitant. Dans les autres communes le chiffre du rendement de l'octroi sur les vins s'élève seulement à 29.926.804 francs, soit une taxe moyenne de 2 fr. 84 par habitant.

Aussi, dans notre capitale, les droits d'octroi sur les vins joints aux autres droits perçus pour le compte de l'État montaient en 1896 à la somme de 18 fr. 87 par hectolitre, dont 8 fr. 25 pour l'État et 10 fr. 62 pour la ville. Ces droits dépassent du double la valeur vénale des vins communs, au lieu de production. Un pareil régime ne pouvait durer, il était un obstacle au développement de la consommation populaire.

(1) Nous étudierons dans notre deuxième partie la réforme de l'octroi sur les boissons hygiéniques, réalisée par la loi du 29 décembre 1897, mais dont l'application a été prorogée jusqu'en 1901.

VI. *Resserrement des débouchés extérieurs.* — La décroissance de notre exportation est encore une cause de la difficulté qu'éprouvent aujourd'hui les viticulteurs à écouler leur récolte.

Les exportations étaient d'environ 2 millions d'hectolitres avant 1864. Elles ont augmenté jusqu'en 1871, époque à laquelle leur chiffre a dépassé 3 millions pour atteindre son maximum (3 millions et 800 mille hectolitres) en 1873. A partir de ce moment les exportations ont diminué successivement : en 1878 elles sont tombées à 2.795 mille hectolitres et depuis 1892 elles ont toujours été inférieures à 2 millions, n'atteignant que 1.636 mille hectolitres en 1898 et 1.713 mille hectolitres en 1899.

Nos exportations étaient donc pendant la période de 1871 à 1877 le double de ce qu'elles sont aujourd'hui. Certes, elles n'ont jamais été très considérables et leur diminution actuelle n'est qu'une cause secondaire de la mévente. Le resserrement des débouchés extérieurs n'en est pas moins fâcheux. Il provient de ce que presque tous les pays où l'on aime le vin se sont mis à en produire et à meilleur marché que nous.

Les Américains ont appris de nos savants les procédés utiles pour combattre les nombreuses maladies cryptogamiques qui ravageaient leurs récoltes, ils nous ont aussi emprunté nos procédés de vinification. Aujourd'hui les États-Unis ont fermé leurs portes par l'établissement de droits prohibitifs, afin de se soustraire à la concurrence de nos vins encore supérieurs aux leurs.

Le Chili, le Pérou, la République Argentine, qui jadis constituaient les principaux débouchés de nos vins, récoltent à présent non seulement des quantités suffisantes pour leur consommation, mais encore cherchent à importer leurs vins en Europe. Ne signalait-on pas tout récemment la constitution d'un syndicat de viticulteurs chiliens, soutenu par des négociants anglais et allemands, pour s'occuper de l'introduction des vins du Chili sur les marchés anglais et allemands (1).

En Europe, presque toutes les nations qui font usage du vin ont créé d'importants vignobles (1). Nous citerons la Russie, la Turquie, la Grèce, la Bulgarie, la Serbie, la Roumanie, la Suisse, l'Allemagne, la Hongrie, l'Autriche,

(1) *Réforme économique*, revue du 7 octobre 1900, p. 1218.

(2) *Production du vin dans les principaux pays* (Extrait du Bulletin de statistique de février 1901, p. 203).

Pays	Récolte de 1899	Récolte de 1900
France	47.907.700	67.352.661 hectol.
Algérie	4.648.000	5.444.179 —
Tunisie	»	250.000 —
Italie	29.000.000	26.500.000 —
Espagne	22.500.000	23.500.000 —
Portugal	2.500.000	6.300.000 —
Açores, Canaries, Madère .	300.000	320.000 —
Autriche	3.000.000	3.200.000 —
Hongrie		1.950.000 —
Allemagne	2.000.000	2.200.000 —
Russie	»	2.400.000 —
Suisse	1.000.000	1.560.000 —
Turquie et Chypre . . .	2.000.000	2.200.000 —
Grèce et îles	1.500.000	900.000 —
Bulgarie	4.000.000	3.400.000 —
Serbie	»	1.200.000 —
Roumanie	6.000.000	4.150.000 —

le Portugal, l'Espagne et l'Italie. Ces deux derniers pays ont, depuis l'invasion du *Phylloxera*, donné un développement très considérable à leur viticulture. Ils font tous leurs efforts pour écouler au dehors des récoltes que leur population est impuissante à absorber. Or, en Espagne et en Italie, grâce à des impôts moins lourds et surtout à la main d'œuvre beaucoup moins chère, le prix de revient de l'hectolitre de vin récolté est moins élevé qu'en France : la différence est même assez considérable. Les récoltants français ont déjà reconnu l'impossibilité de lutter sur notre propre marché avec les vins italiens et espagnols ; ils ont réclamé et obtenu l'établissement de droits protecteurs ; il semble dès lors qu'il faille renoncer au rêve si longtemps caressé d'inonder les pays étrangers du produit de nos souches. Abandonner aujourd'hui le système protecteur, dans l'espoir de voir les autres pays ouvrir toutes grandes leurs portes à nos vins, serait, à notre avis, conclure un véritable marché de dupe. Il faut voir les choses comme elles sont et reconnaître que notre viticulture ne peut compter désormais que sur la consommation nationale.

Avant d'aborder l'étude des remèdes proposés par les viticulteurs et des mesures législatives prises par le Parlement en vue de remédier à la situation actuelle, résumon en quelques mots les faits économiques qui ont déterminé la crise viticole.

Le facteur principal de la mévente est l'accroissement de la production viticole dans ces deux dernières années. La moyenne des récoltes 1899 et 1900 est de 60 millions

d'hectolitres, alors que la production moyenne dans la période antiphyllloxérique était de 56 millions d'hectolitres. Ramener la production au niveau jadis atteint devait avoir pour conséquence naturelle de provoquer le retour des anciens prix, retour que notre viticulture ne peut actuellement endurer sans désastre. L'effondrement des cours était d'autant plus inévitable que, d'une part, les débouchés extérieurs se sont resserrés et que, d'autre part, la consommation intérieure, en partie satisfaite par les vins artificiels et les vins étrangers, est restée à peu près stationnaire par suite de l'exagération des droits, de la mode et de l'abus des liqueurs alcooliques.

DEUXIÈME PARTIE

Le dégrèvement des boissons hygiéniques

Dans les développements qui précèdent nous avons essayé de montrer la gravité de la crise qui sévit depuis deux ans sur la viticulture française ; nous en avons analysé le caractère et nous nous sommes efforcés d'en indiquer les causes économiques. Il nous reste à faire connaître les dispositions législatives prises en vue de remédier à cette situation, à en apprécier le mérite et à rechercher dans quelle mesure elles pourront avoir une influence sur la crise actuelle.

L'été dernier, les viticulteurs ont tenu divers congrès à Montpellier, Narbonne, Béziers, Bordeaux, dans le but d'envisager la situation viticole et de délibérer sur les remèdes à y apporter. Ils ont dû, tout d'abord, se rendre à l'évidence et reconnaître que la mévente avait pour cause principale l'accroissement de la production des vignobles

que n'avait pas compensé un développement proportionnel de la consommation. Une telle constatation, semble-t-il, aurait dû entraîner les deux conclusions suivantes : 1^o Nécessité de ne plus développer à l'avenir la culture de la vigne, 2^o nécessité de rechercher désormais la qualité et non la quantité dans la production.

Ni l'une ni l'autre de ces déterminations n'a été prise. M. Sahut, se faisant l'interprète du sentiment général des viticulteurs, s'est exprimé en ces termes, dans un discours prononcé à Montpellier, le 4 avril 1900 : « Quelle que puisse être la sympathie que m'inspire l'un de nos meilleurs ministres de l'Agriculture, je ne saurais approuver le conseil que je lui entendais nous donner, l'an dernier, de ne pas développer davantage la culture de la vigne dans notre région méditerranéenne. Je crois, au contraire, qu'avec notre climat excessif, nous devons continuer à cultiver la vigne puisque, hélas ! cette culture est la seule réellement possible dans le Midi. J'ajouterai même qu'en raison des conditions économiques actuelles, nous devons en faire une culture de plus en plus intensive, pour qu'elle soit suffisamment rémunératrice. Nous augmenterons ainsi autant que possible le rendement par hectare, et comme conséquence, nous réduirons, en proportion, le prix de revient de l'hectolitre de vin récolté (1). »

Bref, les viticulteurs ne veulent pas réduire leur production.

(1) Sahut, *op. et loc. cit.*

Des prix rémunérateurs ne peuvent cependant pas être ramenés en exagérant encore la disproportion entre l'offre et la demande ! La trop grande proportion de l'offre, ont dit les récoltants tient, en partie, à la production des vins artificiels. Pour remédier à la crise, il faudrait rendre impossible et le mouillage et la fabrication des vins de sucre. Le mouillage doit son importance, dans les grands centres de consommation à la prime que lui offrent les octrois et les droits qui grèvent les vins naturels sans atteindre les vins frelatés. Abolir les taxes perçues sur les vins, ce serait obliger les vins falsifiés à céder la place aux produits de la vigne.

Quant aux vins de marc sucré, il serait encore plus simple d'en enrayer la fabrication. Il suffirait de supprimer la détaxe des sucres, sans laquelle leur production ne laisserait pas une marge suffisante de bénéfice.

Mais le point essentiel, d'après les viticulteurs, était d'agir sur la demande.

Pour abaisser le prix de vente au consommateur et développer par conséquent la demande, ils ont réclamé la suppression des taxes perçues sur les vins au profit de l'Etat ou des communes, taxes dont le nombre et le poids justifiaient, en grande partie, l'écart existant entre les cours des vins chez les *récoltants* et les prix de *détail* dans les villes.

Les producteurs espéraient que l'abolition des octrois et des droits de circulation, d'entrée et de détail, permettraient aux Parisiens de se procurer le litre de bon vin

naturel à 30 ou 35 centimes. Cette boisson deviendrait ainsi pleinement accessible aux classes ouvrières.

La réforme s'imposait donc non seulement dans l'intérêt de la viticulture, mais encore dans l'intérêt des consommateurs. Beaucoup de publicistes et d'éminents économistes appuyèrent les revendications du monde viticole. « Si l'on pouvait, écrivait M. Paul Leroy-Beaulieu (1), supprimer les droits sur les boissons, ou du moins ceux sur les boissons d'un usage journalier, ne maintenir qu'un droit élevé sur l'alcool et un droit sur le café, on aurait certainement rendu un grand service au pays ; on aurait réconcilié avec le gouvernement des classes entières de la population qui ne voient en lui qu'un ennemi. »

Voilà comment le Parlement a été amené à voter la réforme des impôts sur les boissons.

La nouvelle législation, sur le régime fiscal des boissons, résulte de deux lois, l'une des 29-31 décembre 1897, l'autre des 29-31 décembre 1900, dont nous devons analyser les dispositions. Avant d'aborder cette partie de notre sujet, nous ferons toutefois une observation importante. Il n'entre pas dans notre pensée de donner un commentaire, même incomplet, de ces lois. Des développements de ce genre, sortiraient du cadre de notre travail. Nous nous bornerons à présenter la physionomie générale de la réforme et à en apprécier le mérite, n'insistant que sur les dispositions qui intéressent la viticulture, et sauf à indiquer sommairement quelles ressources

(1) *Traité de la science des finances*, 6^e édit., t. II. 899, p. 733.

nouvelles ont été créées pour compenser l'abolition des taxes jusqu'ici perçues. Nous rechercherons ensuite, dans un dernier chapitre, qui sera la conclusion naturelle de cette étude, l'effet probable que la législation nouvelle exercera sur l'avenir viticole.

CHAPITRE PREMIER

LA LOI DU 29 DÉCEMBRE 1897.

L'abolition des octrois, en France, est depuis longtemps demandée. Divers publicistes, MM. Lemoyne, Boiteau, Deloyne, Hervé, Roullard, etc., ont proposé de les remplacer soit par un accroissement des contributions directes, notamment de l'impôt foncier et de l'impôt sur les loyers, soit par une surélévation de l'impôt sur les alcools (1). De nombreuses propositions ont été déposées en ce sens au Parlement. Nous citerons, celle de M. Meunier (1880) transformant les octrois en taxes directes sur le capital 40/0 (Chambres, *Doc. parl.* annexes des 5 et 12 avril 1880) et celle de M. Yves Guyot du 22 juin 1886 (2).

La loi nouvelle, qui porte la date des 29-31 décembre 1897, a pour origine deux propositions, l'une de M. Guil-

(1) V. Deloyne : *Les octrois et les budgets municipaux*; Hennequin, *Notes statistiques sur les octrois*, 1886; Guignard, *De la suppression des octrois et de leur remplacement*, 188, etc.

(2) *J. off.* du 23 et du 24 janv. 1887, annexe n° 862, p. 289; rapport sommaire de M. Yves Guyot le 17 janvier 1887, *J. off.* du 2 juin 1887, annexe n° 1442, p. 95; second rapport de M. Yves Guyot, le 17 décembre 1888, *J. off.* des 19 et 20 avril, 1889, annexe n° 3332, p. 682.

laumou du 29 mars 1890, l'autre de M. Guillemet du 20 décembre de la même année. (3) Ces deux propositions furent l'objet d'un rapport de M. Guillemet, puis d'un second rapport supplémentaire du même auteur (1).

Le texte définitivement adopté par le rapporteur ne contenait que trois articles ainsi résumés dans le rapport : « L'art. 1^{er} dit que les communes auront le droit de remplacer leurs octrois, en tout ou en partie, sous réserve de l'approbation législative, par des taxes directes. Ces taxes ne devront être prélevées que sur des propriétés, ou objets situés sur la commune ou des revenus en provenant. Elles devront s'appliquer à toutes les propriétés, objets ou revenus de la même nature. Elles devront être assises sur des propriétés ou objets tangibles, ou des signes apparents de richesse. Elles devront être proportionnelles. — L'art. 2 décide que ces taxes diverses seront assises et perçues et les réclamations jugées, comme en matière de contributions directes. Enfin l'art. 3 défend d'établir un octroi dans aucune commune, à partir de la promulgation de la loi et d'augmenter les taxes dans les communes où existent actuellement les octrois. »

Cette proposition originaire fut votée par la Chambre

(3) Proposition Guilleaumont, *J. off.* du 28 juin 1890, annexe n° 516, p. 626; rapport sommaire de M. Guillemet, le 18 déc. 1890, *J. off.* du 9 févr. 1891, annexe n° 1082, p. 564. — Proposition Guillemet, *J. off.* du 10 févr. 1891, annexe n° 1095, p. 512; rapport sommaire de M. Guillemet le 7 février 1891, *J. off.* du 7 avril 1891, annexe n° 1193, p. 365. — Prise en considération de ces deux propositions le 12 mars 1891.

(1) Premier rapport le 7 avril 1892, *J. off.* des 17 au 25 août 1892, annexe n° 2056, p. 815, second rapport le 21 juin 1892, *J. off.* du 28 septembre 1892, p. 1311.

dans ses séances du 2 et 4 mai 1893. Elle fut ensuite transmise au Sénat le 8 mai 1893 (- *J. off.* du 13 nov, 1893, annexe n° 158 —); elle y fut l'objet d'un rapport déposé par M. Bardoux, le 19 juillet 1893 (2), mais elle ne vint pas en discussion devant la Haute-Assemblée.

La question fut reprise à la Chambre en 1894, d'abord par M. Cot (proposition du 8 mars 1894, *J. off.* du 27 avril, annexe n° 474, p. 358), puis par M. Mas (annexe n° 492) et enfin par M. Georges Berry (3). Ces trois propositions firent l'objet d'un rapport de M. Guillemet le 29 novembre 1894. (*J. off.* 22 et 23 décembre 1894, annexe n° 1038, p. 2124). Le texte de la Commission fut adopté par la Chambre le 22 novembre 1895.

Mais le Sénat ne le vota qu'en y introduisant certaines modifications que nous indiquerons plus loin (1). Le texte du Sénat fut adopté par la Chambre avec modification (2); le projet fit en conséquence retour au Sénat qui, cette fois,

(2) *J. off.* du 6 au 11 nov. 1894, annexe n° 295, p. 231.

(3) Cette dernière proposition tendait seulement à la suppression de la taxe d'octroi sur *les vins*, qui devait être remplacée par une taxe proportionnelle à la valeur du loyer sur le domicile personnel (*J. off.* du 3 mai 1894, annexe n° 501, p. 414).

(1) *Sénat.* Transmission de cette dernière proposition, le 25 nov. 1895, *J. off.* du 28 déc., annexe 23, p. 434. — Rapport supplémentaire de M. Bardoux, le 22 nov. 1896, *J. off.* du 21 janv. 1897, annexe 10, p. 345. — Première délibération les 3 et 4 juin 1897. — Deuxième délibération et adoption les 24 et 25 juin, 1897.

(2) *Chambre des députés.* Retour de la proposition à la Chambre, le 1^{er} juillet 1897, *J. off.* du 30 déc., annexe 2578, p. 1464. — Rapport de M. Guillemet, le 19 oct. 1897, *J. off.* du 21 févr. 1898, annexe 2716, p. 6. — Discussion les 19 et 26 nov. 1897. — Rapport supplémentaire de M. Guillemet, le 30 nov. 1897, *J. off.* du 28 fév. 1898, annexe 2834, p. 231. — Suite de la discussion et adoption avec modification le 3 déc. 1897.

vota purement et simplement le texte adopté par la Chambre.

La loi nouvelle contient deux séries de dispositions, les unes relatives à la réduction ou à la suppression des droits d'octroi sur les boissons hygiéniques, les autres consacrées à l'établissement des taxes destinées à remplacer celles qui étaient perçues jusqu'alors par les communes. Nous allons indiquer rapidement l'économie générale de la réforme, nous donnerons ensuite quelques détails sur l'application à Paris et dans les autres villes de la loi de 1897.

*
* *

« Les communes seront autorisées, dit l'art. 1^{er}, à supprimer leurs droits d'octroi sur les boissons hygiéniques (vins, cidres, poirés, hydromels, bières et eaux minérales) à partir du 31 décembre de l'année qui suivra celle au cours de laquelle la présente loi sera promulguée.

« A défaut de suppression totale, les communes seront obligées d'abaisser les droits existants dans la limite des tarifs prévus à l'art. 2. »

Ce texte, on le voit, ne rend obligatoire pour les communes que la diminution, non pas la suppression même

(3) *Senat*. Nouvelle transmission le 7 déc. 1897; *J. off.* du 3 févr. 1898, annexe 53, p. 645. — Rapport de M. Hugot, le 14 déc. 1897, *J. off.* du 10 févr. 1898, annexe 31, p. 737. — Adoption le 21 déc. 1897. — Nous reproduisons le texte de la loi à la fin de notre travail.

des droits d'octroi sur les boissons hygiéniques. Le dégrèvement complet des boissons devait amener les communes à consentir de tels sacrifices, que le législateur ne s'est pas cru le droit de l'imposer. « Quel que soit le désir de la Commission, a dit M. Bardoux dans son *rapport supplémentaire*, d'apporter un remède à la crise vinicole et d'assurer une meilleure boisson à un prix moins élevé, l'examen des faits ne permet pas de proposer la suppression obligatoire et complète des droits d'octroi sur les boissons hygiéniques. Un très grand nombre de communes seraient, en effet, dans l'impossibilité de remplacer les droits supprimés. »

Si l'on examine les statistiques officielles sur le rendement des octrois en France, on voit que les boissons hygiéniques fournissaient à elles seules près du tiers du produit de l'octroi; elles procuraient, en effet aux communes environ 100 millions sur un total de 330 millions. Ainsi, d'après le *Bulletin de statistique* (mai 1898), les produits de l'octroi, en France, se sont élevés en 1896 à 326.143.756 francs; dans ce chiffre les boissons hygiéniques figurent pour 103.593.000 francs. En 1898, le rendement total de l'octroi a été de 333.194.901 francs dont 95.253.000 francs sont fournis par les boissons hygiéniques. (*Bull. de statistique*, mai 1900, p. 515).

Et, dans le chapitre des boissons hygiéniques, ce sont les vins qui occupent la place la plus considérable : ils représentent les 8/10 du produit de l'impôt. Voici en effet

les chiffres que nous relevons dans le *Bulletin de statistique* pour l'année 1896 :

Vins	81.328.000 fr.
Cidres et poirés	3.838.000 fr.
Bières	17.432.000 fr.

La proportion est à peu près la même pour l'année 1898 ; les chiffres sont, en effet, les suivants.

Vins	74.819.000 fr.
Cidres et poirés	2.296.000 fr.
Bières	18.138.000 fr.

Ces tableaux nous montrent, sans qu'il soit besoin d'insister, quelle perte considérable devait résulter pour les communes de la suppression complète des taxes sur le vin.

La chose devient encore plus frappante si l'on examine le budget des grandes villes. A Paris, sur un budget d'environ 150 millions, les droits d'octroi sur le vin et les autres boissons dites hygiéniques s'élevaient à plus de 50 millions. En 1896, par exemple, le produit de l'octroi de Paris s'est élevé à 155.681.428 francs et dans ce chiffre les boissons hygiéniques figurent pour 55.535.000 francs se décomposant ainsi :

Vins	51.402.000 fr.
Cidres et poirés	710.000 fr.
Bières	3.723.000 fr.

Dans un mémoire qu'il a présenté au Conseil municipal, M. le préfet de la Seine estimait que, avec certaines recettes accessoires qui disparaîtraient du même coup, la suppression absolue des droits d'octroi sur les boissons hygiéniques à Paris, entraînerait pour la ville une perte de 57.400.442 francs. (1).

Pour la plupart des grandes villes, la suppression des octrois se présentait aussi difficile. Presque toutes, en effet, se sont livrées, dans ces dernières années, à des dépenses tellement exagérées qu'elles sont actuellement grevées d'emprunts et elles ont besoin du produit des taxes sur les vins et les autres boissons pour équilibrer leur budget. Il a paru dès lors impossible de les obliger à dégrever immédiatement et d'une façon absolue le vin, la bière, le cidre, etc., et l'on a dû se contenter de fixer un tarif maximum qui à l'avenir sera seul toléré.

Voici, d'après l'art. 2, de la loi de 1897, les taux qui désormais ne pourront plus être dépassés par hectolitre.

Population agglomérée des communes	Vins en cercles et en bouteilles	Cidres, poirés, hydromels et eaux minérales
—	fr.	fr.
de moins de 6.000 habitants . . .	0,55	0,35
— 6.000 à 10.000 — . . .	0,85	0,50
— 10.000 à 15.000 — . . .	1,15	0,60
— 15.000 à 20.000 — . . .	1,40	0,85
— 20.000 à 30.000 — . . .	1,70	0,95
— 30.000 à 50.000 — . . .	2 »	1,15
— 50.000 et au-dessus.	2,25	1,25
Paris.	4 »	1,50

(1) *Le remplacement des taxes d'octroi*, 1898, p. 2.

Le dégrèvement imposé par le législateur est considérable et alors même que bien des communes n'useraient pas de la faculté que leur donne la loi de supprimer toutes les taxes sur le vin, le résultat obtenu n'en serait pas moins important pour notre viticulture.

Avant la loi de 1897, les droits d'octroi à Paris sur les vins s'élevaient à 10 fr. 62 par hectolitre. Sous un pareil régime, le producteur ne réussissait pas à vendre directement son vin au consommateur dans les villes. Celui-ci préférait s'adresser au débitant qui pouvait lui fournir un vin plus ou moins frelaté à meilleur compte. Désormais, le consommateur pourra s'approvisionner directement chez le récoltant et le monopole du marchand de vin se trouvera sans doute à peu près renversé.

Il faut donc applaudir, sans réserves, au principe du dégrèvement des boissons hygiéniques ; c'est de l'énorme élévation des droits sur les vins que provient surtout l'impopularité de l'octroi ; il fallait absolument ramener ces droits dans des limites raisonnables.

Cependant, il faut reconnaître que si cette réforme était nécessaire, de graves embarras financiers devaient en résulter, à raison des difficultés qu'il y avait à trouver des taxes nouvelles destinées à faire face au dégrèvement.

Quelles seraient ces taxes nouvelles, assurant un revenu brut égal à la somme qui allait disparaître dans le budget des communes ? Après bien des hésitations le législateur en a choisi un certain nombre auxquelles les municipalités peuvent recourir sous la seule réserve de l'approbation

préfectorale, pour le remplacement, soit complet, soit dans les limites obligatoires ci-dessus, des droits d'octroi sur les boissons hygiéniques.

D'après l'art. 2 de la loi de 1897, ces taxes de remplacement sont :

1° L'élévation des droits sur l'alcool jusqu'au double des droits d'entrée, décimes compris, perçus par l'État :
« Pour la ville de Paris, le droit pourra être, en addition du droit actuel de 24 francs, augmenté au maximum de 85 fr. 20 » ;

2° L'établissement à la charge des commerçants de boissons, en addition du droit de licence perçu pour le compte du Trésor, d'une licence municipale qui pourra comporter deux tarifs suivant que ces établissements vendront exclusivement des boissons hygiéniques ou vendront de l'alcool ;

3° Une taxe maxima de 30 centimes sur les vins en bouteilles qui ne se cumulera pas avec celle sur les vins en fûts ;

4° La création de taxes municipales égales, au maximum, aux taxes en principal établies sur les chevaux et voitures, automobiles compris ; sur les billards publics et privés, sur les cercles, sociétés et lieux de réunion, sur les chiens.

5° Enfin les communes pourront établir des centimes

additionnels, dont le chiffre ne pourra dépasser vingt, aux quatre contributions indirectes.

Dans la pensée du législateur, ces taxes sont destinées non pas à combler le déficit qui résulterait de la suppression complète des droits sur les boissons hygiéniques, mais seulement celui qui peut résulter du dégrèvement partiel imposé par la loi. C'est donc à ce point de vue qu'il convient d'en examiner le mérite. Voici le jugement porté sur elles, par M. Paul Leroy-Beaulieu (1). « Ces taxes, écrit-il, sont assez bien combinées et répartissent convenablement les charges, en ne les faisant pas porter sur une seule catégorie de richesses. A Paris même, où le problème de la réforme des octrois est beaucoup plus difficile qu'ailleurs, parce que ces taxes y ont pris plus de développement, on arriverait facilement avec les taxes indiquées par là, à se procurer les 34 millions nécessaires pour le dégrèvement obligatoire des boissons hygiéniques. »

Voici, en effet, en chiffres ronds, les sommes que l'on obtiendrait à Paris au moyen des taxes indiquées dans la loi :

(1) *Traité de la science des finances*, 6^e édition, t., 1899, p. 835.

Surtaxe des boissons alcooliques . . .	20.000.000 francs
Licence sur les débitants.	5.530.000
Taxe sur les chevaux et voitures . . .	835.000
Taxe sur les billards	530.000
Taxe sur les cercles	600.000
Taxe sur les chiens	500.000
Centimes additionnels.	12.825.000
Total. . .	40.620.000

Soit un ensemble de plus de 40 millions de francs, (2) qui dépasse de 5 à 6 millions le montant du sacrifice que coûterait le dégrèvement, en supposant que l'augmentation des quantités de boissons hygiéniques consommées ne diminuerait pas de beaucoup la perte présumée.

Quoiqu'il en soit, les taxes indiquées dans la loi devaient être insuffisantes, pour combler les pertes résultant du dégrèvement complet à Paris, puisqu'elles ont été estimées à 57 millions de francs. Il devait en être de même dans les autres grandes villes qui, au lieu de se borner simplement à réduire leurs droits d'octroi, voudraient les supprimer d'une façon complète. Il faut reconnaître, d'ailleurs que même pour accomplir le simple dégrèvement partiel et obligatoire, certaines petites communes ne trouveraient pas dans ces taxes des ressources suffisantes; les taxes sur les voitures, automobiles, cercles, etc., par exemple, qui dans les grandes villes produisent un

(2) Les évaluations officielles donnent environ 50 millions et elles sont exactes d'après M. Paul Leroy-Beaulieu Cf. Leroy-Beaulieu, *op. et loc. cit.*

assez gros rendement, ne peuvent procurer que des recettes insignifiantes dans les petites localités.

Aussi le législateur n'a-t-il pas voulu imposer aux municipalités les taxes de remplacement indiquées ci-dessus. L'art. 5 déclare : « Les communes pourront également pourvoir au remplacement de leurs taxes d'octroi en établissant, selon les formes et conditions, prévues par l'art. 137 de la loi du 5 avril 1884, et sous réserve de l'approbation législative, des taxes directes ou indirectes. Les taxes directes ne seront prélevées que sur les propriétés ou objets situés dans la commune ; elles s'appliqueront à toutes les propriétés ou à tous les objets de même nature ; elles seront proportionnelles. »

Les communes ont donc une entière liberté de choix.

Suivant les circonstances, qu'elles restent maîtresses d'apprécier, elles peuvent, sous la garantie de l'approbation préfectorale, recourir aux taxes énumérées dans l'art. 4, ou bien, si elles le préfèrent, établir les taxes directes ou indirectes dont parle l'art. 5, sous réserve de l'approbation législative (1). Cette liberté complète accordée aux communes était nécessaire et si la loi ne l'avait pas accordée, il est certain que la réforme aurait été impossible à réaliser dans la pratique. Le législateur a prévu les difficultés d'application qu'allait rencontrer la

(1) V. dans cet ordre d'idées, l'article de M. Malzac, *Rev. pol. et parl.* du 10 décembre 1900 : *L'impôt communal sur le revenu ; application à la suppression des octrois et à la suppression des centimes additionnels.*

loi nouvelle et il a voulu les atténuer dans la mesure du possible.

Ces difficultés n'en sont pas moins restées considérables et le Parlement a dû retarder deux fois l'exécution de la réforme. L'art. 1^{er} de la loi de 1897 décidait que la suppression ou la réduction des taxes d'octroi devait être effectuée avant le 31 décembre 1898; une première loi du 24 décembre 1898 prorogea en termes généraux au 31 décembre 1899 l'application de la loi de 1897, en stipulant « que les communes qui réclameraient le bénéfice du sursis ne pourraient percevoir, en 1899, aucune des taxes de remplacement, alors même que ces taxes résulteraient de délibérations exécutoires, de plein droit ou sous la seule réserve de l'approbation préfectorale, d'après la législation générale. »

Une autre loi du 29 juin 1899 prorogea de nouveau pour Paris et les autres communes, jusqu'au 31 décembre 1900 les délais d'application de la loi de 1897. Enfin, pour être complet, ajoutons qu'une loi du 29 décembre 1900 a prorogé ces délais jusqu'au 30 juin 1901 pour la ville de Lyon, et jusqu'au 31 mars 1901 pour les villes suivantes : Marseille, Lille, Roubaix, La Souterraine, Saint-Omer, Montreuil-sur-Mer, Lillers, Rumilly et Moutiers, (*J. off.* du 30 déc., p. 8593).

Sauf les exceptions qui résultent de cette dernière loi, on peut dire qu'actuellement les 1,244 communes qui imposaient à leur octroi les boissons hygiéniques, se sont déjà conformées aux prescriptions de la loi. Beaucoup

même, au lieu de diminuer simplement leurs taxes, les ont supprimées entièrement, comme les y engageait une circulaire du ministre des finances de 1898.

D'une manière générale dans les petites communes, le dégrèvement a pu se faire sans trop de difficultés, à cause du rendement minime de l'impôt sur les boissons dans ces localités. Pour les grandes villes, au contraire, le problème était difficile à résoudre, car les taxes qu'il s'agissait de faire disparaître représentaient des ressources considérables.

Nous allons indiquer rapidement sur quelles bases la réforme a été réalisée à Paris, à Lyon et dans quelques autres communes.

Quant fut promulguée la loi du 29 décembre 1897, les tarifs des droits d'octroi établis par la ville de Paris sur les vins et les alcools étaient les suivants :

Vins. — Taxe en principal, 3 fr. 50 l'hectolitre ; surtaxe 7 fr. 02 l'hectolitre. Total 10 fr. 62.

Alcools. — Taxe en principal, 24 francs l'hectolitre ; surtaxe 55 fr. 80. Total 79 fr. 80 l'hectolitre.

Ces tarifs furent tout d'abord modifiés par un arrêté du préfet de la Seine du 21 octobre 1898, qui abaissa à

(1) On trouvera dans la *Revue municipale* du 22 février 1901, la liste des villes qui ont supprimé complètement leurs droits d'octroi sur toutes les boissons hygiéniques. Nous citerons notamment les suivantes : Aigues-Mortes, Ambroise, Argenteuil, Beaucaire, Béziers, Bonneville, Bourges, Bourgoin, Chalon-sur-Saône, Cherbourg, Chinon, Dijon, Etretat, Eu, Honfleur, Nîmes, Paris, Pézenas, Saint-Jean-de-Maurienne, Trouville, Uzès, Villefranche (Haute-Garonne), etc.

0 fr. 38 par hectolitre la taxe en principal sur les vins en cercles et en bouteilles. Le tarif de l'octroi sur le vin était ainsi réduit à 7 fr. 40 l'hectolitre. Pour compenser la perte subie de ce chef, la taxe en principal sur l'alcool était portée à 109 fr. 20. La Cour de cassation jugea illégal cet arrêté du Préfet, estimant que l'établissement des taxes de remplacement et par conséquent l'élévation du droit sur l'alcool, ne pouvait avoir lieu d'après la loi du 27 décembre 1897, avec la seule approbation du préfet, qu'à la condition, pour les communes, de supprimer en totalité leurs droits d'octroi sur les boissons hygiéniques, ou de les abaisser dans la limite prescrite par l'article 2 de la dite loi. Or, l'arrêté du 21 octobre 1898, réduisait le droit d'octroi sur le vin à 7 fr. 40 seulement, alors que la loi de 1897 ne tolère pour Paris qu'un droit maximum de 4 francs.

A l'époque où fut rendu cet arrêt de Cassation (24 juillet 1900), une loi du 27 décembre 1898 avait déjà décidé que pour l'année 1899, la taxe en principal sur le vin resterait réduite à Paris à 0 fr. 38 et que la taxe en principal sur l'alcool, pendant la même année, continuerait à être fixée à 109 fr. 20 par hectolitre d'alcool pur, conformément à l'arrêté du 21 octobre 1898 (1).

Le tarif d'octroi sur le vin continua donc à être perçu au taux de 7 fr. 40 par hectolitre, chiffre supérieur à celui fixé par la loi de 1897.

(1) Il est clair d'ailleurs qu'en disposant ainsi, cette loi, à laquelle il n'a pas été attribué d'effet rétroactif, ne statuait pas sur la légalité de l'arrêté du Préfet de la Seine et que les nouveaux tarifs n'ont pu être perçus légalement qu'à partir du 1^{er} janvier 1899; les sommes perçues avant cette date, sur le pied de ces tarifs l'ont été indûment.

Pour se mettre en règle avec cette loi, le Conseil municipal avait, dès le mois de juillet 1899, élaboré un projet qui supprimait complètement, à partir du 17 janvier 1899, les droits sur les boissons hygiéniques. C'était un dégrèvement d'environ 57 millions. Pour y faire face on établissait diverses taxes de remplacement : 3 centimes additionnels aux droits de l'Etat sur les successions ; taxe de 40/0 sur le revenu des propriétés bâties imposées ; taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion ; majoration de la taxe de balayage, etc. Les autres droits d'octroi devaient tous être abolis à partir du 1^{er} janvier 1901 et remplacés par d'autres taxes. Ce projet ne fut pas admis par le Gouvernement qui trouva que les taxes de remplacement ne portaient pas sur assez de facteurs et n'étaient pas suffisamment réparties sur les diverses classes de la population. Il fallut négocier avec le ministre des finances et le ministre de l'intérieur ; le projet fut dans la suite abandonné et la loi du 27 décembre 1898, prorogea, comme nous l'avons dit, au 31 décembre 1899 le délai d'application de la loi de 1897. Cette loi fut suivie d'une autre, en date du 29 juin 1899, qui prorogea pour Paris et toutes les autres communes le délai d'application de la réforme jusqu'au 31 décembre 1900.

Un nouvel ajournement n'était plus possible. Aussi le conseil municipal de Paris se mit en devoir d'examiner sérieusement la question du dégrèvement des boissons hygiéniques et de la faire aboutir en temps utile. On décida de supprimer complètement les taxes sur les boissons hygié-

riques et pour faire face à ce dégrèvement, on tint compte, dans le choix des taxes de remplacement, des observations faites précédemment par le ministre des finances. Les nouvelles taxes furent admises dans leur ensemble par le Gouvernement et elles ont été sanctionnées par une loi du 31 décembre 1900.

En vertu de cette loi, la ville de Paris est autorisée à établir à partir du 1^{er} janvier, les taxes suivantes :

1° Une taxe sur la propriété bâtie, fixée à 2, 50 0/0 du revenu net imposable. Rendement prévu : 16.625,000 francs.

2° Une taxe locative, fixée à 10/0 de la valeur locative des locaux servant à l'habitation personnelle. Rendement prévu : 3.233,000 francs.

3° Une taxe sur la propriété non bâtie, fixée à 0.50 0/0 de la valeur vénale. Rendement prévu : 4.500.000 francs.

4° Une taxe pour l'enlèvement des ordures ménagères « fixée à 1.066 0/0 du revenu net qui sert de base à la taxe foncière, après déduction du revenu net afférent à ceux des locaux d'habitation d'une valeur locative réelle inférieure à 500 francs qui ne sont pas passibles de la contribution mobilière ». Rendement prévu : 4.845.000 francs ;

5° Une taxe sur les cercles, sociétés et lieux de réunion, égale à celle qui est perçue au profit de l'Etat. Rendement prévu : 700.000 francs.

6° Une taxe sur les voitures, chevaux, mules et mulets

et voitures automobiles « établie dans les conditions et dans les limites prévues à l'article 4 de la loi du 29 décembre 1897 : » Rendement prévu 800.000. francs

7° Une taxe additionnelle aux droits d'enregistrement sur les mutations à titre onéreux des meubles et objets mobiliers vendus aux enchères publiques à Paris ;

8° Une taxe additionnelle ou droit d'enregistrement sur les cessions d'office ministériel ayant leur siège à Paris, sur les ventes des fonds de commerce exploités également à Paris et sur celles des marchandises neuves dépendant de ces fonds.

Rendement prévu pour ces deux taxes additionnelles : 2.500.000 francs.

Enfin, la ville de Paris est autorisée à supprimer le prélèvement annuel effectué sur les produits de l'octroi pour acquitter les taxes personnelles de tous les imposables et pour alléger les contributions mobilières des loyers au-dessous de 1.374 francs : produit éventuel 4.600.000 francs. Pour être complet, nous devons ajouter qu'indépendamment des taxes que la ville de Paris est autorisée à percevoir en vertu de la loi du 31 décembre 1900, une loi du 31 mars 1901 autorise l'établissement d'une taxe de un pour cent (1 p. 100) sur la valeur locative des locaux commerciaux et industriels. Cette taxe porte sur tous les locaux autres que les locaux d'habitation ; elle est calculée sur la valeur locative qui sert de base au droit propor-

tionnel, telle qu'elle est définie par l'art. 12 de la loi du 15 juillet 1880.

A Lyon, la suppression de l'octroi sur les boissons hygiéniques n'a pas encore été réalisée; cette ville est comprise parmi celles pour lesquelles la loi du 29 déc. 1900 a reculé l'application de la loi de 1897.

Le conseil municipal de Lyon a voté, dans sa séance du 20 décembre 1900, le projet de loi qui lui a été soumis par le maire M. Augagneur. Au terme de ce projet « la ville de Lyon est autorisée à supprimer son octroi » et à établir, pour compenser les pertes résultant de cette suppression, les taxes suivantes :

- 1° Une taxe de 100 francs par hectolitre sur l'alcool;
- 2° Une taxe de 90 francs par tête de cheval et de 200 francs par voiture automobile à quatre roues;
- 3° Une taxe sur les constructions neuves, variant de 20 francs à 0 fr. 40 par mètre carré, d'après la nature de la construction, la qualité des matériaux et enfin le nombre des étages ;
- 4° Une taxe d'entretien des immeubles, variant comme la précédente de 0 fr. 80 à 0 fr. 01 par mètre carré;
- 5° Une taxe sur la propriété bâtie fixée à 4 0/0 de son revenu brut;
- 6° Une taxe sur la propriété non bâtie, variant suivant que les terrains sont loués ou ne sont pas loués ;

7° Une taxe d'habitation variant de 0 fr. 50 0/0 à 0 fr. 10 suivant un tarif progressif ;

8° Une taxe sur les locaux à l'usage de commerce ou d'industrie, suivant également un tarif progressif ;

9° Une taxe sur les débits de boissons, composée d'une taxe fixe et d'une taxe proportionnelle, qui varient selon les loyers des débits ;

10° Une taxe sur les successions ;

11° Une taxe sur les théâtres, cafés-concerts, etc ;

12° Enfin une taxe sur les internats et les pensionnats.

Ce projet de loi a trouvé auprès du ministre des finances un accueil des plus favorables. Dans le rapport qu'il a adressé au président du Conseil, le ministre des finances s'exprime ainsi (1) : « A l'exception du droit additionnel de succession, sur lequel je m'expliquerai plus loin (2), je n'ai aucune objection à formuler contre le principe même des taxes proposées. Je demanderai seulement au Conseil municipal de délibérer sur certains points qui nécessitent quelques modifications ou éclaircissements avant que son projet puisse être soumis à la sanction législative. » Les objections du ministre des finances étaient

(1) Voyez ce rapport dans la *Revue municipale* du 2 mars 1901.

(2) « A deux reprises différentes, dit le ministre des finances, le Parlement s'est prononcé contre la création des taxes additionnelles au droit de mutation par décès. La ville de Lyon ne saurait donc faire état d'aucune ressource à provenir de ce chef. »

en somme peu nombreuses et les modifications par lui proposées ont été acceptées par M. Augagneur, maire de Lyon (1).

Un nouveau projet, tenant compte des observations du ministre des finances, a été envoyé au gouvernement qui l'a accepté (2). Dans son exposé des motifs, le ministre des finances déclare que ce projet « permet de tracer le dessin d'un réforme générale des octrois qu'il aura l'occasion de soumettre prochainement » au Parlement ; il ajoute que ce projet détermine le cadre des différentes taxes auxquelles les communes pourvues d'un octroi devront recourir quand le législateur aura enfin manifesté la volonté de supprimer ces douanes intérieures que la plupart des pays étrangers ont déjà fait disparaître.

Voici comment va s'opérer le remplacement de l'octroi de Lyon par ce nouveau projet. L'octroi lyonnais donne actuellement une somme d'environ onze millions. La municipalité, d'accord avec le ministre, propose d'y substituer les taxes suivantes :

Surtaxe sur l'alcool.	2.154.000 fr.
Taxes de substitution	3.500.000 fr.
Taxes sur la propriété immobilière.	3.080.000 fr.
Taxes sur les loyers	2.550.000 fr.
Impôts somptuaires	40.000 fr.

(1) Rapport du 23 février 1901 adressé aux membres du Conseil municipal.

(2) V. le *Temps* du 27 mars 1901.

Le Conseil municipal d'Amiens a également décidé en septembre 1900 la suppression complète de l'octroi et son remplacement par les taxes suivantes : 1° taxe sur les chevaux, mulets et ânes ; 2° taxe de 5 0/0 sur les travaux de construction et de grosses réparations ; 3° taxe de 5 0/0 sur les loyers ; 4° taxe sur les établissements donnant à consommer sur place (cafés, restaurants, hôtels, couvents, séminaires, casernes), etc. Le ministre de l'intérieur a fait informer le maire d'Amiens, qu'il ne pouvait approuver les propositions de la municipalité. Il fit remarquer notamment que les taxes sur les couvents, séminaires et casernes ne frappant qu'une certaine catégorie de citoyens violent le principe de l'égalité devant l'impôt et qu'elles sont par suite inadmissibles (1).

Le Conseil municipal du Havre a voté, le 19 octobre 1900, un projet abaissant à 2 fr. 25 par hectolitre, le droit d'octroi sur les vins et supprimant complètement le droit sur les autres boissons hygiéniques, sauf celui sur les bières qui est réduit à 3 fr. 50 pour les bières fortes et à 2 francs pour les petites bières. En retour, la taxe principale sur l'alcool est portée de 24 francs à 36 francs et en outre on établit quatre centimes additionnels au principal des quatre contributions directes.

De même, le Conseil municipal de Mâcon a dégrevé les boissons hygiéniques, dans la proportion exigée par la loi de 1897, et a augmenté de 22 fr. 50 par hectolitre le droit

(1) Le *Temps* du 6 octobre 1900.

sur l'alcool et ajouté quatre centimes additionnels aux quatre contributions directes (1).

A Lille (2), la municipalité se propose d'abaisser les droits d'octroi de 4 fr. 80 à 2 fr. 25 par hectolitre sur les vins et de 2 fr. 55 à 1 fr. 50 pour les bières et de dégrever complètement les charbons de terre, cokes, et autres combustibles. Le déficit à combler serait de 1.329.570 fr. On y ferait face de la manière suivante : La taxe sur l'alcool serait portée de 24 francs à 60 francs par hectolitre ; les vins en bouteilles seraient frappés d'un droit de 0 fr. 30. On établirait en outre : 1° une taxe sur les chevaux, voitures, automobiles, etc. ; 2° une taxe sur les billards ; 3° une taxe sur les cercles ; 4° une taxe d'incendie ; 5° une taxe d'assistance ; 6° une taxe de 25 francs par an par domestique attaché à la personne ; 7° une taxe d'habitation, fixée à 6 0/0 et assise sur la contribution mobilière. Ces taxes nouvelles produiraient 1.433.000 fr. Ce projet n'a pas encore abouti et il est probable que le gouvernement ne l'acceptera pas sans exiger certaines modifications.

Nous n'insisterons pas davantage sur l'étude de la loi de 1897. Il nous suffit d'en avoir analysé les dispositions essentielles et d'avoir fait connaître les difficultés, parfaitement explicables, que son application a rencontrées. Cette loi réalise, en somme, une réforme partielle de

(1) Cf. La question de l'octroi au Havre et à Mâcon, dans la *Revue municipale* du 24 nov. 1900.

(2) V. le *Temps* du 12 déc. 1900.

l'octroi et on doit applaudir sans réserves au principe dont elle s'inspire. En dégrevant les boissons hygiéniques qui jusqu'ici étaient frappées de droits exorbitants, elle rend service non seulement à la viticulture, mais au pays tout entier.

Néanmoins, votée dans l'intérêt et sur la demande de la viticulture, afin de remédier à la crise viticole, cette loi a été représentée comme sacrifiant injustement aux viticulteurs les autres contribuables, et de tous côtés les critiques les plus violentes lui ont été adressées. Les partisans eux-mêmes de la suppression générale de l'octroi, ne lui ont pas ménagé leurs attaques. Ils ont dit, qu'il aurait fallu supprimer l'institution même de l'octroi et non pas se borner à dégrever les boissons hygiéniques et à voter une demi-réforme destinée uniquement à satisfaire les vignerons. Dans sa séance du 20 mars 1899, le Conseil municipal de Paris a émis le vœu « que le Parlement étudie à bref délai les moyens de faciliter aux villes l'abolition totale de leurs octrois par l'abandon que ferait l'État d'une partie des impôts directs dont le produit serait remplacé, dans le budget national, par celui d'impôts indirects généraux perçus sur l'ensemble des citoyens. » De leur côté, les conseils municipaux de Lyon, Marseille, Nantes, Saint-Étienne, Nîmes, Saint-Denis, Orléans, Brest, Besançon ont voté des délibérations dans le même sens. On peut, en effet, souhaiter l'abolition absolue de l'octroi et désirer que l'État français imite les autres pays de l'Europe ; ceux-ci ont abandonné aux municipalités une partie de

leurs propres revenus et ont facilité ainsi la disparition complète des octrois (1). Mais la question que soulève la loi de 1897 n'est pas là. Il ne s'agit pas de savoir, s'il n'eût pas été préférable de supprimer complètement les octrois, il faut rechercher simplement si le dégrèvement des boissons hygiéniques est une mesure critiquable et injuste.

On dit que les viticulteurs profiteront seuls de la réforme aux dépens des autres contribuables. Cela n'est pas complètement exact. Il nous semble que le consommateur dans les villes bénéficiera aussi de la loi. N'aura-t-il pas une boisson meilleure à un prix moins élevé ! Evidemment certains commerçants, certains industriels ne trouveront pas dans la baisse du prix du vin la compensation exacte des nouvelles charges qui leurs sont imposées. Les propriétaires d'immeubles surtout trouvent qu'il leur revient cher de boire le litre de vin à 30 ou 40 centimes. Il faut le reconnaître, les municipalités ne les ont pas ménagés et l'on ne saurait toujours majorer les taxes qui grèvent la propriété foncière sans provoquer une crise immobilière : pour tous les prêts sur hypothèque, pour

(1) Actuellement la France reste seule avec l'Italie à posséder des octrois ; partout ailleurs ils ont disparu, l'État ayant fait l'abandon aux localités d'une part de ses impôts. Ainsi en Angleterre, les villes ont, depuis 1888, une part des droits de succession, du produit des licences et des taxes additionnelles sur l'alcool et sur la bière. En Belgique, une loi du 18 juillet 1860 attribue aux communes une part du produit des postes et du droit d'entrée sur le café. De même en Suisse le Conseil fédéral du 22 déc. 1886 constitue au profit de la Confédération le monopole de l'alcool et répartit entre les cantons et les communes le produit de ce monopole. La tendance est la même en Allemagne, notamment en Prusse. — Cf Paul Leroy-Beaulieu, *op. cit.*, p. 824 ss., — Léon Say, *Dict. des finances*, t. II. 1894, v. Octrois.

toutes les entreprises d'assurances, ce serait un bouleversement des taux et des tarifs en vigueur. Le principe de la solidarité nationale justifie pourtant les sacrifices demandés à certains contribuables. La viticulture ne pouvait plus endurer les charges écrasantes qui depuis longtemps pesaient sur elle. L'intérêt même du pays exigeait qu'elles fussent réparties sur d'autres industries plus prospères.

D'aucuns ont prétendu que les taxes de remplacement avaient été mal choisies et qu'un système d'impôt qui frapperait exclusivement ou à peu près les objets de luxe serait préférable. Le mérite des impôts somptuaires est pour nous contestable. L'objet de luxe constitue une matière imposable fuyante et mobile, et la taxe qui le frappe trop lourdement donne généralement des recettes trop minimes. Enfin, dans l'intérêt même des classes pauvres, il convient de ne pas ruiner les industries de luxe. La consommation des articles de luxe alimente un grand nombre d'industries moyennes et est une source considérable de salaire; il faut craindre de la tarir.

En résumé, nous croyons devoir approuver la loi de 1897 et parce qu'elle est favorable à la viticulture et parce qu'elle abolit parmi les taxes locales, précisément les plus mauvaises, celles qui s'attaquent au vin, au cidre, à la bière et grèvent ainsi la consommation populaire.

CHAPITRE II

LA LOI DU 26 DÉCEMBRE 1900 (1).

Les précédents de cette loi ont été indiqués avec beaucoup de soin et de précision par M. de Verninac dans son rapport au Sénat. C'est pour la troisième fois depuis sept ans, dit le rapporteur, que revient au Sénat le projet de loi sur la réforme de l'impôt des boissons.

1° En 1893, M. Rouvier, alors ministre des finances, déposa un projet de réforme voté par la Chambre et incorporé dans la loi de finances. Ce projet décidait la suppression absolue de toutes les taxes sur les boissons hygiéniques et leur remplacement par une élévation de l'impôt sur l'alcool,

(1) *Chambre des Députés.* — Présentation le 14 nov. 1899 par M. Caillaux, Ministre des Finances, *J. Off.* du 10 déc., annexe 1187, p. 120. Rapport de M. Jumel, le 23 déc. 1899, *J. Off.* du 28 janv. 1900, annexe 1319, p. 13. — Première délibération et déclaration de l'urgence, le 13 nov. 1900, *J. Off.* du 14, p. 2064. — Discussion les 13, 19, 20, 26, 27 nov.; 3, 4, 10 et 11 déc. — Adoption 11 déc. 1900.

Sénat. — Présentation le 13 déc. 1900, *J. Off.* du 25 janv. 1901, annexe 402, p. 817. Rapport de M. de Verninac, le 13 déc. 1900, *J. Off.* du 28 janv. 1901, annexe 403, p. 820; rapport de M. Antonin Dubost au nom de la Commission des Finances, le 20 déc. 1900. Première délibération et déclaration de l'urgence le 21 déc. 1900, p. 1002. Discussion les 21, 26 et 27 déc. 1900. Adoption avec modification le 27 déc. 1900.

Chambre de Députés. — Retour à la Chambre le 27 déc. 1900. Rapport verbal de M. Jumel et au nom de la Commission du Budget, de M. Salis à la 3^e séance du 28 déc. Discussion et adoption à la même séance. — Nous reproduisons le texte de la loi à la fin de cette étude,

qui était porté de 156 fr. 26 à 245 francs ; il supprimait, en outre, le privilège des bouilleurs de cru.

Ce projet fut disjoint du budget par le Sénat et renvoyé à l'examen de la Commission des finances qui en élaborait un nouveau, d'accord avec le ministre des finances.

Ce nouveau projet était une transaction. Il ménageait les bouilleurs de cru et refusait de dégrever en totalité les boissons hygiéniques, ne voulant pas faire supporter à l'alcool tout le poids de l'impôt. Le Sénat vota ce projet en 1893, mais la Chambre refusa de le suivre dans cette voie et la réforme fut ajournée.

2° En 1896, la Chambre vota un nouveau projet, qui, comme le précédent, dégrevait en totalité les boissons hygiéniques, supprimait le privilège des bouilleurs de cru et élevait la taxe de l'alcool, non plus à 245 francs, mais à 275 francs.

La Commission spéciale du Sénat, désireuse de concilier les intérêts contraires du Midi et du Nord, proposa encore une transaction, établie sur les mêmes bases qu'en 1893 : suppression des droits d'entrée et de détail sur le vin et le cidre et maintien d'un droit de circulation uniforme de 1 fr. 50 par hectolitre pour le vin, de 0 fr. 75 pour le cidre ;

(1) Voir loi du 16 déc. 1897, « relative au régime fiscal des alcools dénaturés et à diverses mesures concernant les alcools » ; Loi de finances du 13 Avril 1898, dont les art. 21 et 22 sont relatifs au changement du régime des vermouths ; Loi des finances du 30 mai 1899, dont les art. 6 à 17 modifient le régime des bières, etc.

modification dans le régime fiscal des bières, qui désormais seraient imposées non plus au volume, mais à la densité; élévation de la taxe sur l'alcool à 205 francs et maintien du privilège des bouilleurs de cru.

Le Sénat vota ce projet, qui ne vint pas en discussion à la Chambre, la législature ayant pris fin presque aussitôt après le dépôt du rapport fait par M. Salis au nom de la Commission. Toutefois un certain nombre de dispositions du projet adopté par le Sénat furent disjointes par la suite et votées de 1897 à 1899 (1).

3° S'inspirant des idées de conciliation qui avaient animé le Sénat dans ses votes de 1893 et de 1896, le ministre des finances, M. Caillaux, déposa un nouveau projet sur le bureau de la Chambre, le 14 novembre 1899.

Dès le 23 décembre 1899, le rapport sur ce projet fut déposé à la Chambre par M. Jumel au nom de la commission chargée de l'examiner; la commission adoptait sans modification le texte présenté par le ministre des finances. Le nouveau projet ne vint que le 13 novembre 1900 en discussion devant la Chambre qui le vota le 11 décembre, en y ajoutant plusieurs dispositions. M. Vaillant réussit notamment à faire adopter un amendement qui prescrit l'interdiction par décret de la fabrication, de la circulation et de la vente « de toute essence reconnue dangereuse et déclarée telle par l'Académie de médecine » (art. 13 de la loi). En outre, la Chambre ajouta au projet une série d'articles (art. 15 à 27 du projet

soumis au Sénat) qui établissaient le régime fiscal des vinaigres. Ces dernières dispositions ont été disjointes par le Sénat et ajournées à une loi spéciale. Le projet ainsi amendé fit retour à la Chambre qui l'adopta le 28 décembre 1900.

La loi nouvelle donne en grande partie satisfaction aux viticulteurs et à leurs représentants au Parlement. D'une part, en effet, elle réduit considérablement les taxes que l'État percevait autrefois sur les vins ; d'autre part, elle prend des mesures rigoureuses pour empêcher la fabrication, *au point de vue de la vente* des vins de seconde cuvée. Nous allons analyser, dans deux paragraphes distincts les principales dispositions de cette loi, à ce double point de vue. Nous aurons ainsi étudié, dans la réforme du régime des boissons, le côté qui seul nous intéresse directement. Toutefois, comme pour assurer l'équilibre du budget, il a fallu de nouvelles ressources destinées à compenser l'abolition des taxes jusqu'ici perçues, nous indiquerons rapidement les diverses mesures prises à cet effet.

§ 1^{er} *Droits sur les vins et les vendanges fraîches.*

Lès quatre premiers alinéas de l'art. 1^{er} de la loi sont ainsi conçus : « Les droits de détail, d'entrée et de taxe unique, actuellement perçus sur les vins, cidres, poirés et hydromels sont supprimés.

« Le droit de fabrication sur les bières est abaissé à vingt cinq centimes (0 fr. 25) par degré-hectolitre.

« Les vins, cidres, poirés et hydromels restent, quelle que soit la quantité, soumis au droit général de circulation dont le taux, décimes compris, est fixé uniformément à un franc cinquante centimes (1 fr. 50) par hectolitre pour les vins, à quatre-vingts centimes (0 fr. 80) par hectolitre pour les cidres, poirés et hydromels. Ce droit s'étend aux quantités expédiées aux débitants.

« Les vendanges fraîches circulant hors de l'arrondissement de la récolte et des cantons limitrophes en quantité supérieure à 10 hectolitres, sont soumises aux mêmes formalités à la circulation que les vins et passibles du même droit à raison de 2 hectolitres de vin par 3 hectolitres de vendange. »

Ce texte contient trois dispositions essentielles que nous allons examiner : 1° Abolition des droits de détail, d'entrée et de taxe unique, perçus autrefois sur les vins ; 2° maintien d'un droit de circulation uniforme de 1 fr. 50 par hectolitre sur les vins ; 3° établissement d'un droit de circulation sur les vendanges fraîches.

1° *Abolition des droits d'entrée, de détail et de taxe unique.* — C'est là un dégrèvement d'environ 126 millions sur un total de 156 millions, à raison d'environ 30 à 35 millions d'hectolitres, chiffres qui représentent les quantités moyennes, imposées, chaque année, dans ces derniers temps. Voici, par exemple, d'après le *Bulletin de statistique*

(mars 1897) le rendement, pendant l'année 1896, des droits d'entrée, de détail et de taxe unique — en ce qui concerne les vins en cercles et en bouteilles :

1 ^o Droit de détail.	hectolitres	francs
— perçu à l'enlèvement. . . .	23,751	194,209
— constaté chez les marchands en gros.	46,744	386,951
— constaté par exercice. . . .	1,645,343	14,847,845
— par abonnement	2,658,474	25,037,988
Total. . . .	4,374,312	40,466,993
2 ^o Droits d'entrée.	2,649,623	1,869,080
3 ^o Droits de taxe unique	8,287,030	38,107,278
4 ^o Taxe de remplacement		
— à Paris (8 fr. 25)	4,843,516	39,959,006
— à Lyon (7 fr. 13)	702,308	5,014,180
Total. . . .	16,482,477	84,949,544

Soit un total de 125.416.537 francs.

En 1898, les rendements ont été de 27.211.470 francs pour le droit d'entrée et de 95.672.972 francs pour le droit de détail, soit au total 122.884.442 francs (1).

Ce dégrèvement des droits sur les vins, ne peut qu'être universellement approuvé. Nous avons déjà indiqué les critiques auxquelles ont donné lieu les droits d'entrée et de détail et aussi le droit de taxe unique qui les remplace dans les villes de 10.000 habitants et au-dessus; nous n'avons pas à revenir sur ce sujet. On a cherché cependant, à justifier le droit de détail, en faisant valoir, qu'il frappe une consommation superflue et nuisible, celle du cabaret. Mais, ainsi que le fait remarquer l'exposé des

(1) *Bulletin de statistique*, nov. 1900, p. 475.

motifs du projet de loi, actuellement voté par le Parlement⁽²⁾, cela n'est exact, ni dans les villes, puisque la taxe unique frappe tous les consommateurs; ni dans les campagnes, car le droit de détail y est supporté bien souvent par des ouvriers que leur travail oblige à prendre leur repas au dehors, dans les débits; il atteint également la vente à emporter, c'est-à-dire, la consommation des petits ménages qui n'ont pas assez de ressources pour s'approvisionner en gros.

On a dit, enfin, que malgré l'abolition de ces impôts, le consommateur paierait son vin tout aussi cher que par le passé; que les débitants n'abaisseraient pas leur prix de vente et qu'ainsi ils seraient seuls à bénéficier de la réforme. C'est là une opinion, que les événements ne semblent pas devoir confirmer. Déjà, on vend, à Paris, le vin de l'Hérault et de l'Aude, à 30 ou 35 centimes le litre. Quelle sera l'influence de cette baisse de prix sur la consommation? C'est ce que nous rechercherons dans notre conclusion.

*2° Maintien d'un droit de circulation uniforme de 1 fr. 50
par hectolitre*

A la différence des droits d'entrée et de détail, le droit de circulation sur les vins a été maintenu et porté à 1 fr. 50. Pour quels motifs s'est-on prononcé dans ce sens? Voici

(2) *J. off., Chamb. des Dép., Doc. parl.*, 1899, session extraordinaire, p. 130.

ce que nous lisons à cet égard dans le rapport, fait au nom de la commission du Sénat, par M. de Verninac (1). « Comment réprimer la fraude, dit l'honorable sénateur, si on laissait circuler sans surveillance des liquides qui sont en réalité de l'alcool en puissance ; et à quoi bon réglementer le privilège des bouilleurs de cru si, par la liberté absolue de circulation, on permettait à chaque débitant, à chaque consommateur d'alcool, d'établir dans son domicile particulier, au moyen de nouveaux appareils, dont l'usage se généraliserait immédiatement, une distillerie clandestine ? Comment appliquer les lois si nombreuses sur la répression de la fraude, si toute surveillance était abolie ? »

Ces raisons ne nous semblent pas convaincantes ; il suffit de songer, en effet, que le droit de circulation n'existe plus à Paris et à Lyon depuis 1832, que les boissons hygiéniques y circulent librement et que cette absence complète de surveillance n'a pas eu, dans ces villes, les résultats que redoute le rapporteur du Sénat. En tout cas en admettant qu'il y ait avantage pour la régie à conserver un droit de statistique « une sorte de droit de regard » sur les vins de peur qu'ils ne véhiculent de l'alcool, on aurait pu diminuer considérablement ce droit de circulation, le fixer par exemple à 0 fr. 25 par hectolitre (1). Le véritable motif du maintien du droit de circulation, nous apparaît, plutôt comme purement fiscal ; le droit nouveau

(2) *J. off., Chamb. des Dép., Doc. parl.*, 1899, session extraordinaire, p. 130.

(1) *Sénat, doc. parl., J. off.* du 28 janv. 1901, annexe n° 403, p. 820 ss.

produira, d'après les évaluations de l'exposé des motifs, 52,181,420 fr. Supprimer ce droit, ce serait donc créer un déficit budgétaire, qu'on aurait peut-être été obligé de combler en frappant plus lourdement la consommation de l'alcool, et c'est ce qu'on n'a pas voulu faire.

L'exactitude de ce point de vue est confirmée par les incidents de la discussion au Parlement. Divers contre-projets ou amendements, supprimant le droit de circulation des boissons hygiéniques furent présentés au cours de la séance du 26 novembre 1900 : contre-projet de MM. Girou et plusieurs de ses collègues supprimant sans exception *tous* les droits actuellement perçus sur le vins ; proposition de M. Fleury-Ravarin supprimant également tous les droits ; proposition de M. Charles Bos supprimant le droit de circulation. Le ministre des finances déclara formellement qu'il ne pouvait accepter ces amendements parce qu'ils créaient « un déficit que l'administration des contributions indirectes évaluait à 100 millions au moins » (*J. off.* p. 2295.)

Ce qui démontre d'ailleurs que le droit de circulation n'est pas indispensable à la régie, pour empêcher les fraudes sur l'alcool, c'est qu'il était aboli dans les projets de loi antérieurs, notamment dont le projet déposé en 1893, par M. Rouvier, alors ministre des finances.

Quoi qu'il en soit, le droit de circulation sur les vins est maintenu et fixée à 1 fr. 50 ; il y a lieu de rechercher quelles seront les conséquences de cette disposition. Avant la loi du 29 décembre 1900, la France était divisée, nous

l'avons vu, en trois classes — depuis la loi du 27 juillet 1880 — pour le droit de circulation sur les boissons hygiéniques. En ce qui concerne les vins, le tarif était fixé à 1 fr. l'hectolitre, 1 fr. 50 et 2 fr. selon les classes. Voici quel a été, sous ce système législatif, le produit du droit de circulation sur les vins pour 1896 :

1 ^{re} classe . . .	7.762.827 fr. pour	7.762.827 hectolitres
2 ^e classe . . .	21.443.586 —	14.295.324 —
3 ^e classe . . .	1.804.238 —	902.119 —
Total . . .	31.010.651 fr. pour	22.960.670 hectolitres

En 1898, le rendement a été de 32.723,111 francs. Or avec le nouveau tarif uniforme de 1 fr. 50 par hectolitre, le montant des droits atteindrait pour le même chiffre d'hectolitres la somme de 34.441.005 soit pour une consommation de 20 millions d'hectolitres, une aggravation d'impôt d'environ 3 millions.

L'exposé des motifs, prévoit ce résultat, et il ne s'en émeut pas autrement. Voici comment il présente l'économie générale de la réforme du droit de circulation. Dans les villes à taxe unique, dit le ministre des finances, le dégrèvement sera considérable. Dans les villes à droit d'entrée et dans les campagnes, les consommateurs qui s'approvisionnent au détail en bénéficieront également; les consommateurs qui s'approvisionnent en gros seront eux-mêmes dégrévés dans la plupart des villes; il n'y aura pour eux de légères surcharges que dans les campagnes des départements de première classe; mais comme se sont

des consommateurs aisés, ils n'en souffriront guère. Ils ne paieront jamais qu'un demi-centime en plus par litre. tandis que le consommateur pauvre, obligé de s'adresser au détaillant, ne paiera que 1 centime $1/2$, au lieu de 5, 8 ou 10 centimes par litres. « Au point de vue de l'équitable répartition de l'impôt, on ne saurait contester que c'est là une grande amélioration (1). »

Néanmoins, cette manière de voir n'a pas été partagée par tout le monde. Les représentants du Nord ont déclaré que la réforme avait pour effet de leur faire payer un impôt plus lourd et les empêcherait de se procurer du vin au même prix qu'auparavant. A vrai dire, l'on ne peut soutenir que le droit de circulation puisse être un obstacle à la consommation du vin ; il aurait cependant peut-être mieux valu accomplir la réforme dans le sens d'un dégrèvement et fixer le nouveau droit à 1 franc ; on aurait ainsi respecté les intérêts de la région du Nord.

3° Droit de circulation sur les vendanges fraîches. -- Avant la loi du 29 décembre 1900, les vendanges fraîches (raisins frais foulés) n'étaient atteintes par l'impôt que lorsqu'elles étaient introduites dans les villes sujettes au droit d'entrée ; elles supportaient alors ce droit à raison de deux hectolitres de vin par trois hectolitres de vendange ; leur circulation n'était assujettie à aucune formalité.

La nouvelle loi supprime le droit d'entrée pour les ven-

(1) Une proposition en ce sens de M. Boudenoot fut écartée par la Chambre (séance du 26 nov. 1900, *J. off.* du 27, p. 2301 à 2302.)

danges comme pour les vins ; mais à l'avenir, « les vendanges fraîches circulant hors de l'arrondissement de récolte et des cantons limitrophes en quantité supérieure à 10 hectolitres, seront soumises aux mêmes formalités à la circulation que les vins et passibles du même droit, à raison de 2 hectolitres de vin par 3 hectolitres de vendange » (art. 1^{er}, 4^e al.).

Lorsque la loi, ayant été votée avec modification par le Sénat, fit retour à la Chambre, M. Pourquery de Boisserin demanda la suppression de ce paragraphe (1). « Cette mesure, dit l'honorable député, frappe le Midi et plus spécialement le Gard, la Vaucluse, le Var et les Bouches-du-Rhône où la vente des raisins frais se fait en grand. L'obligation de se présenter chez le Receveur ruraliste avant d'expédier les vendanges fraîches entraînera de graves dommages pour les viticulteurs, si l'on songe aux heures auxquelles se font le plus souvent les ventes de raisins frais. Supposez une vente traitée, — et c'est quotidien au moment des vendanges — entre deux et trois heures du matin ou entre six et sept heures du soir, car les marchés se tiennent presque jour et nuit ; comment s'adresser au receveur pour expédier par les trains du matin ou les trains de nuit ? Il faudra attendre jusqu'à 8 ou 9 heures du matin, heure à laquelle s'ouvrent les recettes ruralistes. Or les raisins ne peuvent pas attendre longtemps dans les emballages sans un fort déchet ; ils se gâteront et les transactions seront arrêtées. »

(1) Troisième séance du 28 déc. 1900, *J. off.*, p. 306.

Les raisins de table échappent au droit et aux formalités à la circulation ; M. Pourquery de Boisserin, ici, défendait donc seulement les intérêts de certains propriétaires, trop nombreux dans certaines localités, qui, pour se dispenser d'immobiliser un capital considérable en outillage vinaire, vendent et expédient leurs raisins dans le Centre et dans l'Est. Nous avons déjà eu l'occasion de dire combien ce système était déplorable au point de vue général. Les années d'abondance, les propriétaires ne peuvent trouver d'acheteur pour leurs raisins, ils doivent emprunter la cuve d'un voisin et leur vin constitue ces « non-logés » dont l'influence a été si désastreuse au début de la campagne 1898-1899. Si le droit de circulation entravait désormais les expéditions de vendanges, au point de forcer les propriétaires à se mettre en mesure de loger leur récolte, il aurait, par cela même, rendu un service incontestable à la viticulture.

§ 2. — *Sucrage des vendanges.*

La loi du 29 juillet 1884 avait, nous l'avons vu, accordé une détaxe aux sucres employés à relever la teneur alcoolique des vins. Les abus auxquels a donné lieu l'application de cette loi et surtout du décret du 22 juillet 1885, qui en a exagéré la portée, ont été indiqués plus haut ; nous avons montré également, comment les lois du 14 août 1889, du 11 juillet 1891 et du 4 avril 1897 ont été impuis-

santes à empêcher la fabrication et la circulation — en vue de la vente — des vins de marc sucré.

Le projet de loi présenté par le Gouvernement, en 1899, reproduisait dans son article 14 les dispositions votées par le Sénat en 1896, relevant de 24 francs à 40 francs la détaxe des sucres, employés au sucrage des vendanges ou des marcs. L'art. 14 de ce projet était ainsi conçu : « Les droits sur les sucres employés au sucrage des vins, cidres et poirés, dans les conditions déterminées par les lois et règlements en vigueur sont portés à 40 francs par 100 kilogrammes de sucre raffiné, décimes compris. — Les quantités de sucre à employer pour relever le degré alcoolique des vins ne peuvent dépasser 15 kilogrammes par trois hectolitres de vendange. — Les quantités de sucre à employer pour la fabrication des vins de sucre ne peuvent dépasser 25 kilogrammes par trois hectolitres de vendange (1).

Cette disposition, qui fut reproduite dans le premier projet de la Commission de la Chambre, était tout à fait insuffisante. Si elle relevait les droits sur les sucres, elle accordait encore aux producteurs et aux acheteurs de vendanges de trop grosses quantités de sucre avec le bénéfice de la taxe réduite. Lorsque ce texte vint en discussion à la Chambre, divers orateurs demandèrent la suppression complète de la détaxe. On fit valoir, que cette détaxe était légitime en 1884, car il s'agissait alors, de rendre propres

(1) *Ch., doc. parl.*, session extraordinaire de 1899, p. 132.

à la consommation, des vins de qualité inférieure portant la tare des maladies que subissaient les vignes : phylloxera, mildew, black-rot ; mais que la situation avait bien changé, que les vins n'avaient plus besoin d'être améliorés et qu'on utilisait le sucre pour fabriquer des vins de seconde cuvée qui venaient concurrencer les vins naturels, malgré l'interdiction de vente et de circulation édictée par la loi de 1897. La Chambre néanmoins rejeta cette proposition qu'elle jugeait trop radicale (séance du 11 décembre 1900) et elle adopta un amendement de M. Lauraine ainsi conçu : « Les récoltants pourront seuls bénéficier du droit de 24 francs sur les sucres bruts ou raffinés, employés au sucrage des vins, cidres et poirés, mais seulement pour leur consommation familiale et jusqu'à concurrence de 40 kilogrammes par membre de la famille ou domestique attaché à la personne. » (*J. Off.*, p. 2630).

Cet amendement fut accepté par la Commission de la Chambre qui remania l'ancien article 14 et adopta le texte proposé par M. Lauraine. L'article 14 ainsi amendé fut voté sans discussion par le Sénat ; il est devenu l'article 16 actuel.

L'article 16 maintient donc le principe même de la modération de taxe, ainsi que le tarif de 24 francs par 100 kilogrammes, établi par la loi du 5 août 1890. Mais il exclut du bénéfice de la taxe réduite les acheteurs de vendange et pour forcer le récoltant à limiter la fabrication des vins de marc sucré aux besoins de la consommation familiale, il

abandonne comme base des quantités de sucre pouvant être mises à la disposition du producteur avec détaxe, le chiffre de la récolte. Ces quantités ne devront désormais, en aucun cas, excéder 40 kilogrammes par membre de la famille du récoltant ou par domestique attaché à sa personne. Il en résulte qu'à l'avenir la fraude sera enrayée, aussi sûrement que si l'on avait supprimé la détaxe; ce n'est pas, en effet, avec cette quantité de 40 kilog. par personne que l'on pourra lancer dans le commerce les vins de seconde cuvée pour la fabrication desquels certains viticulteurs employaient auparavant jusqu'à 5.000 kilogrammes de sucre; les vins de seconde cuvée seront désormais absorbés par la consommation familiale.

La législation nouvelle, relative au sucrage des vins, nous paraît donc devoir être approuvée. On a réclamé avec beaucoup d'insistance l'abolition complète de la détaxe, mais il nous semble que le résultat essentiel est d'empêcher la fabrication au point de vue de la vente, des vins de sucre. La loi ne peut être blâmée, d'avoir accordé au petit cultivateur, peu fortuné, une légère faveur, en lui fournissant, à un tarif réduit, la quantité de sucre nécessaire pour sa consommation de vin personnelle. Comme l'a fort bien dit M. Lauraine, ce petit cultivateur est « celui qui travaille le plus, qui supporte les charges les plus lourdes, les plus écrasantes et qui, il faut le constater à son éloge, est celui de tous dans ce pays qui se plaint le moins (1). » Du reste, il est un fait certain,

(1) Séance du 1^{er} déc., p. 2.626).

c'est qu'on ne peut songer à interdire la production, pour la consommation familiale du vigneron, des vins de seconde cuvée. « S'il plaît au vigneron, dit M. Georges Villain(2), de produire deux vins avec son raisin frais, l'un avec sa vendange naturelle, l'autre avec l'eau qui aura lessivé le marc pressé, personne ne pourra l'en empêcher, à moins de traiter comme des citoyens taillables et corvéables à merci, les agriculteurs qui, au lieu de faire pousser des céréales, des herbages ou des légumes dans leurs terres, y auront planté de la vigne. » Le droit de faire des vins de marc et des piquettes est en quelque sorte imprescriptible et il ne peut pas être question de l'enlever aux viticulteurs. En accordant 40 kilogrammes de sucre au vigneron, on lui permet seulement de consommer une boisson un peu plus « corsée ». Nous croyons, du reste, que malgré le maintien de la détaxe, les vignerons perdront l'habitude de faire des « seconds vins » même pour leur propre consommation, si les prix ne se relèvent pas dans de fortes proportions.

§ 3. — *Mesures destinées à assurer l'équilibre du budget*

Pour faire face au dégrèvement consenti sur les boissons hygiéniques, il fallait créer des ressources nouvelles. Ces ressources ont été obtenues : 1° par l'élévation du droit de consommation sur l'alcool de 156 fr. 25 à 220 francs ;

(2) *Le Temps*, n° du 9 déc. 1900.

2° par l'augmentation du tarif des licences ; 3° par l'établissement d'un droit de circulation sur les vendanges fraîches. — Nous nous sommes déjà occupés du nouveau droit qui frappe la circulation des vendanges ; il nous reste à indiquer les mesures relatives à l'alcool et aux licences. Nous commencerons par les dispositions qui augmentent le tarif des licences, parce que nos développements sur ce point seront très brefs.

I. *Augmentation des licences.* — Avant 1789, il existait un droit dit *annuel* qui devait être payé par les marchands en gros et débitants de boissons. La loi du 28 avril 1816 l'a rétabli, en grevant d'une taxe toute personne qui veut se livrer à un commerce ou à une industrie dont la profession ne peut-être exercée sans une déclaration préalable. Ce droit de licence frappait : 1° les débitants de boissons, sauf à Paris où il était compris dans la taxe de remplacement perçue à l'entrée des boissons ; 2° les brasseurs ; 3° les bouilleurs et distillateurs de profession ; 4° les marchands en gros de boissons ; 5° les fabricants de cartes à jouer, stéarines, huiles ; 6° les fabricants de sucres et glucoses ; 7° les fabricants de vinaigre ; 8° les entrepreneurs de voitures publiques.

Jusqu'en 1891, le tarif en était fixé par la loi du 1^{er} septembre 1871 ; il variait entre 15 et 50 francs suivant la profession et, dans certains cas, suivant la population des communes. Mais il ne tenait pas compte de l'importance des ventes : dans chaque localité, il était le même pour

toutes les personnes exerçant la même industrie, quelle que fut l'importance de leur commerce.

La loi nouvelle modifie sur ce dernier point la législation antérieure. Désormais les tarifs, qui sont d'ailleurs notablement surélevés, comportent une certaine proportionnalité et sont moins lourds pour les petits commerçants (1). En ce qui concerne les débitants, la taxe varie non seulement suivant la population des localités où ils sont établis, mais aussi suivant la classe dans laquelle ils sont rangés pour l'application des droits de patente. Quant aux marchands en gros, la loi les répartit, d'après l'importance de leurs ventes annuelles en trois classes dont les tarifs sont respectivement de 50 francs, 75 francs et 125 francs par trimestre. Pour les brasseurs, la loi établit également trois tarifs gradués selon le nombre de brassins fabriqués pendant l'année. Enfin pour les bouilleurs et distillateurs, on prend pour base leur production pendant l'année, quelle que soit la durée effective de leurs opérations.

II. *Droits sur les alcools et produits assimilés.* — La loi nouvelle ne touche pas au droit d'entrée sur les alcools,

Voy. le texte de la loi dans l'appendice placé à la fin de cet ouvrage (art. 1^{er}, *in fine*). — Le projet du gouvernement augmentait les licences, mais sans changer le caractère de cet impôt. La Chambre adopta, malgré l'opposition du ministre des finances un amendement de M. Colliard (séance du 3 déc. 1900, *J. off.* du 4, p. 2435 ss,) qui fixait le tarif des licences proportionnellement à l'importance du commerce des redevables. La législation nouvelle nous paraît très équitable et elle mérite d'être approuvée, bien qu'il soit difficile de connaître l'importance du commerce d'un débitant autrement que par le contrôle de la Régie.

dont le tarif reste fixé par la loi du 26 mars 1872, mais elle élève le droit de consommation de l'alcool : « Le droit de consommation sur les eaux-de-vie, absinthes et autres liquides alcooliques non dénommés est fixé à deux cent vingt francs (220 francs) par hectolitre d'alcool pur, décimes compris. » (Art. 1^{er}—5^o).

Le droit était fixé auparavant à 156 fr. 25; c'est donc une augmentation de 63 fr. 75, qui doit fournir, d'après les évaluations de l'exposé des motifs, une surtaxe annuelle d'environ 100 millions. On n'a pas osé élever davantage le droit sur l'alcool, par crainte d'assurer à la fraude une prime trop considérable. Sans doute, est-il dit dans l'exposé des motifs (1), certains pays, la Russie, l'Angleterre, perçoivent des droits beaucoup plus forts : 325 francs, 501 francs par hectolitre, mais il n'y a aucune comparaison à établir entre ces pays et la France : en Russie et en Angleterre, la fabrication de l'alcool est concentrée dans un petit nombre de distilleries de grains, d'une surveillance aisée; en France, les matières susceptibles d'être distillées varient à l'infini; leur transformation est facile, peu coûteuse et n'exige que peu de temps. Les conditions de la production en France donnent donc à la fraude des facilités qui n'existent pas dans les pays du Nord. Il est, en outre, certain qu'il n'est pas possible d'organiser, en France, un impôt très élevé sur l'alcool, si l'on ne supprime pas, en même temps, le privilège des bouilleurs de

(1) *Chambre, Doc. parl.*, session extraordinaire de 1899, p. 130.

cru. Or nous verrons bientôt que, à tort ou à raison, le législateur a maintenu ce privilège, source de fraudes énormes au préjudice du trésor; il ne l'a supprimé que pour une certaine catégorie de bouilleurs de cru. Dans ces conditions, il eût été dangereux de faire supporter à l'alcool un impôt aussi lourd que dans les autres pays.

Au reste, même ainsi réduite, cette surtaxe de l'alcool a rencontré des adversaires irréductibles. Elle avait déjà fait échouer, pour les projets antérieurs la plupart des réformes proposées et, cette fois encore, de vives discussions se sont élevées sur ce point au sein des deux Chambres. Mais, à vrai dire, de tous les arguments invoqués contre l'établissement de droits très forts sur l'alcool, il n'y en a qu'un seul qui pourrait avoir de la valeur. On a dit, et cela est vrai, que l'impôt sur l'alcool peut avoir de grands inconvénients pour beaucoup d'industries. Voici en effet, la liste non pas de toutes, mais de la plupart des industries qui sont affectées par cet impôt (1) : la préparation des vernis et des laques, la dissolution des résines et de la gomme pour les chapeliers, la fabrication de l'huile, du chloroforme, des acides sulfurique, nitrique, chlorique et autres, de l'esprit de nitre; de la poudre fulminante, des savons transparents, l'extraction des alcaloïdes végétaux, comme la quinine, la morphine, la préparation des médicaments pour les animaux, la préservation des objets de l'histoire naturelle, les travaux chimiques et

(1) Cette liste dressée par un économiste américain, M. Cliffe-Leslie, est reproduite par M. Paul Leroy-Beaulieu, *Traité de la science des finances*, 6^e édition, t. I, 1899, p. 312.

anatomiques, la fabrication d'objets d'éclairage et de chauffage, économique, etc. On voit donc que l'impôt sur l'alcool pourrait amener une perturbation dans une série indéfinie d'industries. Néanmoins cet argument perd toute sa force, si l'on songe que les alcools dénaturés pour les usages industriels jouissent d'un traitement de faveur (2). La loi du 2 août 1872, (art. 4) avait soumis ces alcools à un droit de 30 francs par hectolitre d'alcool pur (3). Une loi du 16 décembre 1897 a réduit ce droit à 3 francs, décimes compris, et enfin l'art. 13 de la nouvelle loi supprime la taxe de dénaturation et la remplace par un droit de statistique de 0 fr. 25 (4). L'alcool n'est donc imposé en France qu'autant qu'il n'est pas dénaturé pour les usages industriels. On ne le frappe que comme boisson et dès lors, en présence des ravages qu'il produit dans la santé publique et dans les mœurs, nous ne comprenons pas que cette question de la surtaxe ait été combattue avec tant de violence (1).

(2) Parmi les pays étrangers, on ne peut que citer les États-Unis qui refusent de dégrever les alcools industriels. Voy. sur la dénaturation des alcools, dans le *Dict. des fin.* de Léon Say, l'article de M. René Stourm, 1889, p. 1403 ss.

(3) La loi du 30 déc. 1873 (art 2) avait augmenté ce droit de 2 décimes et-demi, ce qui le portait à 37 fr. 50.

(4) La disparition de la taxe de dénaturation a pour conséquence d'entraîner la suppression du droit d'octroi perçu dans certaines villes sur les alcools dénaturés. L'art. 9 de la loi du 2 août 1872, décide, en effet, que « le droit d'octroi sur les alcools dénaturés ne pourra pas dépasser le 1/4 du droit du Trésor »

(1) Nous devons faire observer toutefois que les alcools destinés aux eaux de senteur, vinaigres de toilettes et autres produits liquides de la parfumerie, ainsi qu'à beaucoup de médicaments, sont exclus du bénéfice de la dénaturation et demeurent soumis aux droits généraux de consommation et d'entrée. Cf. Léon Say, *op. cit.*, p. 1405.

Quoi qu'il en soit, la loi du 29 décembre 1900 élève donc le droit de consommation sur l'alcool de 156 fr. 25 à 220 francs et en même temps pour empêcher que la fraude augmente, comme cela se produit à chaque relèvement du tarif, elle entoure d'une surveillance très étroite la vente, la circulation et la fabrication des spiritueux. Nous allons indiquer, le plus rapidement possible, les dispositions prises à cet effet, en n'insistant que sur celles relatives aux bouilleurs de cru.

En ce qui concerne, tout d'abord, la vente en détail (1), la nouvelle loi supprime l'« exercice » pour les spiritueux comme pour les autres boissons (art. 5). Elle le remplace par un simple droit de contrôle et de visite. Désormais les employés de la régie ne pourront plus pénétrer dans le domicile privé des débitants, si ce n'est avec l'assistance d'un commissaire de police. L'art. 5 décide, en effet, que « *dans les communes où il n'existe pas de surveillance effective et permanente aux entrées*, toute personne qui vend en détail des boissons, reste seulement assujettie dans ses caves, magasins et autres locaux affectés au commerce, aux visites des employés de la régie, qui pourront effectuer les vérifications et prélèvements nécessaires pour l'application des lois concernant les fraudes commerciales et les fraudes fiscales. »

(2) Pour la vente en gros, voy. l'art. 7. Cet article ne fait que préciser la législation antérieure. Il décide qu'à la suite du recensement effectué chez un marchand en gros, les agents des contributions indirectes frapperont les *manquants* d'un droit de circulation, et, s'il y a lieu, de taxes d'octroi, et qu'ils dresseront procès-verbal s'ils constatent, au contraire, des *excédents* leur révélant soit des mouillages, soit une fabrication clandestine.

Ce texte, on le remarque, n'établit la surveillance dans les débits que pour les campagnes, afin de réprimer les fraudes de mouillage et d'alcoolisation des vins ; dans les villes défendues par des barrières, c'est à la barrière même que doit s'effectuer le contrôle.

Quant aux formalités relatives à la circulation des boissons, l'art. 3 décide que « pour les spiritueux, l'obligation d'acquit-à-caution est étendue à tous les transports à destination des villes d'une population agglomérée de 4,000 habitants et au-dessus et des localités où il existe des taxes d'octroi sur l'alcool (1). » Jusqu'ici les boissons expédiées aux particuliers circulaient sous *congé*, après acquittement immédiat des droits ; les envois à destination de consommateurs habitant à l'intérieur des villes à taxe unique (ville de 10,000 âmes et au-dessus), étaient seuls accompagnés d'acquit-à-caution, les droits ne devant être payés qu'à l'entrée. La loi nouvelle décide que désormais les spiritueux ne pourront circuler en vertu de *congés* que s'ils sont à destination de particuliers établis dans des localités non assujetties au droit d'entrée et n'ayant pas de taxe d'octroi sur l'alcool.

Comme atténuation à cette obligation de faire accompagner, dans presque tous les cas, les spiritueux, d'acquit-à-caution, la loi donne au soumissionnaire de l'acquit la faculté d'abrégier la durée de sa responsabilité ; c'est la

(1) Ce texte ne vise que les spiritueux expédiés à de simples particuliers. Ceux envoyés aux débitants sont dans tous les cas assujettis à la formalité de l'acquit à caution.

disposition de l'article 3, al. 2, ainsi conçu : « Les acquits-à-caution accompagnant des spiritueux pourront être recommandés moyennant le paiement d'un droit supplémentaire de 50 centimes (0,50) par expédition. Dans ce cas, la responsabilité du soumissionnaire ne demeurera engagée que dans un délai de quarante jours après l'expiration du délai fixé pour le transport. » La loi réduit donc à *quarante jours* le délai d'apurement *des acquits recommandés*. On sait que le délai normal est de quatre mois, en vertu de l'art. 7 de la loi du 11 juin 1816, confirmé par la loi du 21 juin 1873 (1).

L'art. 4, voté sans discussion à la Chambre et au Sénat, fixe le délai imparti pour acquitter les droits de circulation. Nous nous bornerons à reproduire ce texte : « Les droits de circulation et de consommation sur les boissons expédiées sous acquit-à-caution aux débitants et le droit de consommation sur les spiritueux expédiés aux consommateurs dans les conditions prévues à l'article précédent doivent être acquittés, savoir :

« Dans les localités ayant une population agglomérée de 4.000 habitants et au dessus ou pourvues d'un octroi au moment de l'introduction ;

« Partout ailleurs dans les quinze jours qui suivront l'expiration du délai fixé pour le transport ;

(1) La Chambre rejeta (séance du 3 déc. 1900, *J. off.*, p. 2438) un amendement Delanne tendant à réduire le délai à dix jours pour les acquits recommandés. Un délai aussi court, a dit le ministre des finances, amènerait pour le Trésor une augmentation des frais de poursuite et nécessiterait un personnel plus nombreux.

« Pour les débitants qui vendent accidentellement des boissons les jours de fête ou de foire, les droits sont exigibles immédiatement. »

Quant à la production des alcools, les articles 9, 10, 11 et 12 de la nouvelle loi l'entourent d'une surveillance encore plus étroite. La loi s'occupe successivement des bouilleurs de profession, des distilleries clandestines, des bouilleurs de cru, des loueurs d'alambics ambulants et des fabricants, marchands et autres détenteurs d'appareils propres à la fabrication de l'alcool. Nous allons examiner ces diverses dispositions, en terminant par celles qui sont relatives aux bouilleurs de cru, les plus importantes pour nous.

Bouilleurs de profession. — L'art. 9—1° qui vise les bouilleurs de profession dispose : « Les boissons, autres que les spiritueux, introduites sous acquit-à-caution ou fabriquées dans les distilleries y seront prises en charge comme matière première à la fois pour leur volume et pour la quantité d'alcool pur qu'elles renferment. » -- Pour bien comprendre ce texte, il faut savoir qu'à l'exception des bouilleurs de cru, tous les distillateurs qui produisent ou rectifient l'alcool doivent faire la déclaration de leur industrie et subir les vérifications des employés de la Régie. Saisir à son début la totalité de la production de l'alcool est pour l'administration une précaution essentielle. L'impôt ne se paie pas, sans doute, à la distillerie,

mais une fois les quantités fabriquées prises en charge, elles ne peuvent plus échapper au fisc. Il importe donc que cette prise en charge s'effectue aussi exactement et aussi complètement que possible. A cet effet, les règlements A du 18 septembre 1879, A *bis* du 19 septembre 1879 et B du 15 août 1881 ont édicté une série de prescriptions, empruntées en grande partie à la législation anglaise. La loi nouvelle modifie l'art. 12 du règlement de 1881, aux termes duquel *les boissons autres que les spiritueuses* introduites sous acquit-à-caution ou fabriquées dans les distilleries, sont prises en charge comme matières premières. L'article 9 de la loi de 1900 décide que désormais la prise en charge, comme matière première de ces boissons aura lieu à la fois pour leur volume et pour la quantité d'alcool pur qu'elles renferment ; la surveillance de la Régie sera ainsi plus étroite que par le passé.

En conséquence, sur le registre dont la tenue leur est prescrite par le règlement de 1881, les bouilleurs de vins, cidres et poirés devront désormais indiquer le degré alcoolique des boissons fabriquées et la quantité d'alcool pur correspondant au volume et au degré.

Quant aux boissons reçues de l'extérieur sous acquit-à-caution, le distillateur destinataire, quand il ira déclarer à la recette buraliste l'arrivée de ces boissons, devra indiquer leur richesse alcoolique et la quantité d'alcool qu'elles renferment.

Distilleries clandestines. — Le deuxième paragraphe de l'article 9 est relatif à la déclaration imposée aux producteurs d'alcool afin d'atteindre les distilleries clandestines. Il est ainsi conçu : « Nul ne peut, en vue de la distillation, préparer des macérations de grains, de matières farineuses ou amylicées, ou mettre en fermentation des matières sucrées, ni procéder à aucune opération chimique ayant pour conséquence directe ou indirecte une production d'alcool, sans avoir préalablement fait une déclaration au bureau de la Régie. » Ce texte facilite la répression des distilleries clandestines de grains, de mélasses, de betteraves et d'autres substances analogues. Autrefois, pour frapper ces distilleries, il fallait que la Régie constatât le fait même de la distillation ; or, c'était là une condition presque toujours impossible à remplir, pour peu que le fraudeur eut soin de ne distiller que pendant la nuit, aux heures où les employés ne peuvent pénétrer dans son domicile, même en se faisant accompagner par un officier de police judiciaire. L'obligation de la déclaration comble donc une lacune de la législation et rend la répression plus facile (1).

Le paragraphe ci-dessus assujettit également à la déclaration la production de l'alcool par des procédés chimiques, qui jusqu'ici n'était visée par aucun texte. Ces procédés chimiques comportent l'emploi de produits qui renferment l'alcool à l'état latent (acide sulfovinique, sul-

(1) Gaure. *Le Nouveau Régime des Boissons*, br. in-8, Paris, 1901, p. 27.

fovinates, etc.), et sont susceptibles de le dégager par des moyens simples ne comportant que l'emploi de matières usuelles (eau, chaux, soude) et d'appareils peu compliqués.

Loueurs d'alambics ambulants. — La loi prescrit aux loueurs d'alambics ambulants d'inscrire des indications sur un *cahier-journal* « Tout loueur d'alambic ambulant, dit l'art. 11, est tenu, indépendamment des obligations qui lui sont imposées par le règlement du 15 avril 1851, de consigner sur un *cahier-journal*, dont la remise lui sera faite par la Régie, le jour, l'heure et le lieu où commence et s'achève chacune de ses distillations, les quantités et les espèces de matières mises en œuvre par lui et leurs produits à la fin de chaque journée. Ce carnet doit être présenté à toute réquisition des employés.

« En cas de non-accomplissement des formalités qui précèdent, le permis de circulation cessera de produire ses effets et le loueur ne pourra en obtenir un nouveau avant un délai de six mois et d'un an en cas de récidive. »

Ce texte a un double but : 1° Renseigner la Régie sur les quantités fabriquées, afin que, sans entrer dans le domicile, ce qui est strictement interdit, les agents puissent exercer leur surveillance ; 2° permettre à la Régie de s'assurer si les personnes qui ont utilisé des alambics ambulants, réunissent bien toutes les conditions voulues pour bénéficier des privilèges des bouilleurs de cru (1).

(1) Discours de M. le ministre des finances, Chambre séance du 4 déc. 1900, *J. off.*, p. 2483.

Cette réglementation ne vise pas le propriétaire qui fait venir chez lui l'appareil pour distiller.

Fabricants, marchands et autres détenteurs d'appareils ou de portions d'appareils propres à la production de l'alcool. —

L'art. 12 est ainsi conçu : « Tout détenteur d'appareils ou de portions d'appareils propres à la distillation d'eaux-de-vie ou d'esprits est tenu, dans le mois qui suivra la promulgation de la présente loi, de faire au bureau de la Régie une déclaration énonçant le nombre, la nature et la capacité de ces appareils ou portions d'appareils.

« Seront dispensées de cette déclaration, les personnes qui auront une licence de bouilleur ou distillateur.

« Tout fabricant ou marchand d'appareils propres à la distillation d'eaux-de-vie ou d'esprits est tenu d'inscrire à un registre spécial, dont la présentation pourra être exigée par les employés des contributions indirectes, les nom et demeure des personnes auxquelles il aura livré, à quelque titre que ce soit, des appareils ou portions d'appareils. Il devra de plus, dans les quinze jours de la vente, faire connaître au bureau de la Régie de sa résidence le nom et le domicile des personnes à qui ces livraisons ont été faites. Cette dernière disposition est applicable aux cessions faites accidentellement par des particuliers non commerçants.

« Les appareils seront poinçonnés par les employés des contributions indirectes, moyennant un droit de 1 franc perçu immédiatement. »

Les dispositions qui précèdent ont été votées sans discussion à la Chambre et au Sénat. Elles permettront à la Régie 1° de prévenir des fraudes de la part des bouilleurs de cru ; 2° d'exercer, d'une manière générale, son contrôle sur la production de l'alcool.

Bouilleurs de cru. — Les bouilleurs de cru jouissent d'un régime exceptionnel, connu généralement sous la dénomination de privilège des bouilleurs de cru et ainsi défini par la loi du 14 décembre 1875, dont l'article unique est ainsi conçu : « Les propriétaires qui distillent les vins, marcs, cidres, prunes et cerises provenant⁽¹⁾ exclusivement de leurs récoltes sont dispensés de toute déclaration préalable et affranchis de l'exercice. » La loi du 2 août 1872, en vue d'entraver les fraudes que l'augmentation des droits sur l'alcool avait développées, les avait soumis à l'exercice, tout en portant à 40 litres la quantité d'alcool qu'ils étaient autorisés à fabriquer en franchise. Cette franchise avait été réduite à 20 litres par la loi du 21 mars 1874, mais en revanche, la loi du 14 décembre 1875 précitée les a exemptés des déclarations d'appareils et de fabrication ; en vertu de cette loi, ils ne sont pas soumis aux exercices des employés de la Régie et l'alcool qu'ils fabriquent avec les produits

(1) Le texte ne mentionne pas les poirés, mais il a été formellement déclaré, lors de la discussion de la loi, que les propriétaires qui distillent les poirés jouissent également du privilège. *J. off., Chambre des députés*, séance du 5 déc. 1875.

de leur récolte est affranchi du droit général de consommation, tant qu'il n'est pas déplacé (1).

La loi du 29 décembre 1900, ainsi que nous l'expliquerons plus loin, fait cesser partiellement cette situation privilégiée, depuis longtemps l'objet des attaques les plus vives, mais défendue avec énergie par les députés de certains départements vinicoles. La loi nouvelle enlève le privilège à ceux d'entre les bouilleurs de cru pour lesquels la production de l'alcool constitue une véritable industrie et elle le maintient seulement pour ceux qui distillent en vue de leur propre consommation.

Cette réglementation de privilège des bouilleurs de cru nous apparaît comme la conséquence nécessaire de la surélévation de l'impôt sur l'alcool. On ne saurait, en effet, établir un droit très élevé sur l'alcool sans en surveiller étroitement la fabrication, sous peine d'assurer une prime énorme à la fraude. Or, il est bien certain que le privilège des bouilleurs de cru, leur exemption de l'exercice, donnent naissance à des fraudes considérables. Les bouilleurs de cru fournissent, en franchise de l'impôt, dans un rayon très étendu, l'alcool nécessaire non seulement à la

(1) Les législations étrangères ne font pas de différence, quant au mode d'exercice entre les bouilleurs de cru et les bouilleurs de profession; les premiers supportent, en principe, comme les seconds, l'impôt général sur l'alcool. En Italie, cependant, ils ne paient que la moitié de la taxe s'ils ne produisent pas plus de 50 litres d'alcool à 70 degrés. — Gay-Lussac; en Autriche, ils ont droit en franchise à un hectolitre à 50 degrés pour consommation de famille; aux États-Unis, ils sont seulement exemptés de certaines formalités (plan de l'usine, enseigne, etc.); en Allemagne, ils sont soumis aux mêmes obligations que les bouilleurs industriels. Cf. Léon Say, *Dict. des finances*, t. 1, v, *Bouilleurs de cru*, p. 455.

consommation des simples particuliers, mais encore à la vente des débits de boissons. L'impôt est éludé même dans les régions où leur privilège ne peut pas être mis directement à profit; c'est le système de fraude dit des envois fictifs. Des négociants du Nord ou du Centre déclarent à destination du Midi, des chargements d'alcool qui restent clandestinement sur un point quelconque de l'itinéraire, et qui, pour la décharge des acquits, sont remplacés à l'arrivée par des chargements identiques que fournissent les bouilleurs de cru (1).

Les bouilleurs de cru utilisent, en outre, au vinage clandestin une partie des alcools qu'ils produisent librement. Non seulement ils alcoolisent ainsi en franchise les alcools destinés à la fabrication des vermouths et des vins de liqueur, mais ils portent à 15° des vins ordinaires qu'ils livrent ensuite moyennant une prime représentant une partie de l'impôt et s'élevant jusqu'à 60, 80 et 100 francs par hectolitre d'alcool, à des négociants qui les jettent, après dédoublement, dans la consommation. C'est là l'industrie du mouillage, dont nous avons parlé plus haut.

Nous ne voulons pas discuter ici cette question si controversée du vinage des vins, qui a donné lieu entre les viticulteurs à des controverses si ardentes. On peut soutenir que la pratique du vinage est sinon nécessaire, du moins rationnelle, dans certains pays de plaine où l'on récolte des vins plats qu'il peut être avantageux de relever par

(1) Léon Say, *Dict. des finances* t. I, 1889, v. *Bouilleurs de cru*, p. 452.

une addition d'alcool. On peut soutenir également, qu'en dehors de ce cas, le versement d'eau-de-vie sur les vins ne mérite souvent aucun encouragement, parce qu'il a pour but de faciliter le dédoublement, chez les détaillants des villes, de ceux qui sont fortement chargés en couleur. Quel que soit l'intérêt que comportent ces doléances, il nous semble que la question n'est pas là. Le vinage, c'est à dire l'addition de spiritueux au vin, en quelque quantité que ce soit, après avoir été toléré pour une partie de la France, puis restreint en 1864 aux côtes de la Méditerranée et aux points d'exportation par mer, a été interdit par la loi du 24 juillet 1894, sauf en ce qui concerne les vins de liqueur et les vermouths(2). Cela posé, il nous paraît singulier que la législation, tout en prohibant le vinage, admette le privilège des bouilleurs de cru qui en permet la pratique. Il y a évidemment sur ce point, dans nos lois une contradiction qu'il faut faire disparaître, soit en autorisant le vinage, soit en supprimant le privilège des bouilleurs de cru.

Les chiffres suivants, donnent une idée des abus qui résultent, au point de vue fiscal, de l'exemption de l'exercice dont jouissent les bouilleurs de cru. En 1875, quand les bouilleurs de cru étaient assujettis à l'exercice, leur production constatée fut de 300.000 hectolitres d'alcool ; en 1896, leur production déclarée monte seulement à

(1) Un décret de 1898 présume suralcoolisés les vins rouges pour lesquels le rapport de l'alcool à l'extract réduit est supérieur à 4,6 et les vins blancs pour lesquels ce rapport est supérieur à 6,5.

94.280 hectolitres. Il faut en conclure qu'environ 300.000 hectolitres au minimum (certains évaluent la fraude à un million d'hectolitres) échappent au Trésor (1). Ces 300.000 hectolitres, imposés au tarif de 156 fr. 25, autrefois en vigueur, auraient payé près de 50 millions de droits, si on avait pu les saisir, et avec le tarif actuel de 220 francs, ils paieront 70 millions. A la tribune de la Chambre, lors de la discussion de la loi du 29 décembre 1900, on a estimé à 100 millions de francs, en chiffres ronds, le préjudice causé au Trésor par les bouilleurs de cru ; si ce chiffre est exagéré pour l'époque antérieure à la loi, il aurait été certainement bien au-dessous de la vérité, si en élevant l'impôt sur l'alcool à 220 francs, on n'avait pas en même temps réglementé le privilège des bouilleurs de cru.

Quant au nombre des bouilleurs de cru, il varie d'une année à l'autre selon l'abondance de la récolte. Il monte jusqu'à 500.000 dans les années de bonne récolte, et s'abaisse à 300.000 et 200.000 dans les années ordinaires ou à 60.000 dans les mauvaises années. En 1874, il y en avait 278.000, mais aujourd'hui que notre vignoble a triomphé du Phylloxera, ils doivent être en nombre supérieur. M. Boudenoot à la tribune de la Chambre semble avoir exagéré le nombre des bouilleurs de cru, en l'évaluant à plus de 800.000. (Séance du 4 déc. 1900).

Quoi qu'il en soit, la loi nouvelle maintient, nous l'avons dit, le privilège, au moins pour ceux qui peuvent être pré-

(2) Paul Leroy-Beaulieu, *Science des finances*, 6^e édition, t. I, 1899, p. 754,

sumés ne produire qu'une petite quantité d'alcool. A la Chambre des députés, MM. Boudenoot et Rouvier ont insisté, en vain, sur les abus du privilège au point de vue fiscal, sur l'iniquité qui résulte de ces abus, sur les périls pour la santé publique, de ces fabrications d'alcools qui sont consommés sans rectification ; ils concluaient soit à la suppression du privilège, soit tout au moins à une surveillance sévère et à la répression des abus. Le ministre des finances, M. Caillaux, déclara que « les bouilleurs de cru sont les propriétaires qui distillent les vins, marcs, etc., provenant de leur récolte » ; que « leur privilège dérive des principes généraux de la législation, qui prohibe en matière fiscale l'ingérence de l'administration dans les affaires privées » ; « qui déclare en pareille matière le domicile privé inviolable », etc.

Cette argumentation a sa valeur ; elle n'est cependant pas absolument convaincante. Sans doute, l'investigation fiscale est oppressive et gênante, mais elle ne le serait pas plus pour les bouilleurs de cru qu'elle ne l'est actuellement pour les débitants de boissons et les autres contribuables auxquels on l'impose. Et d'ailleurs cet argument, s'il était exact, prouverait trop, car enfin pourquoi dispense-t-on de l'exercice, seulement les propriétaires qui distillent des vins, cidres et poirés, marcs et lies, cerises et prunes, tandis qu'on exclut du privilège ceux d'entre eux qui distillent des betteraves, des grains, des pommes de terre ou d'autres substances farineuses ? Les principes généraux de la législation que l'on invoque pour les pre-

miers ne sont-ils pas les mêmes quand il s'agit des seconds ? Pourquoi assujettir les uns à l'exercice et pas les autres (1) ?

On fait valoir, que malgré les investigations du fisc, il y aura tout de même des évasions de la matière imposable et que, d'autre part, pour recourir à la surveillance de la Régie, il faudrait « tripler ou quadrupler le personnel des contributions indirectes. » Mais qu'importe ! Si l'on ne parvient pas à couper court à la fraude, on l'aura du moins réduite à des proportions qui ne seront plus scandaleuses, ce n'en sera plus en tout cas l'organisation légale et, quant aux frais nouveaux, nécessités par le rétablissement du contrôle de la Régie, ne seront-ils pas évidemment couverts par le rendement de l'impôt ?

Ces considérations générales étant exposées, nous allons indiquer rapidement la situation nouvelle faite par la loi aux bouilleurs de cru. L'art. 9 se termine par la disposition suivante : « Les bouilleurs de cru qui distillent exclusivement les produits désignés par la loi du 14 décembre 1875, continuent à être affranchis de la déclaration de leur fabrication, sauf les exceptions prévues à l'art. 10 ci-après. »

(1) Cette différence de traitement a de tout temps fait l'objet des réclamations des distillateurs de betteraves et de grains ; c'est l'une des causes principales de la lutte engagée entre les producteurs d'alcool du Nord et ceux du Midi. Le législateur a toujours refusé l'extension du privilège, et il a eu raison, car ce serait aboutir à la perte complète de l'impôt sur l'alcool ; mais le maintien de la régie à l'égard de ces distillateurs ne fait ressortir que plus vivement l'injustice de l'exception en faveur des récoltants de vins et de cidres.

L'art. 10 est ainsi conçu : « Sont soumis au régime des bouilleurs de profession, les bouilleurs de cru qui, dans le rayon déterminé par l'art. 20 du décret du 17 mars 1852 (1), exercent par eux-mêmes ou par l'intermédiaire d'associés, la profession de débitant ou de marchand en gros de boissons.

« Sont également soumis au régime des bouilleurs de profession, les bouilleurs de cru qui font usage d'appareils à marche continue (2) pouvant distiller par vingt-quatre heures plus de 200 litres de liquide fermenté, d'appareils chauffés à la vapeur ou d'alambics ordinaires d'une contenance totale supérieure à 5 hectolitres (3). Il leur est toutefois accordé une allocation en franchise de 20 litres d'alcool pur par producteur et par an pour consommation de famille.

« Par dérogation au paragraphe précédent; les alambics ambulants peuvent avoir une contenance de plus de 5 hectolitres, sans que les producteurs qui en font usage, perdent le privilège des bouilleurs de cru. « Les bouilleurs de cru, convaincus d'avoir enlevé ou laissé enlever

(1) Ce rayon comprend le canton où la récolte a été faite et les communes limitrophes.

(2) Les appareils à marche continue sont ceux qui s'alimentent par l'arrivée ininterrompue du liquide à distiller et n'ont pas besoin d'être rechargés.

(3) Sur une question à lui posée par M. Calvet, dans la séance du Sénat du 26 déc. 1900 (*J. off.*, p. 1076), le ministre des finances a déclaré que dans le calcul de la contenance totale permise pour l'appareil du bouilleur de cru, on ne comptera que le cucurbite « à moins que l'on ne donne au chapiteau des dimensions exagérées dans le but d'accroître la capacité utilisable de l'appareil. »

de chez eux des spiritueux sans expédition ou avec une expédition inapplicable, indépendamment des peines principales dont ils sont passibles, perdront leur privilège et deviendront soumis au régime des bouilleurs de profession pour toute la durée de la campagne en cours et de la campagne suivante. »

Ainsi désormais les propriétaires distillant vins, cidres, poirés, etc., provenant de leur récolte, sont considérés non comme des bouilleurs de cru, mais comme des bouilleurs de profession, dans les deux cas suivants :

1° Lorsqu'ils exercent la profession de débitant ou de marchand en gros de boissons (1) ;

2° Lorsqu'ils font usage d'appareils non ambulants dont la dimension et la puissance leur permettent de produire d'énormes quantités d'alcool.

Ces propriétaires-récoltants sont assujettis à toutes les obligations qui incombent au bouilleur de profession. En conséquence ils sont soumis au droit de contrôle et de visite de l'administration et les quantités d'alcool fabriquées par eux seront prises en charge.

Il résulte de cette disposition que dorénavant ces distillateurs ne pourront plus viner les vins, comme ils le faisaient jusqu'ici, en violation de la loi du 27 juillet 1894. Les bouilleurs de cru pour lesquels on a maintenu le

(1) Cette disposition ne figurait pas dans le projet du Gouvernement, elle a été introduite, lors de la discussion de l'art. 10, sur la demande de M. Dubief (*Chambre des Dép.*, séance du 4 déc. 1900, p. 2480).

privilège et qui sont libres de tout contrôle de la régie pourront seuls continuer à viner (1). Quant aux autres, ils devront rendre compte de l'alcool qu'ils ont fabriqué. Ainsi disparaît, dans une certaine mesure, la contradiction que nous avons relevée dans notre législation qui d'une part interdit le vinage et d'autre part le facilite, en exemptant de toute surveillance les bouilleurs de cru.

Nous ne prétendons d'ailleurs pas que le législateur ait eu raison de prohiber le vinage ; c'est là un point que nous n'avons pas à trancher ici. Si le vinage est une pratique nécessaire, il n'y a qu'à abroger la loi du 24 juillet 1894. M. le docteur Cot demande « que les récoltants soumis au régime des bouilleurs de profession, aient le droit d'employer l'alcool provenant exclusivement de leurs récoltes à viner en franchise leurs vins dans la limite de 20/0, sous la surveillance et le contrôle des agents de la Régie, qui en donneront décharge (2). »

Nous ne sommes pas, quant à nous, adversaires du vinage en franchise chez le récoltant. C'est une mesure qui peut donner satisfaction à des intérêts respectables et qui ne lésera pas le Trésor. Si la loi nouvelle, au lieu de se borner à réglementer le privilège des bouilleurs de cru, l'avait supprimé d'une façon complète, en accordant par contre au récoltant le droit de viner son vin, sous le

(1) Ils le peuvent d'ailleurs sans risquer d'être punis, car dans les proportions de 1 à 2 0/0 l'analyse est impuissante à reconnaître le vinage.

(2) *Le Progrès vinicole*, 1901, t. 1, p. 199 ss.

contrôle de la Régie, elle aurait peut-être trouvé la véritable solution du problème qu'elle avait à résoudre.

Nous n'insisterons pas davantage sur ce commentaire, forcément incomplet, de la loi sur le régime des boissons. Il nous suffit d'avoir fait connaître cette loi dans sa physionomie générale et nous pouvons dès maintenant apprécier la réforme qu'elle a accomplie.

Ainsi que le dit fort justement M. Zolla, dans un article que nous avons déjà bien souvent cité (1), cette loi est une transaction. On ne peut pas dire que l'alcool supporte tout le poids de la réforme ; et en effet, d'une part on maintient le privilège des bouilleurs de cru, d'autre part on continue à demander au vin et au cidre un droit de circulation ; aux bières un droit de fabrication réduit de moitié ; on établit un droit de circulation sur les vendanges fraîches et on augmente le tarif des licences. Voici d'ailleurs l'économie générale de la réforme telle qu'elle est présentée dans l'exposé des motifs (*Ch., doc. parl., 1899, p. 131*).

Le dégrèvement *brut* des boissons hygiéniques s'élève à environ 195 millions d'après la répartition suivante :

(1) *Rev. pol. et parl.*, n° du 10 janv. 1901, p. 181.

<i>Vins</i> , suppression des droits actuels de circulation, d'entrée et de détail	155.565.327 francs
<i>Cidres</i> , suppression des mêmes droits.	11.396.451
<i>Vins et cidres</i> , remplacement des passavants à 50 centimes par des laissez-passer à 10 centimes . . .	300.000
<i>Vins et cidres</i> , diminution du nombre des acquits	5.000.000
<i>Bières</i> , suppression de la taxe de fabrication de 50 centimes . . .	27.420.000
Total. .	195.681.778

Or, voici maintenant le tableau des plus-values :

<i>Vins</i> , droit de circulation à 1 fr. 50.	52.181.429 francs
<i>Cidres</i> , droit de circulation à 0 fr. 80.	3.803.686
<i>Bières</i> , taxe de fabrication à 0 fr. 25.	13.710.000
<i>Vendanges</i> , droit de circulation à 1 fr. 50	1.000.000
Total . .	70.695.115
<i>Alcool</i> contenu dans les spiritueux proprement dits	95.000.000
<i>Alcool</i> contenu dans les vermouths et dans les vins de liqueur. . . .	4.267.442
<i>Bouilleurs de cru</i> , réglementation du privilège (1).	3.000.000
Total . .	102.267.442

(1) Le chiffre indiqué est devenu trop faible parce qu'au cours de la discussion de l'art. 10 la Chambre a voté un amendement qui supprime le privilège à certains bouilleurs qui le conservaient dans le projet primitif. V. *suprà*, p. 35, note 1.

Licences, augmentation du tarif et
extension de la taxe à Paris (2). 22.000.000

On voit donc, en résumé, que pour faire face à un dégrèvement total d'environ 200 millions, les boissons hygiéniques et les licences fournissent un contingent de près de 100 millions et que l'alcool n'est guère imposé pour plus du même chiffre. Nous le répétons, c'est une transaction, et telle est d'ailleurs l'opinion émise par M. de Verninac, dans son rapport au nom de la Commission du Sénat (3). « La réforme de l'impôt des boissons, écrit-il, touche à tant d'intérêts régionaux économiques et même politiques, si multiples et souvent si contradictoires, qu'elle ne nous paraît équitablement possible que par une transaction entre ces intérêts divers. » Et plus loin, faisant allusion à un projet précédent, l'honorable sénateur ajoute : « Tenant compte de la répercussion géographique de l'impôt et des intérêts, évidemment contraires, du Midi producteur de vin et du Nord producteur d'alcool, nous nous étions refusés à dégrever en totalité, le vin, le cidre, et la bière et à faire supporter à l'alcool seul la rançon des boissons hygiéniques. Émus des plaintes des bouilleurs de cru, nous n'avions touché que d'une main légère à la liberté dont ils jouissent. »

(2) Le chiffre indiqué ne convient plus parce que la Chambre a modifié le caractère des tarifs adoptés par le Gouvernement.

(3) *J. off.* du 28 janv. 1901, annexe 403, p. 820.

Dans la réforme nouvelle, il y a donc compensation entre les sacrifices que l'on impose aux régions du Nord et ceux que l'on demande aux départements méridionaux. D'une part, en effet, ces derniers départements ne produisent ni la quantité de céréales, ni la quantité de bétail nécessaire à leur consommation ; par suite les droits de douane qui ont relevé le cours du blé, de l'orge, de l'avoine, de la viande etc. leur imposent des sacrifices. D'autre part, il paraît certain que le tarif nouveau adopté pour l'alcool n'est pas assez lourd pour en restreindre la consommation ; les charges dont les producteurs d'alcool se plaignent d'être l'objet nous semblent dès lors assez problématiques : en fait, c'est le consommateur qui paiera et l'impôt sera mis sur la facture.

En tout cas, l'alcool est surtout obtenu en France à l'aide de betteraves ; or les cultivateurs de betteraves et les fabricants de sucre sont fortement protégés par les lois fiscales sur les sucres et par les primes d'exportation qui leur ont été allouées. « La région du Midi qui ne produit pas de sucre paie sa part des subventions directes ou indirectes dont profite le Nord (1). »

La loi nouvelle ménage donc tous les intérêts, même ceux des bouilleurs de cru, qui, à nos yeux, ne sont pas toujours très respectables. Elle donne en somme satisfaction aux viticulteurs et elle leur est favorable. Est-ce à

(1) Zolla, *loc. cit.*, p. 181.

dire que la crise viticole dont on se plaint si vivement depuis deux ans, puisse être conjurée par l'effet de cette loi? Nous ne le pensons pas et c'est ce que nous allons essayer de démontrer dans les développements qui vont suivre.

CONCLUSION

Quelles seront les conséquences, au point de vue de la crise vinicole, des dispositions que nous venons d'analyser ? Les mesures prises par le gouvernement suffiront-elles pour enrayer la « mévente » ou faut-il au contraire estimer que la législation sera impuissante à mettre fin à la crise ? C'est là une question délicate à résoudre ; les lois de 1897 et de 1900 qui ont réduit les taxes sur les vins sont évidemment trop récentes pour qu'on puisse en sentir déjà les effets. Toutefois la législation nouvelle présente certains mérites incontestables.

Tout d'abord, il paraît évident que la consommation de vin augmentera par suite de la réduction de l'impôt. Depuis le 1^{er} janvier 1901, le vin ne paie plus à Paris de taxe d'octroi, il acquitte seulement au profit de l'État le droit de circulation de 1 fr. 50, alors qu'autrefois il était frappé d'un impôt de 18 fr. 87 dont 8 fr. 25 pour l'État et 10 fr. 62 pour la ville. Les autres villes, du moins

celles qui imposaient à leur entrée les boissons hygiéniques, ont également procédé à la réforme de leur octroi. On objecte, il est vrai, que le dégrèvement profitera seulement aux intermédiaires, débitants de boissons et autres, et que le consommateur paiera son vin tout aussi cher que par le passé. Il y a là une exagération manifeste. Sans doute les intermédiaires prélèvent sur le public un énorme tribut et ils tendent à devenir de véritables parasites. Mais, comme on sait, ils se sont multipliés dans des proportions effrayantes pendant ces dernières années et cette multiplication qui en soi est un mal, peut cependant à certains égards produire quelques bons résultats, car elle développe la concurrence et amène le bon marché. On compte actuellement en France plus de cent mille épiciers, soit en moyenne 1 pour 90 familles. Or la plupart débitent du vin. Pour Paris, l'office du travail, qui a dressé une statistique des métiers et professions dans la capitale, en se servant des renseignements recueillis pour le recensement de 1896, nous donne les chiffres suivants : 12 600 épiciers, 5.000 débitants de boissons, soit près de 18 mille intermédiaires qui se font entre eux une concurrence active et qui forcément sont amenés à baisser leurs prix dans des proportions raisonnables, s'ils veulent conserver leur clientèle.

Le prix du vin baissera donc en France et d'ailleurs il a déjà baissé : le dégrèvement permet aujourd'hui au Parisien de se procurer à 30 ou 35 centimes le litre de vin qu'il payait auparavant 50 ou 60 centimes. Par suite, il est

très probable que la consommation augmentera, mais dans quelle mesure? M. le docteur Cot, ancien député de l'Hérault, déclare dans un excellent article, que l'application de la loi sur les octrois et le vote de la réforme des boissons peuvent *doubler* la consommation des vins en France. Ce serait là, comme le dit justement M. Zolla (1), un résultat inespéré et véritablement extraordinaire; aussi, quant à nous, nous n'y comptons pas. Le consommateur qui va bénéficier de 15 à 20 centimes par litre sera-t-il toujours incité à boire son dégrèvement? Évidemment non. A Paris, la consommation du vin qui est actuellement d'environ 5 millions d'hectolitres s'accroîtra peut-être d'un cinquième, soit un million.

Les onze grandes villes à octroi, qui viennent après Paris, comme importance de population, consomment à peu près 3 millions d'hectolitres; si leur consommation augmente d'un million, ce sera beaucoup. Il convient d'ailleurs de remarquer qu'ici la plus-value de consommation ne résultera pas surtout de la réduction des taxes sur les vins, car la plupart de ces villes imposaient très légèrement leurs boissons hygiéniques et n'ont pas eu, comme Paris, à procéder à un dégrèvement très considérable : dans ces villes, la consommation progressera plutôt par suite de la diminution du prix provenant de la surproduction du vin. Nous ferons la même observation pour les autres centres urbains à octroi et pour les cam-

(1) *Rev. pol. et parl.* du 10 oct. 1900, p. 153,

pagnes : par le fait de la crise vinicole et parce qu'actuellement le vin est à bon marché chez le récoltant, leur consommation pourra augmenter peut-être de 2 millions. Une majoration totale de quatre millions d'hectolitres pour la consommation de Paris et des départements, tel est donc, croyons-nous, le résultat que l'on peut légitimement espérer. Mais ce n'est pas tout. A ces quatre millions que gagnera en France la consommation du vin naturel, il convient d'en ajouter quatre autres, à raison des nouvelles dispositions législatives sur les vins artificiels.

D'une part, en effet, la loi du 29 décembre 1900 a considérablement diminué les quantités du sucre, mises à la disposition des récoltants avec taxe réduite. Il est donc à présumer que, conformément aux vœux du législateur, seuls quelques propriétaires continueront à faire du vin de sucre pour leur consommation familiale et que le commerce des vins de marcs sucrés disparaîtra. Or, nous avons évalué cette fabrication pour 1899 à 2 millions d'hectolitres : c'est donc 2 millions d'hectolitres de plus que gagnerait la consommation du vin naturel.

D'autre part, nous avons estimé également à 2 millions d'hectolitres la production du mouillage dans les grandes villes. L'abolition des droits d'entrée et d'octroi a fait disparaître une des primes dont bénéficiait le mouilleur. Ce dernier pourrait bien trouver encore quelque profit pécuniaire dans son commerce frauduleux, mais enfin admettons qu'on ne mouille plus désormais à Paris et dans les grandes villes. De combien, par ce fait, la consom-

mation des vins récoltés est-elle susceptible de s'accroître ? Au maximum de 2 millions d'hectolitres.

Nous prévoyons donc, en résumé, un accroissement de 8 millions d'hectolitres dans la consommation du vin en France. Cet accroissement suffira-t-il pour absorber le disponible de la production ? Toute la question est là et rien que là. Pour la résoudre, nous allons rechercher, d'abord, quel est le chiffre maximum que ne doit pas dépasser notre récolte sous peine de ne pouvoir être absorbée et ensuite s'il n'est pas à craindre que ce maximum soit dépassé.

Nous croyons pouvoir répondre à la première question de la manière suivante : La récolte de 1899, celle qui a amené la crise actuelle, s'élevait à 48 millions d'hectolitres, mais il convient de modifier ce chiffre. La récolte de 1898 réduite à 32 millions d'hectolitres par les effets de la gelée avait été insuffisante aux besoins de la consommation, et par suite, le stock commercial qui est ordinairement de 10 millions d'hectolitres à la veille des vendanges était descendu, en août 1899, à 3 millions ; c'est donc 7 millions d'hectolitres qui, exceptionnellement faisaient défaut cette année-là, et par suite, les choses se sont passées comme si les magasins, ayant eu leurs approvisionnements normaux, la récolte 1899 avait été de 41 millions d'hectolitres. A ces 41 millions d'hectolitres, chiffre qui comprend d'ailleurs, à la fois, les vins de première cuvée et ceux de seconde cuvée ou vins de sucre, il faut ajouter 4 millions d'hectolitres de vins algériens, 3 millions d'hectolitres de vins

étrangers importés annuellement en France, et enfin 2 millions d'hectolitres de vins provenant du mouillage ; on arrive ainsi à un total de 50 millions d'hectolitres. Ce stock de 50 millions d'hectolitres a suffi pour amener une rupture d'équilibre entre l'offre et la demande et, par suite, l'on peut dire qu'avant la mise en vigueur des lois 1897 et 1900, une récolte de 41 millions environ, à laquelle s'ajoutaient 10 millions d'hectolitres de vin de provenances diverses, était une récolte maxima qu'il était dangereux de dépasser. Si la suppression des vins artificiels et le dégrèvement des boissons augmentent, comme nous l'avons dit, de 8 millions d'hectolitres les débouchés de nos vins récoltés, c'est donc une récolte maxima de 49 à 50 millions qui désormais pourra s'écouler à des prix rémunérateurs.

Reste maintenant à savoir si ce chiffre de 50 millions ne sera pas dépassé à l'avenir ? Pour nous, l'affirmative ne fait pas de doute. La dernière récolte a été de 67 millions d'hectolitres ; sans doute son importance est due en grande partie à des causes climatiques accidentelles. Mais, si 1900 a été une année réellement anormale, 1899 (47 millions d'hectolitres) a été une année simplement bonne, étant donné qu'en 1893 on avait récolté 50 millions d'hectolitres et 44 millions en 1896. Or, sauf l'Hérault, aucun département du Midi n'est encore arrivé au maximum de la culture de la vigne. Dans ces dernières années, les viticulteurs encouragés par les prix rémunérateurs de 1897 et 1898, ont planté avec ardeur. On peut voir de toutes

jeunes plantations, sur les plateaux des Aspres Perpignonnais, dans les plaines de la Camargue, dans le Gard et surtout dans le Var. Ce dernier département qui, de 1895 à 1898 donnait à peine 800.000 hectolitres, en a récolté 1.200.000 en 1899 et 1.700.000 en 1900 ; sa production s'accroît donc considérablement d'année en année. Et le Midi n'est pas seul à planter. Dans les Charentes, la reconstitution des anciens vignobles — retardée longtemps par la difficulté qu'on a eu à trouver un cépage américain s'adaptant à la nature du sol — est aujourd'hui en plein développement. La fièvre viticole a de même gagné le Centre et l'Est de la France, les journaux agricoles nous apprennent que, dans ces régions, la mévente n'a pas arrêté cette année-ci, la furie des plantations.

Bref, nous croyons pouvoir affirmer que notre production est sur le point d'atteindre une moyenne de 56 millions d'hectolitres, moyenne qui, d'après les statistiques, aurait été celle de la période anti-phyllloxérique.

La nouvelle législation sur les boissons sera donc un palliatif impuissant à enrayer la crise viticole. Est-ce à dire qu'il eut mieux valu ne pas demander à l'État et aux communes les sacrifices par eux consentis ? Certes non ; un accroissement des débouchés de huit millions d'hectolitres est un notable avantage, mais il faut voir les choses comme elles sont : la production du vin en France est quasi-illimitée tandis que la consommation est nécessairement limitée et cela d'autant plus que notre population est stationnaire.

On ne peut donc espérer maintenir l'équilibre entre l'offre et la demande par un développement constant de la consommation. « La mévente, écrivait dernièrement M. Charles Gide, est forcée dans un pays quand la consommation ne peut plus s'accroître; or, comment pourrait-elle s'accroître dans un pays comme la France où la population est stationnaire? Comment un pays qui ne fait plus d'enfants, c'est-à-dire plus de consommateurs, peut-il s'étonner de ne plus trouver de débouchés à ses produits? Ah! certes on n'entendrait pas parler de la mévente des vins si la France avait gagné depuis trente ans, comme l'a fait l'Allemagne seize millions d'habitants de plus : même dans une année comme celle-ci, il n'y aurait pas trop de vins pour tous! Mais il y a trop de vins et trop de blé, et trop de tout, là où il n'y a pas assez d'hommes.

« Prêcher aux agriculteurs, aux industriels et aux commerçants, de s'évertuer à produire davantage, les stimuler par l'exemple des producteurs anglais, allemands et américains, c'est se ménager les mêmes déceptions qu'un enfant qui, ne s'apercevant pas qu'il est arrivé au terme de sa croissance, continuerait à commander à son tailleur des habits plus grands et des pantalons plus longs. Il faut que chacun mesure ses vêtements à sa taille et son verre à la capacité de son gosier, et si fâcheuse qu'apparaisse une telle perspective, la France n'évitera pour l'avenir la surproduction et la mévente que du jour où la marche de sa

production se règlera sur le mouvement de sa population, c'est-à-dire sera au cran d'arrêt (1). »

Et en effet, la véritable solution de la crise actuelle ne peut être que dans un arrêt du développement de la viticulture. Si les viticulteurs désormais : 1^o ne s'abstiennent pas de toute plantation nouvelle ; 2^o ne recherchent pas la qualité au lieu de la quantité dans la production du vin, ils devront finalement, après s'être entièrement ruinés, rendre à d'autres cultures ces terres fécondes de la plaine qui causent la surproduction.

Le gouvernement pourrait-il déterminer les propriétaires à adopter cette nouvelle ligne de conduite ? Certes l'opinion publique n'admettrait plus de nos jours que le pouvoir émette une ordonnance enjoignant l'arrachage des vignes ou limitant les superficies plantées ! D'ailleurs de telles mesures ont toujours été aussi inefficaces que vexatoires. Mais nos gouvernants pourraient tout au moins ne pas favoriser des plantations nouvelles.

Une loi du 1^{er} décembre 1887 dégrève de tout impôt les terres plantées en vignes, âgées de moins de quatre ans.

Le maintien de cette faveur, qui il y a treize ans avait sa raison d'être, est aujourd'hui une négligence coupable.

(Cf. *L'Emancipation*, n^o du 1^{er} octobre 1900.

Vu :
Le Doyen,
GLASSON.

Vu :
Le Président,
LEVEILLÉ.

Vu et permis d'imprimer :
Le Vice-Recteur de l'Académie de Paris.
GRÉARD.

ANNEXE

TEXTE DE LA LOI DU 29 DÉCEMBRE 1897, RELATIVE A LA
SUPPRESSION DES TAXES D'OCTROI SUR LES BOISSONS HYGIÉNIQUES.

ART. 1^{er}. — Les communes sont autorisées à supprimer leurs droits d'octroi sur les boissons hygiéniques (vins, cidres, poirés, hydromels, bières et eaux minérales), à partir du 31 décembre de l'année qui suivra celle au cours de laquelle la présente loi sera promulguée. — A défaut de suppression totale, les communes seront obligées d'abaisser les droits existants dans la limite des tarifs prévus à l'art. 2.

2° Dans les communes qui continueront à imposer les boissons hygiéniques, les droits ne pourront excéder le tarif suivant :

Population agglomérée des communes.	Vins en cercles et en bouteilles par hectolitres.	Cidres, poirées hydromels et eaux minérales par hect.
De moins de 6.000 habitants	0 fr. 55	0 fr. 35
De 6.000 à 10.000 —	0 — 85	0 — 50
De 10.001 à 15.000 —	1 — 15	0 — 60
De 15.001 à 20.000 —	1 — 45	0 — 85
De 20.000 à 30.000 —	1 — 70	0 — 95
De 30.000 à 50.000 —	2 — »	1 — 15
De 50.000 habitants et au-dessus....	2 — 25	1 — 25
Paris.....	4 — »	1 — 50

En ce qui concerne les bières, le maximum du droit impossible est fixé à 3 francs, sauf dans les départements ci-après : Aisne, Ardennes, Nord, Pas-de-Calais et Somme, où le maximum ne pourra dépasser 1 fr. 50 centimes par hectolitre. — Pour les vins titrant plus de 15 degrés, il n'est pas dérogé aux dispositions de l'art. 3 de la loi du 1^{er} septembre 1871.

3° Pour remplacer le produit des taxes supprimées, les communes pourront avoir recours aux taxes prévues dans l'art. 4, ou demander l'établissement de taxes spéciales, dans les conditions spécifiées à l'art. 5.

4° Les taxes auxquelles les communes peuvent, en vertu de l'article précédent, recourir, sous la seule réserve de l'approbation préfectorale, sont les suivantes : — 1° Élévation du droit sur l'alcool jusqu'au double des droits d'entrée, décimes compris. Pour la ville de Paris, le droit pourra être, en addition du droit actuel de 24 francs, augmenté au maximum de quatre-vingt-cinq francs vingt centimes (85 fr. 20). — Dans les communes d'une population agglomérée inférieure à 4.000 âmes, le tarif d'octroi sur l'alcool ne pourra pas dépasser le maximum applicable aux villes de 4.000 à 6.000 âmes. — Une loi pourra autoriser des taxes supérieures ; — 2° Établissement à la charge des commerçants de boissons, en addition du droit de licence perçu pour le compte du Trésor, d'une licence municipale composée d'un droit fixe, qui pourra comporter deux tarifs, suivant que les établissements des

commerçants de boissons vendront exclusivement des boissons hygiéniques ou des alcools avec ou sans boissons hygiéniques, et d'un droit proportionnel basé sur la valeur locative de l'ensemble des locaux occupés. Lorsque le commerce des boissons sera exercé cumulativement avec un autre commerce ou industrie, les locaux exclusivement occupés par ce dernier commerce ou cette dernière industrie seront exempts du droit proportionnel. Un règlement d'administration publique déterminera les conditions dans lesquelles ladite taxe sera assise et perçue ; — 3^o Perception d'une taxe maxima de trente centimes (0 fr. 30) par bouteille sur tous les vins en bouteilles, qui ne se cumulera pas avec celle applicable aux vins en cercles ; — 4^o Création de taxes égales, au maximum, aux taxes en principal établies, déduction faite des majorations résultant des pénalités : *a*) Sur les chevaux, mules et mulets, voitures, voitures automobiles. — Les personnes ayant plusieurs résidences sont, pour les chevaux, voitures, voitures automobiles, mules et mulets qui les suivent habituellement à Paris, passibles desdites taxes en cette ville, nonobstant les dispositions de l'art. 10 de la loi du 2 juillet 1862 ; — *b*) Sur les billards publics et privés ; — *c*) Sur les cercles, sociétés et lieux de réunion ; — *d*) Sur les chiens ; — Enfin les communes pourront établir, dans les conditions de la loi du 5 avril 1884, des centimes additionnels dont le chiffre ne pourra pas dépasser vingt.

5^o Les communes pourront également pourvoir au remplacement de leurs taxes d'octroi en établissant, selon les

formes et conditions prévues par l'article 137 de la loi du 5 avril 1884 et sous réserve de l'approbation législative, des taxes directes ou indirectes. Les taxes directes ne seront prélevées que sur les propriétés ou objets situés dans la commune ; elles s'appliqueront à toutes les propriétés ou à tous les objets de même nature ; elles seront proportionnelles.

6° Tous les tarifs d'octroi sur les boissons hygiéniques seront, en conséquence, révisés dans un délai de deux ans à partir du 1^{er} janvier qui suivra la promulgation de la présente loi, ou, s'ils viennent à expiration avant ce délai, à la fin de la période pour laquelle ils ont été approuvés. — Toutefois, les communes dont les tarifs expireront dans l'année qui suivra la promulgation de la loi auront un délai d'un an, à partir du 1^{er} janvier suivant, pour ramener les dites taxes aux maxima fixés par les articles précédents et voter, s'il y a lieu, les taxes de remplacement. — Lorsque les taxes de remplacement autorisées dépasseront le montant du dégrèvement total sur les boissons hygiéniques, l'excédent pourra être employé au dégrèvement d'autres objets soumis au tarif d'octroi.

7° Les communes qui, actuellement ne perçoivent pas de taxes d'octroi sur les vins, cidres, poirés, hydromels, bières et eaux minérales, pourront être autorisées à établir un droit de licence municipale, ou à percevoir des taxes sur l'alcool, conformément aux dispositions de l'article 4 de la présente loi.

8° A partir de la promulgation de la présente loi, il ne pourra plus être établi de taxes d'octroi sur les vins, cidres, poirés et hydromels, sur les bières et sur les eaux minérales, dans les villes où il n'en existe pas aujourd'hui, et ces taxes, dans les villes où elles existent, ne pourront pas être surélevées. Toutefois, dans des cas exceptionnels, sur la demande des conseils municipaux, et en vertu de décrets rendus en Conseil d'État, les communes, dont les tarifs actuels sur les boissons hygiéniques n'atteignent pas le maximum prévu par la présente loi, pourront être autorisées à les porter à ce maximum. Dans les villes à octroi qui, au point de vue des droits du Trésor, sont actuellement comprises dans la troisième classe, les surtaxes actuelles pourront, dans les conditions de l'article 137 de la loi de 1884, être maintenues en vertu de lois spéciales pour des périodes qui ne dépasseront pas cinq ans.

9° Les villes qui supprimeront leurs droits d'octroi sur les boissons hygiéniques obtiendront, dans les conditions indiquées par l'article 10 de l'ordonnance du 5 août 1818, pour le paiement des frais de casernement, une réduction égale, pour chaque homme de troupe, au montant des droits dégrevés, en prenant pour base les deux tiers du taux de la consommation moyenne de la population soumise à l'octroi.

TEXTE DE LA LOI DU 29 DÉCEMBRE 1900, SUR LE NOUVEAU RÉGIME
DES BOISSONS

ARTICLE PREMIER. — Les droits de détail, d'entrée et de taxe unique, actuellement perçus sur les vins, cidres, poirés et hydromels sont supprimés. Le droit de fabrication sur les bières est abaissé à vingt-cinq centimes (0 fr. 25) par degré-hectolitre.

Les vins, cidres, poirés et hydromels restent, quelle que soit la quantité, soumis au droit général de circulation dont le taux, décimes compris, est fixé uniformément à un franc cinquante centimes (1 fr. 50) par hectolitre pour les vins, à quatre-vingts centimes (0 fr. 80) par hectolitre pour les cidres, poirés et hydromels. Ce droit s'étend aux quantités expédiées aux débitants.

Les vendanges fraîches circulant hors de l'arrondissement de récolte et des cantons limitrophes en quantité supérieure à 10 hectolitres sont soumises aux mêmes formalités à la circulation que les vins et passibles du même droit, à raison de 2 hectolitres par 3 hectolitres de vendange.

Le droit de consommation sur les eaux-de-vie, esprits,

liqueurs, fruits à l'eau-de-vie, absinthes et autres liquides alcooliques non dénommés est fixé à deux cent-vingt francs (220 francs) par hectolitre d'alcool pur, décimes compris.

Les licences des débitants et marchands en gros de boissons, des brasseurs, des bouilleurs et distillateurs sont réglées conformément au tarif ci-après :

Le commerçant de boissons qui, exerçant plusieurs professions dans son établissement, est assujetti au droit fixe de patente pour une profession qui ne comporte pas la vente des boissons, doit la licence de la classe qui correspond à la patente dont il serait redevable pour son commerce de boissons, s'il n'exerçait que cette seule profession.

Les propriétaires vendant exclusivement les boissons de leur cru, et les autres commerçants de boissons qui ne seraient pas passibles de la patente sont, pour l'application de la licence, classés par assimilation d'après la nature de leurs opérations.

Dans les cas prévus aux deux paragraphes qui précèdent, les réclamations auxquelles donnerait lieu le classement de la profession soumise à la licence, seront présentées, instruites et jugées comme en matière de contributions directes.

Dans les communes de plus de 4,000 habitants, les débitants établis hors de l'agglomération seront imposées au tarif applicable à la population non agglomérée.

Les débitants extraordinaires ou forains payeront le droit applicable aux communes de 500 habitants et au-dessous.

A Paris, à défaut de déclaration par le contribuable, l'administration, sans être tenue de recourir aux poursuites correctionnelles prévues par l'article 171 de la loi du 28 avril 1816, aura la faculté d'imposer d'office la licence à toute personne inscrite au rôle des patentes pour une profession impliquant le commerce des boissons. Dans ce cas, l'imposition aura lieu au moyen de l'émission d'un rôle rendu exécutoire par le Préfet ; et les contestations seront présentées, instruites et jugées comme en matière de contributions directes ; elles seront recevables pendant trois mois à partir du jour du paiement du premier terme de la licence de l'année.

Les maxima des licences municipales instituées par la loi du 29 décembre 1897 et le décret du 16 juin 1898 continueront d'être calculés d'après les tarifs en vigueur avant la promulgation de la présente loi.

ART. 2. — Les vins, cidres, poirés et hydromels continuent à circuler sous acquit lorsqu'ils sont à destination de personnes jouissant du crédit des droits, et, en outre, dans les agglomérations de moins de 4,000 habitants, quand ils sont à destination des débitants ; les droits garantis par les acquits en cas de non-décharge sont réduits au double de la taxe de circulation.

Pour les transports de vins, cidres, poirés, effectués de leur pressoir ou d'un pressoir public à leurs caves et celliers ou de l'une à l'autre de leurs caves dans le canton de récoltes et les communes limitrophes de ce canton, les

récoltants sont admis à détacher eux-mêmes d'un registre à souche, mis à leur disposition et contrôlé par les agents de la Régie, des laissez-passer dont le coût est fixé à dix centimes ; les petites quantités transportées à bras ou à dos d'hommes circuleront librement.

En dehors des cas prévus aux paragraphes précédents les vins, cidres, poirés et hydromels ne pourront circuler qu'accompagnés d'un congé constatant le paiement du droit.

ART. 3. Pour les spiritueux, l'obligation d'acquit-à-caution est étendue à tous les transports à destination des villes d'une population agglomérée de 4.000 habitants et au dessus et des localités où il existe des taxes d'octroi sur l'alcool.

Les acquits-à-caution accompagnant des spiritueux pourront être recommandés moyennant le paiement d'un droit supplémentaire de cinquante centimes, par expédition. Dans ce cas, la responsabilité du soumissionnaire ne demeurera engagée que pendant un délai de 40 jours après l'expiration du délai fixée pour le transport.

ART. 4. — Les droits de circulation et de consommation sur les boissons expédiées sans acquit aux débitants, et le droit de consommation sur les spiritueux expédiés aux consommateurs dans les conditions prévues à l'article précédent doivent être acquittés à savoir :

Dans les localités ayant une population agglomérée

de 4.000 habitants et au dessus ou pourvues d'un octroi, au moment de l'introduction ;

Partout ailleurs, dans les quinze jours qui suivront l'expédition du délai fixé pour le transport ;

Pour les débitants qui vendent accidentellement des boissons les jours de fête ou de foire, les droits sont exigibles immédiatement.

ART. 5. — L'exercice des débits de boissons est supprimé.

Dans les communes où il n'existe pas de surveillance effective et permanente aux entrées, toute personne qui vend en détail des boissons reste seulement assujettie dans ses caves, magasins et autres locaux affectés au commerce, aux visites des employés de la Régie qui pourront effectuer les vérifications et prélèvements nécessaires pour l'application des lois concernant les fraudes commerciales et les fraudes fiscales.

ART. 6. — Dans les mêmes communes, il est tenu, pour les débitants, le même compte de spiritueux que pour les marchands en gros ; les décharges sont établies d'après les enlèvements effectués en vertu d'expéditions et les manquants reconnus lors des vérifications ; les excédents sont saisissables dans les mêmes conditions.

ART. 7. — Lors des recensements effectués chez les marchands en gros, les quantités de vins, cidres, poirés et hydromels, reconnues manquantes en sus de la réduction

légale, seront frappées du droit de circulation et, s'il y a lieu, des taxes d'octroi.

Tout excédent des boissons et spiritueux, constaté à la balance finale du compte, donne lieu à un procès-verbal.

ART. 8. — Tout propriétaire récoltant qui désire vendre au détail les boissons provenant de sa récolte est tenu d'en faire préalablement la déclaration au bureau de la Régie, d'acquitter la licence de débitant, les taxes générales et locales sur les boissons destinées à la vente, et de se soumettre à toutes les obligations des débitants.

Toute personne autre qu'un propriétaire récoltant qui, en vue de la vente en gros ou en détail, fabrique des vins, cidres, poirés ou hydromels, est tenue d'en faire préalablement la déclaration au bureau de la Régie et d'acquitter la licence de marchand en gros ou de débitant. Elle doit, de plus, acquitter les droits immédiatement après chaque fabrication, si la boisson est destinée à la vente au détail.

Les vendanges expédiées en vue de ces fabrications pourront être reçues sous acquit-à-caution.

ART. 9. — Les boissons, autres que les spiritueux, introduites sous acquit-à-caution ou fabriquées dans les distilleries y seront prises en charge, comme matière première, à la fois pour leur volume et pour la quantité d'alcool pur qu'elles renferment.

Nul ne peut, en vue de la distillation, préparer des macérations de grains, de matières farineuses ou amylacées, ou mettre en fermentation des matières sucrées, ni

procéder à aucune opération chimique ayant pour conséquence directe ou indirecte une production d'alcool, sans en avoir préalablement fait la déclaration au bureau de la Régie.

Des décrets en forme de règlement d'administration publique détermineront, suivant la nature des industries, le délai dans lequel cette déclaration devra être effectuée.

Les bouilleurs de cru qui distillent exclusivement les produits désignés par la loi du 14 décembre 1875, continuent à être affranchis de la déclaration de leur fabrication, sauf les exceptions prévues à l'article 10 ci-après.

ART. 10. — Sont soumis au régime des bouilleurs de profession, les bouilleurs de cru qui, dans le rayon déterminé par l'article 20 du décret du 17 mars 1852, exercent par eux-mêmes ou par l'intermédiaire d'associés la profession de débitant ou de marchand en gros de boissons.

Sont également soumis au régime des bouilleurs de profession, les bouilleurs de cru qui font usage d'appareils à marche continue pouvant distiller par vingt-quatre heures plus de 200 litres de liquide fermenté, d'appareils chauffés à la vapeur ou d'alambics ordinaires d'une contenance totale supérieure à 5 hectolitres. Il leur est toutefois accordé une allocation en franchise de 20 litres d'alcool pur par producteur et par an pour consommation de famille.

Par dérogation au paragraphe précédent, les alambics ambulants peuvent avoir une contenance de plus de 5 hec-

tolitres sans que les producteurs qui en font usage perdent le privilège des bouilleur de cru.

Les bouilleurs de cru, convaincus d'avoir enlevé ou laissé enlever de chez eux des spiritueux sans expédition ou avec une expédition inapplicable, indépendamment des peines principales dont ils sont passibles, perdront leur privilège et deviendront soumis au régime des bouilleurs de profession pour toute la durée de la campagne en cours et de la campagne suivante.

ART. 11. — Tout loueur d'alambic ambulant est tenu, indépendamment des obligations qui lui sont imposées par le règlement du 13 avril 1881, de consigner sur un cahier-journal, dont la remise lui sera faite par la Régie, le jour, l'heure et le lieu où commence et s'achève chacune de ses distillations, les quantités et espèces de matières mises en œuvre par lui et leurs produits à la fin de chaque journée. Ce carnet doit être présenté à toute réquisition des employés.

En cas de non-accomplissement des dispositions qui précèdent, le permis de circulation cessera de produire ses effets et le loueur ne pourra en obtenir un nouveau avant un délai de 6 mois, et d'un an en cas de récidive.

ART. 12. — Tout détenteur d'appareils ou de portions d'appareils propres à la distillation d'eaux-de-vie ou d'esprits est tenu, dans le mois qui suivra la promulgation de la présente loi, de faire, au bureau de la Régie,

une déclaration énonçant le nombre, la nature et la capacité de ces appareils ou portions d'appareils. Seront dispensés de cette déclaration les personnes qui auront une licence de bouilleur ou de distillateur.

Tout fabricant ou marchand d'appareils propres à la distillation d'eaux de-vie ou d'esprits est tenu d'inscrire sur un registre spécial, dont la présentation pourra être exigée par les employés des contributions indirectes, le nom et demeure des personnes auxquelles il aura livré, à quelque titre que ce soit, des appareils ou portions d'appareils. Il devra de plus, dans les 15 jours de la vente, faire connaître au bureau de la Régie de sa résidence, le nom et le domicile des personnes à qui ces livraisons ont été faites. Cette dernière disposition est applicable aux cessions faites accidentellement par des particuliers non commerçants.

Les appareils seront poinçonnés par les employés des contributions indirectes, moyennant un droit de un franc perçu immédiatement.

ART. 13. — Le gouvernement interdira par décret la fabrication, la circulation et la vente de toute essence reconnue dangereuse et déclarée telle par l'Académie de médecine.

ART. 14. — Les contraventions aux prescriptions des articles 5, 6 7 et 8 de la présente loi sont punies de peines édictées par l'article 1^{er} de la loi du 28 février 1872, lors-

qu'elles ont pour objet des spiritueux, et par l'article 7 de la loi du 21 juin 1873, lorsqu'elles concernent des vins, cidres, poirés et hydromels.

Les contraventions aux articles 9, 10, 11 et 12 sont punies d'une amende de 500 à 5,000 francs, indépendamment de la confiscation des appareils et boissons saisis et du remboursement des droits fraudés.

En cas de récidive, l'amende sera doublée.

Les mêmes peines seront applicables à toutes personnes convaincues d'avoir facilité la fraude ou procuré sciemment les moyens de la commettre.

Les dispositions des articles 222, 224 et 225 de la loi du 28 avril 1816, relatives à l'arrestation et à la détention des contrevenants, sont applicables à toute personne qui aura été surprise fabricant de l'alcool en fraude et à tout individu transportant de l'alcool sans expédition ou avec une expédition altérée ou obtenue frauduleusement.

Dans tous les cas, l'article 463 du code pénal pourra être appliqué en faveur des délinquants, dans les conditions prévues par l'article 19 de la loi du 29 mars 1897.

ART. 15. — La taxe de dénaturation de 3 francs par hectolitre d'alcool pur établie par la loi du 16 décembre 1897 est supprimée. Elle est remplacée par un droit de statistique de 0 fr. 25.

ART. 16. — Le bénéfice du droit réduit de 24 francs par 100 kilogrammes déterminé par la loi du 27 mai 1887,

sera limité aux quantités de sucres bruts ou raffinés employés au sucrage des vins, cidres ou poirés nécessaires à la consommation familiale des producteurs et jusqu'à concurrence d'un maximum de 40 kilogrammes par membre de la famille et domestique attaché à la personne.

ART. 17. — Dès la mise en vigueur de la présente loi, les commerçants et dépositaires d'alcool établis en tous lieux, Paris compris, seront tenus de déclarer au bureau de la Régie les quantités d'alcools existant en leur possession.

Ces quantités seront ensuite reprises par voie d'inventaire.

Les assujettis qui auront chez eux de l'alcool dont les droits ne seront pas acquittés pourront les régler sur la base des nouveaux tarifs au moyen d'obligations cautionnées d'un à trois mois de terme ; les non-entrepôts pourront également être admis à présenter pour l'acquittement des taxes complémentaires résultant de l'application des nouveaux tarifs, des obligations dûment cautionnées, lorsque la somme à payer, d'après chaque décompte, s'élèvera à 300 francs au moins. Les obligations seront souscrites dans des conditions déterminées par la loi du 15 février 1875.

Toute quantité qui n'aura pas été déclarée donnera lieu en sus, au paiement d'une amende égale au double des taxes exigibles.

En ce qui concerne les vins, cidres, poirés et hydromels,

chez tous les débiteurs, les droits afférents aux quantités constatées en reste, seront immédiatement exigibles, les abonnements étant pour les abonnés résiliés de plein droit à la date de la mise en vigueur de la loi.

ART. 18. – Sont maintenues toutes les dispositions des lois en vigueur qui ne sont pas contraires à celles de la présente loi.

La présente loi, délibérée et adoptée par le Sénat et par la Chambre des Députés, sera exécutée comme loi d'État.

Fait à Paris, le 29 décembre 1900.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

LA CRISE VITICOLE

CHAPITRE I. — Notions générales et historiques.	7
CHAPITRE II. — La crise viticole et la mévente des vins.	21
SECTION I. — <i>La mévente</i>	21
SECTION II. — <i>Les causes économiques de la crise</i>	31
§ 1. — Production des vins factices.	36
§ 2. — Importation	46
§ 3. — Marche ascendante de la production et état relativement stationnaire de la consommation.	51
§ 4. — Concurrence des cidres, bières et spiritueux	57
§ 5. — Elévation des taxes perçues sur le vin	60
§ 6. — Resserrement des débouchés extérieurs.	67

DEUXIÈME PARTIE

LE DÉGRÈVEMENT DES BOISSONS HYGIÉNIQUES

CHAPITRE I. — La loi du 29 décembre 1897	76
CHAPITRE II. — La loi du 29 décembre 1900.	102
§ 1. — Droits sur les vins et les vendanges fraîches	105
§ 2. — Sucrage des vendanges.	114
§ 3. — Mesures destinées à assurer l'équilibre du budget.	118
CONCLUSION.	147
ANNEXES. — Texte officiel de la loi du 29 décembre 1897 et de la loi du 29 décembre 1900	156

